


SIGILLVM · VNIVERSITATIS · CALIFORNIENSIS
FIAT LVX
MDCCCLXVIII
EX LIBRIS



LES CENT JOURS. — I

Le
Départ de l'île d'Elbe

PAR

ARTHUR CHUQUET

MEMBRE DE L'INSTITUT



PARIS
ÉDITIONS ERNEST LEROUX
28, RUE BONAPARTE, 28

1921

LES CENT JOURS. — I

Le départ de l'île d'Elbe

DU MÊME AUTEUR :

A LA MÊME LIBRAIRIE

Les chants patriotiques de l'Allemagne, (1813-1918).

LES CENT JOURS. — I

Le
Départ de l'île d'Elbe

PAR

ARTHUR CHUQUET
MEMBRE DE L'INSTITUT



PARIS
ÉDITIONS ERNEST LEROUX
28, RUE BONAPARTE, 28
—
1920

PRÉFACE

Pourquoi et comment Napoléon est-il parti de l'île d'Elbe ? Tel est le sujet de ce volume.

Nous ne discuterons pas si l'Empereur avait raison ou non de rentrer en France.

Il a dit très crûment qu'il ne perdait rien au change : « J'étais si mal que je ne risquais pas grand chose ; je ne risquais que ma vie ! »

A quoi plus d'un Français objectera, comme a fait Doudan, qu'il n'est pas loisible à un honnête homme de replonger son peuple dans une guerre contre l'Europe pour cet

unique motif qu'il s'ennuie tout seul, qu'il ne touche pas ses revenus et qu'il risque d'être conduit dans une île de l'Océan au lieu de rester dans son île de la Méditerranée.

Lorsque Caroline Murat apprit que son frère s'était enfui, « il court à sa perte, s'écriait-elle. J'aurais désiré qu'il se tînt toujours à l'île d'Elbe. Si jamais il remonte sur le trône, il nous chassera de Naples, mon mari et moi, et il bouleversera de nouveau toute l'Europe ; je connais trop son caractère pour pouvoir en douter ; on aurait tort de croire que l'âge et l'expérience l'aient corrigé ».

« Est-ce que les Empereurs s'amendent ? » s'écriait Barras.

Exposons simplement ce qui s'est passé.

LE DÉPART DE L'ILE D'ELBE

CHAPITRE PREMIER

Napoléonisme

I

Les Bourbons rétablis au mois d'avril 1814 n'avaient su gagner le peuple et l'armée, ces deux forces que Napoléon, rélégué à l'île d'Elbe, comptait entraîner s'il revenait en France. Dès le mois de mai, le général prussien Gneisenau, alors à Paris, écrit à son ami Clausewitz que l'armée française se voit méprisée, avilie et sur le point d'être dissoute; que nombre de pamphlets cherchent à justifier Napoléon; que les ouvriers s'attroupent

en criant *du travail ou l'Empereur !* : « Quelle accumulation de matières inflammables! »

« Il reviendra », répètent les bonapartistes, c'est-à-dire les ouvriers, les soldats, les officiers en demi-solde et la plupart de ceux qui n'ont pas quitté l'armée. « Il ne reviendra pas », répètent tous ceux qui ne veulent plus de guerres et qui ne voient plus de salut qu'en Louis XVIII : bourgeois, nobles, officiers entrés au service après le retour des Bourbons. Le Paris de la première Restauration ne parle que de l'Empereur déchu. Napoléon règne encore, pèse encore sur les esprits. Les uns l'aiment et le rappellent de leurs vœux; les autres le haïssent et le maudissent. Son souvenir s'impose à tous. Mais, « pourquoi, dit Fouché, imprimer sur ou contre lui ? Lorsque j'étais ministre, je défendais aux journaux de parler des Bourbons soit en bien soit en mal, et la moitié de la France les avait oubliés ».

Entrez le 29 juin 1814 au Théâtre Français et assistez à la représentation de *Mérope*. Les bourbonistes, comme on les nomme, applaudissent le vers que prononce l'héroïne :

Est-il d'autre parti que celui de nos rois ?

et le vers du dénouement :

On adore le roi que le ciel nous envoie.

Mais les napoléonistes saisissent, eux aussi, selon le mot du temps, les applications, et ils battent des mains lorsqu'ils entendent le vers

Le premier qui fut roi, fut un soldat heureux,

et cet autre vers :

Qui sert bien son pays, n'a pas besoin d'aïeux.

Que lisons-nous dans les bulletins de la police parisienne au mois de juin ? L'armée était tout — ainsi s'expriment les agents — et elle ne saurait se résoudre à n'être que quelque chose; ses chefs disent hautement qu'elle ne peut rien espérer d'un gouvernement de capucins ; les maréchaux se servent toujours du mot *pékin* pour désigner ce qui n'est pas militaire, et le moindre caporal nomme *pékin* le chancelier de France; les militaires ont toujours leur ton tranchant et leur jactance; les officiers blâment les Bourbons dans les lieux publics sans mesure ni justice; les soldats crient *Vive l'Empereur* dans les casernes, chantent des couplets hostiles au roi et à la famille royale, prétendent que Bonaparte a quitté l'île d'Elbe et qu'il est en route pour se mettre à la tête des troupes de l'empereur d'Autriche, son beau-père.

Le 26 juillet, dans les groupes d'ouvriers et de soldats congédiés qui se forment sur le

quai de Gesvres, la police entend ces mots: « Bonaparte pourrait revenir », et plusieurs jours auparavant, le 4, dans la salle d'attente du ministère de la guerre, on débite que Bonaparte ne tardera pas à se montrer, qu'il est déjà caché dans Paris.

Le 15 août — ce 15 août où, en nombre de villes, les casernes fêtent avec bruit la Saint-Napoléon — des ouvriers invitent des soldats à boire avec eux à la santé de l'Empereur.

Le 17 septembre, sur le boulevard du Mont-Parnasse, la foule répond par des cris de *Vive l'Empereur* aux rares acclamations qui saluent Louis XVIII.

Le 17 décembre, à la Bourse, les uns disent que Napoléon est généralissime des armées autrichiennes, qu'il démembrera la Turquie et y trouvera sûrement dans quelque coin un territoire qu'il échangera contre l'île d'Elbe; les autres le tuent d'une fluxion de poitrine, et le lendemain, Paris apprend soudain qu'il a été victime d'un assassinat, qu'il a reçu quatre ou cinq coups de poignard dans le dos, mais qu'il respire encore.

Le 19 janvier 1815, on raconte dans les rues qu'il arrivera sous deux jours avec une armée de 150.000 hommes.

Au mois de février, les troupes de la garnison assurent qu'elles reverront bientôt leur papa.

Un curieux propos fait alors la joie des bonapartistes de la capitale. Dans un bouchon de la barrière, trois soldats demandent une bouteille. La cabaretière apporte trois verres. « Madame, un autre verre. — Messieurs, vous n'êtes que trois. — C'est égal, apportez toujours ; le quatrième va venir ; *à sa santé*, camarades ! » Et là-dessus les trois hommes choquent leurs verres en l'honneur du quatrième personnage dont il est facile de deviner le nom.

Un autre mot eut grand succès dans les salons de l'opposition. « L'armée doit être contente, disait un émigré à un soldat, elle touche exactement le prêt ; au temps de Bonaparte, tout était arriéré, même la solde. — Eh ! répond l'autre, si nous aimions à lui faire crédit ! »

On citait aussi ce mot d'un officier entrant dans un bureau de loterie : « Quel numéro voulez-vous ? — Donnez-moi le 18 ; il sortira bientôt ; je mets un napoléon dessus ».

II

D'un bout à l'autre du territoire les régiments, à très peu d'exceptions près, sont bonapartistes.

Au mois de juin, Pozzo di Borgo avoue que

l'armée n'est pas dans le même état de quiétude et d'obéissance que les armées des autres états, qu'elle reste agitée, turbulente.

Au mois de septembre, un royaliste gémit de l'aspect des soldats : « Partout, écrit-il, ils montrent un front hargneux et rechigné ; des mouvements d'humeur et des signes d'infidélité leur échappent ; on lit sur leur visage la contrainte qu'ils éprouvent, et leur désir de revenir au culte de Bonaparte ».

Lorsqu'on force les troupes à crier *Vive le roi*, elles ajoutent à voix basse, *le roi de Rome*. Elles avaient déjà surnommé Napoléon le petit caporal ; elles l'appellent aujourd'hui le père la Violette, parce qu'elles s'attendent à le voir, comme la violette, refleurir au printemps [1]. Les officiers portent la violette à leur boutonnière, donnent à leur ruban de la légion d'honneur la forme d'un N et, pour se reconnaître, croisent pareillement en forme de N deux doigts de la main droite sur le front. Les soldats conservent la cocarde tricolore, vieille et usée, cousue sous la coiffe des shakos ou cachée soit sous la cocarde blanche, soit au fond des sacs. Il y

1. Etienne inventa ce nom de père la Violette. Dès le mois de décembre, aux diners de Véry et du Cadran-Bleu, les officiers portaient des toasts en l'honneur de la Violette. Les soldats et les sous-officiers ne connurent et n'employèrent ce nom qu'à la fin de février.

a des chambrées qui ne nomment jamais Louis XVIII, et aux appels on saute le nombre 18.

Dans les lettres qu'elle envoie de ses garnisons à ses maîtresses du Gros-Caillou, la vieille garde annonce le prochain retour de Bonaparte.

Les grenadiers qui stationnent à Metz, ont une sagesse inquiétante; ils ne fréquentent pas les salles de danse et de jeu ; ils se promènent silencieusement; pas un n'est puni, et un officier supérieur disait au préfet: « J'aimerais mieux qu'ils fissent des fautes et qu'il y eût entre eux des dissentiments d'opinion; mais ils ne forment qu'une âme et n'ont qu'un même esprit, entretenu par une mystérieuse et puissante influence ».

Lorsqu'un régiment d'infanterie brûle secrètement ses aigles, chaque soldat avale une pincée des cendres en vidant un verre de vin à la santé de l'Empereur.

Lisons la proclamation adressée de Grenoble le 8 mars par le 3e régiment du génie à l'armée française: les regrets des militaires, dit ce régiment, avaient suivi Napoléon ; leurs regards ne cessaient pas de se tourner vers l'île d'Elbe, cette île à jamais célèbre qui « possédait le maître de la victoire et le père des soldats »; l'esprit de l'Empereur les soutenait ; ses batailles étaient l'unique objet de

leurs conversations, et ses récompenses, ses paroles, le plus doux et le plus honorable de leurs souvenirs.

L'armée éprouve une telle haine contre les Bourbons qu'elle oublie la trahison de Murat : elle se rappelle seulement qu'il sortit jadis de ses rangs et qu'il est le beau-frère de Napoléon.

III

Mêmes dispositions et mêmes frémissements parmi la population civile, surtout dans l'Est et le Sud-Est.

Au mois de juin, le duc d'Orléans remarque qu'à Roanne, à Tarare les dispositions du peuple ne sont pas favorables aux Bourbons.

Le 29 juin, à Saint-Etienne, sur le bruit que Napoléon est rentré à Paris à la tête de 300 000 Turcs, les ouvriers s'assemblent pour tirer des feux d'artifice en signe de réjouissance.

Le 24 juillet, un délégué de la direction générale de la police écrit de Nancy que « l'opinion s'agite parmi les gens du peuple et les militaires » ; que, dans ces deux classes, personne n'accuse Bonaparte ; que tous le plaignent, le regardent comme un homme qui fut trompé et trahi ; que tous ont en lui une con-

fiance aveugle; qu'ils ne conspirent pas précisément pour lui; mais que leur engouement est une sorte de conspiration, et de conspiration dangereuse, parce qu'il peut penser à en profiter.

Au mois d'août une vive inquiétude se manifeste en Alsace : on redoute la réaction : on juge que le roi favorise les émigrés et les nobles au préjudice de l'armée et du gros de la nation ; on se demande si les mécontents ne se lèveront pas bientôt pour tout bouleverser. Où est le respect de la charte, l'administration forte, tout ce qui ferait taire les murmures et les clameurs?

Dans ce même mois d'août, on ne sait comment, la nouvelle du retour de Napoléon se répand sur les rives du Rhône. Aux environs de Lyon, des paysans obligent les passants à crier *Vive l'Empereur*, et à Lyon, le 14 août, des bourgeois envahissent la caserne des dragons, les exhortent à célébrer la Saint-Napoléon, leur donnent des fusées et des pétards.

Au mois de septembre, sur les routes de la Haute-Saône, des enfants de dix à quinze ans courent après les voitures en criant *Vive l'empereur Napoléon*, et la plupart des habitants de ce département regrettent le régime impérial, assurent que l'affaire des biens nationaux n'est pas finie.

En octobre, à Tournus, en Saône-et-Loire, les trompettes du 2e régiment d'artillerie légère sonnent l'air d'une chanson dont le refrain est « Il reviendra » et aussitôt les jeunes gens de la ville, garçons et filles, répètent ce refrain en criant *Vive Napoléon, Vive l'Empereur*.

Dans la Meurthe, au mois de décembre, les bonapartistes remuent. On affiche à Blamont un placard ainsi conçu : « Napoléon s'éveille! tous ces fameux royalistes vont être culbutés ! » Un soir, une voiture à quatre chevaux traverse Nancy sans que bouge la police ; cinq hommes la montaient et ils criaient à tue-tête : « Vive Bonaparte, à bas la famille des Bourbons ! »

IV

Il y avait donc — et c'est le mot des contemporains — quelque chose dans l'air. On sentait que tout n'était que provisoire.

« Les Bourbons font réellement les plus grandes bévues, s'écriait Rapp, et il y aura bientôt une révolution en France ! »

Montlosier, admirant ce qu'il nommait l'inconcevable sécurité des Bourbons, jugeait que Napoléon ne deploierait pas, en les renversant, un grand génie : Napoléon n'avait qu'à

voir ce qui se passait, n'avait qu'à venir reprendre la place qu'une mauvaise politique lui rendait.

« Ayez patience, disaient les paysans à Savary qui vivait exilé dans sa terre de Nainville, ayez patience, cela ne peut pas durer », et, à son tour, Savary disait au ministre Jaucourt : « Nous reverrons Bonaparte et ce sera bien la faute des Bourbons ».

Il n'était question que de l'Empereur, des pélerinages que les touristes anglais faisaient à l'île d'Elbe, des laitues que Napoléon plantait comme Dioclétien à Salone, mais qu'il ne planterait pas toujours. Ah! il n'était pas loin, et ce mort ne tarderait pas à ressusciter!

Dans le Rhône et la Loire les colporteurs vendaient des médailles à l'effigie de Bonaparte en affirmant que quiconque possédait cette médaille serait à l'abri de tout danger lorsque Napoléon — ce qui ne pouvait tarder — rentrerait en triomphateur.

L'abbé de Pradt, dans un mémoire adressé au mois d'octobre à l'abbé de Montesquiou, ministre de l'intérieur — le comte d'Artois lut ce mémoire et défendit d'en parler au roi — assurait que l'esprit de l'Auvergne et des provinces voisines était très mauvais ; que le peuple « rattachait son ancienne gloire à Napoléon et son humiliation présente aux Bourbons » ; que l'opinion semblait être « une pièce

chargée à mitraille à laquelle le premier accident imprévu ou le premier aventurier pouvait mettre le feu ».

Barras, se rendant de Paris à Montpellier au mois de février, trouvait les esprits bien changés, et il écrit dans ses notes que tous les regards se tournaient vers l'île d'Elbe.

Les paysans suisses, causant avec Mme de Staël, remarquaient, dans leur gros bon sens, que Bonaparte reviendrait.

Un Français, alors en Cochinchine, se préparait à regagner sa patrie et il racontait avant son départ au souverain du pays les événements qui s'étaient passés en Europe : la chute de Napoléon, son séjour à l'île d'Elbe, la restauration des Bourbons qui maintenaient l'armée, les généraux et les fonctionnaires de l'Empire : « Sûrement, dit l'Asiatique à l'Européen, vous retrouverez en France, à votre arrivée, Napoléon et la guerre ».

CHAPITRE II

A l'Ile d'Elbe

Sans Marmont et le tsar Alexandre de Russie, Napoléon n'aurait pas été souverain de l'île d'Elbe, et il eût peut-être accepté l'asile que Castlereagh lui proposait en Angleterre. Mais le maréchal Marmont avait, lorsqu'il négocia sa défection, prié Schwarzenberg de garantir à l'Empereur prisonnier la vie et la liberté dans un espace de terrain et dans un pays circonscrit que les puissances alliées et le gouvernement français choisiraient.

Schwarzenberg avait répondu qu'il appréciait la délicatesse de Marmont et accepté, sans toutefois la signer, la condition relative à l'Empereur. Le tsar Alexandre consentit à la signer, et ce fut sur sa proposition que les alliés offrirent à Napoléon soit Corfou soit Gênes soit la Corse [1] soit l'île d'Elbe.

L'empereur ne désirait pas un royaume et, « pour être moins en vue », il préféra l'Elba.

Aussi, au mois de mars 1815, lorsqu'Alexandre dit avec colère à Wellington : « Pourquoi avez-vous laissé échapper Bonaparte de l'île d'Elbe? », l'Anglais répliquait-il avec autant de raison que de flegme : « Pourquoi l'y avez-vous placé ? »

Par le traité de Fontainebleau, du 11 avril, Napoléon devait avoir à l'Elba 400 hommes de sa garde. Ils arrivèrent, le mois suivant, à Porto-Ferrajo, capitale de l'île, au nombre de 607. Ce fut le bataillon Napoléon. Il eut à sa tête le chef de bataillon Malet. Le général de brigade Cambronne qui l'avait conduit de France à l'Elba, reçut le commandement de Porto-Ferrajo.

La cavalerie comprenait d'abord 80 hommes destinés à l'île d'Elbe et 40 hommes qui de-

1. N'est-il pas curieux qu'en 1800 l'auteur d'une tragédie, *La France foutue*, ait proposé de rendre le trône à Louis XVIII et de nommer Bonaparte roi de Corse?

vaient former à Parme la garde de l'Impératrice. Mais Marie-Louise ne vint à Parme que plus tard, et les 40 cavaliers se rendirent, eux aussi, à l'île d'Elbe. Ces 120 hommes étaient presque tous des chevau-légers polonais. On les répartit en deux compagnies. Les uns, avec des chasseurs et des mamelouks, composèrent une compagnie à cheval de 22 hommes. Les autres, au nombre de 96, formèrent une compagnie à pied qui fut dressée à la manœuvre du canon. Le colonel Jerzmanowski commandait les deux compagnies.

Une compagnie d'artillerie — 43 canonniers de la garde et 4 canons — avait pour chef le capitaine Cornuel qui faisait en même temps les fonctions de directeur d'artillerie pour l'île d'Elbe.

Le vosgien Raoul, capitaine d'artillerie, homme grand, vigoureux et actif, qui devait, après la tourmente, passer en Amérique, commander les troupes du Guatémala, rentrer dans l'armée française sous la monarchie de juillet et mourir en 1850 général de brigade à Paris, faisait à l'île d'Elbe les fonctions de directeur du génie.

Napoléon créa en outre deux bataillons, un bataillon dit bataillon franc, formé de miliciens elbois, et un bataillon corse qui tenait garnison à Porto-Longone et qui devait compter des Italiens et surtout des Corses, exigeants,

indisciplinés, enclins à la désertion. Mais il avait avec lui à l'île d'Elbe des hommes de son île natale dont il était sûr : le major Ornano, le chef de bataillon Poli, gendre de la nourrice de l'Empereur, et Xavier Giubega, fils de son parrain[1].

Il avait même une marine, car il possédait un brick, l'*Inconstant*, qui lui fut cédé par la France, le chébec marchand l'*Etoile*, l'espéronade la *Caroline*, et deux felouques, l'*Abeille* et la *Mouche*. Pauvre marine! Elle n'avait que 130 hommes d'équipage commandés par un médiocre personnage, l'enseigne Taillade, que l'Empereur avait trouvé dans l'île et qu'il fit lieutenant sans le faire homme de mer.

Telles étaient, avec vingt marins de la garde et vingt gendarmes, les troupes dont Napoléon disposait. Elles avaient l'uniforme français et portaient la cocarde elboise, semblable au drapeau de l'île. L'Empereur avait choisi ce pavillon d'après un écusson du temps de Cosme de Médicis : fond blanc traversé en diagonale par une bande rouge semée de trois abeilles jaunes. Il voulait d'abord des abeilles bleues; mais, de la sorte, il aurait eu le dra-

1. Voir sur le parrain de Napoléon, Laurent Giubega, et sur son fils Xavier, nos *Etudes d'histoire,* 3e série, p 1-61 et sur le chef de bataillon Poli nos *Etudes d'histoire,* 4e série, p. 216-219.

peau tricolore, et il craignait, comme il a dit, des désagréments.

Les plus fidèles entre les fidèles, Bertrand et Drouot, généraux de division, avaient suivi l'Empereur : l'un, grand maréchal du palais et directeur des affaires civiles, homme correct, froid, un peu timide et irrésolu, aimable, poli, exprimant de sincères avis avec les formes d'un courtisan ; l'autre, gouverneur militaire de l'île et de Porto-Ferrajo, homme ardent sous une apparence de calme, actif, résolu, très simple et parlant à Napoléon avec la franchise d'un soldat, tous deux, dit un agent des Bourbons, élevés à l'école de Bonaparte qui leur avait appris à ne pas se laisser deviner.

Ils étaient secondés par Pons, administrateur général des mines de Rio, le seul établissement du pays qui eût des ressources importantes. Pons, dit Pons de l'Hérault, avait les joues empourprées, le nez énorme et rouge surmonté d'une lourde paire de lunettes en or, l'accent méridional. Ce républicain de très vieille date, verbeux, emphatique, prudhommesque, mais probe, droit, sensé, subit l'ascendant de Napoléon ; s'il n'hésitait pas à contredire son souverain, il servit sincèrement, passionnément celui qu'il traitait na-

guère d'usurpateur et de tyran : « je suis sûr de lui, disait l'Empereur, comme je suis sûr de mon plus fidèle régiment ».

Ces trois hommes, Bertrand, Drouot et Pons, ont frappé l'imagination des contemporains. On crut que Napoléon, au retour de l'île d'Elbe, récompenserait, consacrerait la fidélité de ses trois serviteurs par des titres éclatants. Le bruit courut que l'Empereur nommerait Bertrand duc de Porto-Ferrajo, Drouot duc de Porto-Longone et Pons comte de Rio. Les deux généraux ont sans doute refusé cette distinction. Pons, allant de Paris à Lyon pour administrer comme préfet le département du Rhône, reçut de Napoléon le titre de comte de Rio qu'il ne voulut jamais porter.

Un Anglais, le colonel Campbell, souriant, vif, aussi adroit qu'alerte, toujours aux aguets et aux écoutes, surveillait l'Empereur et son entourage. C'était un des commissaires que les alliés avaient chargés de conduire Napoléon de Fontainebleau à Fréjus. Il alla jusqu'à l'île d'Elbe et y resta, bien qu'il n'eût aucune lettre de son souverain et, comme on dit dans la langue diplomatique, aucun caractère : ses instructions portaient seulement qu'il résiderait à l'île d'Elbe jusqu'à la fin du Congrès et qu'il aurait ensuite des pouvoirs officiels et ostensibles.

Dans les trois premiers mois il cherchait à se rendre utile, agréable, et Napoléon n'était pas trop fâché de sa présence : Campbell garantissait le traité; il leva certaines difficultés; il fit reconnaître à Alger le pavillon elbois qui devait, d'après la convention du 11 avril, être respecté tout comme le pavillon français; il négocia avec Livourne un règlement de navigation; sa présence interdisait toute insulte et attaque.

Mais Campbell fut bientôt importun. Il prétendit que les petits îlots de Pianosa et de Palmajola n'appartenaient pas à l'île d'Elbe et que Napoléon y faisait des armements dont s'alarmait toute la Méditerranée. Grâce aux avis d'un domestique qu'il avait gagné, il était constamment sur les talons de l'Empereur. Il essaya même de débaucher quelques serviteurs; il flatta Pons et lui conseilla de rentrer en France où le gouvernement anglais le recommanderait et le protégerait; il engagea des grenadiers de la garde à déserter.

Napoléon finit par se dégoûter du personnage. N'était-ce pas un espion, un émissaire chargé de lui nuire ? Il le reçut froidement et parfois il ne le reçut pas; il le fit attendre dans l'antichambre; il l'exclut de ses réceptions, et lorsqu'il le rencontrait, il le traitait sans façon, selon son humeur, soit aima-

blement, soit avec rudesse. « L'Angleterre, disait-il, emploie tantôt des hommes recommandables par la générosité de leur caractère, des Cornwallis et des Saint-Helens, tantôt des gens intrigants et vils, des Drake et des Wilson ; Campbell s'est lui-même rangé à côté de ces derniers. »

Peu à peu chez Campbell le zèle du policier s'attiédit ; Napoléon l'ennuyait de même qu'il ennuyait Napoléon. Il désira se divertir, s'amuser. Souvent il s'éloignait non seulement pour s'entretenir avec les agents britanniques et prendre les avis du ministre plénipotentiaire lord Burghersh qui résidait à Florence, mais pour courtiser les belles d'Italie. Une corvette, la *Perdrix*, commandée par le capitaine Adye, était toujours à sa disposition dans la rade de Porto-Ferrajo.

Letizia et Pauline, la mère et la sœur de l'Empereur, passèrent quelques mois à Porto-Ferrajo, et le peuple, rapporte Pons, disait qu'on ne pouvait être ni meilleur fils ni meilleur frère que Napoléon.

Madame Mère, Corse jusque dans la moelle des os et jusqu'au bout des ongles, voulait que ses compatriotes eussent toutes les places lucratives de l'île ; mais aux yeux de Pons, elle était majestueuse et vraiment la mère du roi des rois.

Pauline Borghèse, la sœur favorite de Napoléon, celle que Canova surnommait la Vénus moderne, toujours souffrante ou plutôt croyant l'être, aimant le plaisir, la danse et le théâtre, animant de sa gaîté tout ce qui l'entourait, sut distraire et consoler Napoléon. Elle avait pour lui un réel dévouement et lorsqu'il la grondait, « laissons-le faire, disait-elle, puisque cela lui est agréable ». Bien qu'elle fût encore, selon le mot de son frère, la reine des colifichets, elle avait dû, malgré elle, s'assagir un peu. Pons a, plus tard, vanté la grâce incomparable de Pauline et son sourire enchanteur ; il assure qu'elle était pour les « fidèles » un ange tutélaire, qu'elle embellissait leur existence, qu'elle savait en toute circonstance leur dire un mot flatteur et joli, que chacun lui avait l'obligation de quelque bienfait. Au sortir d'une revue de la garde, elle donnait à chaque homme une gratification de quarante sols.

II

La princesse Pauline occupait l'appartement destiné à l'Impératrice : Napoléon croyait que sa femme, celle qu'il appelait la bonne Louise, viendrait bientôt le retrouver.

Il se trompait cruellement.

Marie-Louise a sans doute aimé Napoléon ou elle a cru l'aimer. Au mois de septembre 1811, pendant une absence de son mari, elle se dit sa triste, tendre et fidèle amie jusqu'à la mort ; elle parle du chagrin qu'elle essaie de cacher et qui se lit sur son visage : elle assure que son cœur se serre lorsqu'elle passe devant le cabinet de l'Empereur et voit les volets fermés ; elle voudrait courir après lui, fût-ce à cheval et en costume de page, pour lui dire de vive voix combien elle le chérit. En 1812, durant la campagne, elle écrit que, sans Napoléon, elle ne peut avoir de bonheur, qu'elle se tourmente et s'inquiète sans cesse, que la séparation « l'accable lourdement ». En 1813, pendant sa régence, et lorsque l'Autriche s'est tournée contre la France, elle marque à l'empereur François II, son père, que Napoléon aura l'avantage, et qu'un des plus heureux jours de sa vie sera celui où Napoléon reviendra victorieux. Ses premiers vœux ne doivent-ils pas être pour son mari et pour son fils ? Elle promet même à son père de lui « rendre service », s'il est vaincu !

Le vaincu, ce fut Napoléon, et le 29 mars 1814 Marie-Louise s'enfuit de Paris. Le 2 avril, au soir, elle est à Blois. Elle ne peut croire encore que les alliés renversent Napoléon.

« Mon père, dit-elle, est un honnête homme. S'il ne m'écoute guère quand il s'agit d'affaires, il m'a répété vingt fois qu'il me soutiendrait toujours sur le trône de France. » Elle veut rejoindre l'Empereur : sa place est auprès de lui, puisqu'il est malheureux ; partout elle sera bien, pourvu qu'elle soit avec lui.

Mais depuis l'abdication de Napoléon, les alliés avaient disposé de Marie-Louise et du roi de Rome : pendant que Napoléon s'établirait à l'île d'Elbe, Marie-Louise irait se reposer à Vienne et règnerait ensuite sur les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. Le 11 avril, le prince Volkonsky, mandant à Bennigsen le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, ajoutait cette phrase nette, décisive : « L'impératrice ne le suivra pas. »

Elle suivit son père. Le 8 avril, Chouvalov, commissaire des alliés, venait à Blois signifier leur volonté. Sous l'escorte des cosaques, l'Impératrice avec son fils se rendit à Orléans, puis à Rambouillet. Ce fut à Rambouillet, le 16 avril, qu'elle vit François II, et le même jour, François écrivait à Napoléon qu'elle avait besoin de calme, qu'elle passerait quelques mois en Autriche, puis qu'elle gagnerait Parme ; ce qui la rapprocherait de l'île d'Elbe.

Marie-Louise alla donc à Schœnbrunn où elle resta six semaines. Mais elle s'ennuya, et au mois de juillet, laissant son fils à la gou-

vernante, Mme de Montesquiou, elle partit pour les eaux d'Aix en Savoie.

Elle se rapprochait ainsi, non de l'île d'Elbe, comme on le croyait, mais du duché de Parme, cette petite souveraineté indépendante qui lui plaisait, et elle retrouvait à Aix la duchesse de Montebello, son intime amie, à qui elle avait donné rendez-vous.

Or, madame de Montebello, madame de Brignole, le préfet du palais Bausset lui avaient dit fort charitablement, au mois d'avril, à Blois, à Orléans, à Rambouillet, que Napoléon ne l'avait jamais aimée, et ne l'avait épousée que par politique ; qu'il avait eu des maîtresses depuis son union avec elle ; que, si elle le rejoignait, elle n'aurait de lui que des plaintes et des reproches. N'avait-on pas appelé à Rambouillet le valet de chambre Constant et le mamelouk Roustam pour recueillir leur témoignage et pour convaincre Marie-Louise des infidélités de son mari ? L'entrevue de l'Impératrice avec son père, écrit Bausset le 14 avril, la « rendra pour jamais à sa famille et mettra une nouvelle barrière entre l'île d'Elbe et Parme. Depuis quelques jours je suis occupé à fortifier ces espérances dans le cœur de l'Impératrice et à combattre le retour d'une niaiserie sentimentale, à délier les nœuds d'une conjugalité expirée. »

Peu à peu Marie-Louise se détache ainsi de

Napoléon. Elle pense qu'il l'a toujours tenue dans sa dépendance et que, lorsqu'elle voyageait, il lui traçait un itinéraire dont elle ne pouvait s'écarter : elle prend goût à la liberté, à sa nouvelle vie exempte d'étiquette et de cérémonial ; elle est heureuse d'avoir secoué le joug, heureuse d'aller se promener quand elle veut et autant qu'elle veut, de galoper sans souci sur les grandes routes, de dessiner et de peindre à sa fantaisie, de faire à son gré trois ou quatre toilettes par jour.

Aussi, à Aix, sous les yeux du public, elle s'amuse : elle assiste aux bals, aux fêtes : « Marie-Louise, dit alors madame de Brignole, a pris son parti tout de bon, et elle ne partage pas les folles idées de régence dont on parle. »

La cour de Vienne lui avait donné un surveillant, le général comte Adam-Adalbert de Neipperg : si elle voulait rejoindre son mari, Neipperg devait l'en empêcher, devait d'abord lui faire des représentations, puis lui déclarer que l'empereur François lui défendait absolument d'aller à l'île d'Elbe.

Neipperg fit mieux. Il séduisit Marie-Louise. Non que la cour de Vienne ait commandé au général « de plaire à cette femme et d'être son amant ». Mais Neipperg fut irrésistible. Si un coup de sabre l'avait rendu borgne, un

habile bandeau dissimulait sa blessure. Il avait les cheveux blonds et bouclés, la taille élégante, la voix douce, insinuante ; il chantait avec art et causait avec esprit ; tout en lui annonçait qu'il n'aimerait pas Marie-Louise bourgeoisement, paternellement, comme Napoléon l'aimait : galant, aimable, ardent, il romantisait, dramatisait sa passion.

Elle ne partit d'Aix que pour se donner à Neipperg. Au milieu de juillet, elle fait en sa compagnie une excursion de huit jours dans l'Oberland bernois, et elle a soin de n'emmener avec elle aucun Français. Au retour, elle passe la nuit du 25 au 26 septembre à l'auberge du *Soleil-d'or*, au pied du Rigi dont elle projette l'ascension pour le lendemain. Mais son secrétaire Méneval remarque que le valet de pied qui couchait toujours en travers de la porte de l'Impératrice a reçu l'ordre de coucher au rez-de-chaussée et lorsqu'il déplie machinalement une carte de la Suisse que M[me] de Brignole, avant de la donner à Neipperg, a posée sur une table, il en fait tomber un billet de Marie-Louise au général.

Quelques jours auparavant, le 8 septembre, ne mandait-elle pas à la duchesse de Montebello que, malgré les messages répétés de son mari, elle n'irait pas le retrouver, qu'elle n'irait jamais à l'île d'Elbe, qu'elle en donnait sa parole d'honneur la plus sacrée : « Vous savez,

chère amie, mieux que personne que je n'en ai pas envie »

Rentrée à Vienne, l'Impératrice promit de ne plus entretenir aucune correspondance avec Napoléon sans l'assentiment paternel et de remettre à l'empereur François les lettres qu'elle recevrait de son mari. Tout le monde la trouvait « plus raisonnable ». Elle ne prononçait plus le nom de Napoléon ; elle ne semblait plus se soucier de lui ; « tout son cœur, témoigne la comtesse Colloredo-Crenneville, le 23 octobre, revient à son père et à sa famille ; le choix du général Neipperg a été heureux ! »

A la fin de novembre, on parle même d'une « séparation formelle », et certaines gazettes annoncent un prochain et grand divorce.

« Elle fait mine d'aimer Neipperg, disait la fille du gouverneur de Schœnbrunn, pour pouvoir donner à Napoléon des nouvelles du Congrès », et ce mot est colporté, commenté. Mais il prouvait que Marie-Louise était éprise de Neipperg, et un espion de la police viennoise notait que « la vraie histoire avec Neipperg n'était plus un secret. »

Rien, en effet, ne peut plus arracher Marie-Louise à Neipperg, et dans les salons de Vienne on murmure que le général a conquis sur elle un tel ascendant qu'elle n'ose faire aucune démarche sans le consulter.

Lorsqu'elle apprend le 8 mars la fuite de

Napoléon, elle pleure si fort qu'on l'entend jusque dans l'antichambre. « Je suis bien fâchée, écrit-elle, contre la personne qui expose ainsi le sort futur de mon fils et le mien ; tout ce que je désire, c'est la tranquillité et le repos, et celui de tout le monde. »

Elle proteste qu'elle « n'est pour rien » dans cet événement. Le 12 mars, elle recommande à Metternich ses intérêts et ceux de son fils, l'assure qu'elle ne prend et ne prendra jamais la moindre part aux projets et aux entreprises de Napoléon. Le surlendemain, ses voitures ne portent plus les aigles et armoiries de l'Empire français, et ses gens échangent la livrée aux couleurs de Napoléon contre la livrée de la cour d'Autriche. Son fils n'est plus l'élève de Mme de Montesquiou qui se voit remplacée par la comtesse de Mittrowsky veuve d'un feld-maréchal lieutenant, et elle renonce pour lui à la succession du duché de Parme : il n'aura plus que les fiefs de l'archiduc Ferdinand de Bohême. « Toutes les princesses autrichiennes, dit-elle à Méneval, sont un instrument dans les mains du chef de la maison, et, comme elles, je me soumets absolument à mon père, au tuteur de mon fils. »

Au mois d'avril, elle jure au tsar Alexandre qu'elle ne veut pas, à quelque prix que ce soit, retourner en France, qu'elle aimerait mieux vivre dans un couvent que de rejoindre Na-

poléon, et elle fait cet aveu à la comtesse Mittrowsky : « Je n'ai jamais aimé Napoléon, je n'ai aimé que sa grandeur, que l'éclat de son trône, et je suis si indignée contre lui que j'ai fait vœu d'aller faire à pied un pélerinage à Mariazell si l'on se saisit de sa personne. »

Le 18 avril, elle demande au baron de Wessenberg si le comte Neipperg qui guerroie en Italie, a eu la jambe cassée, à quel jour et à quelle affaire ; « j'espère, ajoute l'ex-impératrice, que cela n'est pas vrai ; cela me fâcherait ».

Au mois de mai suivant, elle fond en larmes lorsqu'elle apprend que Neipperg, son Neipperg, comme dit la société viennoise, a commis des fautes durant la campagne et reçu du général en chef Frimont une très grave réprimande.

Elle vécut à Parme avec Neipperg et jamais elle ne fut plus heureuse : la vie paisible et monotone lui convenait parfaitement ; depuis qu'elle était au monde, elle ne souhaitait pas d'autre existence ; le passé ne lui semblait qu'un mauvais rêve.

Le vaincu, l'exilé de 1814, ne revit donc pas sa femme et son fils. Il s'affligeait à l'île d'Elbe de ne pas les avoir avec lui. Quel regard il jetait sur le colonel Vincent lui racontant que le petit roi de Rome refusait obstinément de

quitter les Tuileries ! Ses yeux, rapporte Vincent, paraissaient dire : « Je le ramènerai, mon fils, dans ce palais où il voulait rester ! »

Il se plaignit. Il écrivit que personne n'avait de droits sur l'Impératrice et sur son fils. « Il est inhumain, s'écriait-il devant Campbell, de garder ma femme loin de moi. Elle m'avait promis de m'écrire tous les jours et je n'ai pas reçu une seule de ses lettres. Mon fils m'est enlevé comme ces enfants que les conquérants de jadis emmenaient pour parer leurs trophées. L'empereur d'Autriche devrait pourtant se souvenir comment j'agissais envers lui quand il était absolument en mon pouvoir. Je suis entré deux fois à Vienne en vainqueur avant mon mariage avec Marie-Louise. Ah ! ce mariage ! Il m'a été très funeste ; j'aurais bien mieux fait d'épouser une princesse russe, et je le pouvais sans la différence de religions ! »

Pour revoir et ravoir Marie-Louise, il usa de ruse. L'intérêt politique ne commandait-il pas qu'elle fût avec lui ? Marie-Louise à ses côtés ne faisait-elle pas croire à l'alliance autrichienne ?

Le 20 août, pendant qu'elle est à Aix, il lui envoie un capitaine de sa garde, Hurault de Sorbée, marié à une lectrice de l'Impératrice, à une de ses femmes rouges, mademoiselle Katzener. L'officier doit non seulement infor-

mer Marie-Louise que l'Empereur l'attend dans le courant de septembre ; il a ordre de se rendre partout où elle sera et, malgré la surveillance dont elle est l'objet, de l'emmener à l'île d'Elbe.

Hurault conçut un plan hardi. Il avait quitté le service de l'île d'Elbe et, pour rester avec sa femme, accepté dans la maison de Marie-Louise l'emploi de fourrier du palais. Par suite, il accompagnerait l'impératrice lorsqu'elle quitterait Aix pour aller en Suisse et de là à Vienne. Ne pouvait-il, si elle y consentait, la faire passer pour Mme Hurault et la conduire rapidement, secrètement, de Genève à Gênes et de là à Porto-Ferrajo ?

Or, il lui fallait un passeport, et il n'obtiendrait cette pièce que du général Songeon qui résidait à Chambéry. Le 31 août Hurault et sa femme se présentaient au général. Il refusa le passeport. Hurault lui remit une recommandation signée de Neipperg qui n'avait rien deviné du but de son voyage, et Mme Hurault pria, supplia, pleura, eut même une pâmoison. Songeon demeura inflexible : il avait autrefois connu le capitaine Hurault et le regardait comme un homme à la tête chaude et au caractère entreprenant : il déclara que Hurault irait à Paris solliciter le passeport, et il avisa non seulement son chef hiérarchique, le général Marchand qui commandait à Grenoble

et le préfet de la Haute-Savoie, mais le ministre de la guerre et le directeur de la police générale. Hurault dut se rendre à Paris : il vit par deux fois le directeur de la police générale, et l'Impératrice n'était plus à Aix lorsqu'il reçut son passeport.

Mais, s'il l'avait eu à temps, aurait-il emmené Marie-Louise ? Elle est, disait Méneval, peu disposée à le suivre. Au même moment n'écrivait-elle pas à Mme de Montebello qu'elle n'avait aucune envie de faire une pareille escapade et qu'elle trouvait cela « un peu fort » ? Etait-elle femme à prendre le parti que la vieille reine Caroline de Naples lui avait conseillé : « Vous êtes mariée pour la vie, et, si l'on vous enferme, votre devoir est de vous échapper en attachant à votre fenêtre les draps de votre lit » ? Lorsque Napoléon lui représentait qu'elle pouvait prendre les eaux de Toscane au lieu de prendre les eaux d'Aix, n'avait-elle pas objecté que la volonté de l'Empereur ne s'accordait pas avec les intentions de son père ? N'avait-elle pas gagné à sa cause le médecin Corvisart — ce Corvisart que Napoléon hélas ! félicitait de sa conduite noble et de son caractère — et Corvisart n'avait-il pas sérieusement affirmé que Marie-Louise ne saurait, ainsi que le roi de Rome, vivre sous le climat de l'île d'Elbe, qu'elle devait prendre les eaux d'Aix, et non celles de Toscane ?

III

L'insuccès de la mission de Hurault ne rebuta pas Napoléon. Il compte encore que Marie-Louise viendra à l'île d'Elbe et il s'efforce de lui ôter tout motif, tout prétexte de jalousie.

Lorsqu'il sait la mort de Joséphine, il ne prend pas le deuil.

Quand Mme Walewska, qui fut sa maîtresse, aborde le 1er septembre à l'île d'Elbe pour obtenir de lui que Murat ne séquestre pas le majorat du jeune Alexandre Walewski, il use de précautions extrêmes afin que le monde et Marie-Louise ignorent cette démarche. Mais que peuvent les souverains mêmes contre la malignité des hommes? La visite de Mme Walewska ne restera pas inconnue ; on saura partout qu'une femme est venue avec un enfant voir Napoléon à Marciana ; les uns diront que c'est Marie-Louise avec son fils, les autres, que c'est une comtesse polonaise, et le 3 octobre, Beugnot, le mieux informé de tous, puisqu'il dirige la police, prononcera le nom de Mme Walewska !

Pourtant, Napoléon ne perdit ni courage ni espoir. Il savait qu'un général autrichien accompagnait Marie-Louise, mais il ne soupçon-

nait pas que Neipperg fût son amant. Tout au plus craignait-il qu'elle ne fît prononcer le divorce afin d'épouser le roi de Prusse qui, disait-on, soupirait pour elle. Le 29 novembre à Florence, un agent de Napoléon, Colonna, se présentait au ministre Fossombroni. Il lui demandait si les journaux de Gênes et de Milan avaient raison d'annoncer que Marie-Louise allait épouser Frédéric-Guillaume III. La réponse de Fossombroni fut rassurante, et l'Empereur, croyant ce qu'il désirait, s'imaginait volontiers que, lorsqu'il serait monté sur le trône, il reverrait l'Impératrice et son fils.

Au commencement de l' « interrègne », il envoya donc message sur message à Marie-Louise et, dans les derniers jours de mars, il la pria de se rendre à Strasbourg vers le 15 avril.

L'Impératrice garda le silence, et au lieu d'elle ou d'une lettre d'elle, vint une lettre de Méneval. Marie-Louise, disait Méneval, n'envisageait son retour qu'avec terreur, et depuis six mois tous les moyens étaient employés pour l'éloigner de l'Empereur.

A la fin d'avril, autre lettre de Méneval. Elle était adressée à Lavallette. Il ne fallait plus, écrivait Méneval, compter sur l'Impératrice ; elle ne cachait pas sa haine pour l'Empereur et elle approuvait toutes les mesures prises contre lui ; on ne devait plus penser à

une « réunion », et lui, Méneval, ne pouvait refouler son indignation. Marie-Louise s'était livrée à Neipperg qui était maître de son esprit et de sa personne ; elle ne dissimulait plus le goût qu'elle avait pour lui. Lavallette communiqua la lettre à Napoléon. Etait-elle de Méneval ? Il ne l'avait pas signée et il avait déguisé son écriture. Caulaincourt affirma que la lettre était de Méneval et il ajouta qu'il croyait aux détails qu'elle contenait.

Quelques jours plus tard, Méneval arrivait de Vienne et dans les jardins de l'Élysée, il confirmait à l'Empereur la triste vérité.

CHAPITRE III

Bourbons et Congrès

I. — Les deux millions promis à l'Empereur.
II. — Plan d'enlèvement.
III. — Projets de déportation.
IV. — Projets d'assassinat. — Blot de Chauvigny et Bruslart. — Un avis de Filangieri à Mme de Staël et à Joseph. — Boinod à l'île d'Elbe. — Mesures de sûreté prises par Napoléon.

I

Napoléon disait plus tard que, s'il avait eu de l'argent, il aurait à l'île d'Elbe mené la vie la plus belle et la plus heureuse, la vie de château ; il aurait, dans un palais construit exprès, reçu les grands savants et les plus célèbres artistes de l'Europe.

Mais il n'avait pas d'argent.

Le traité du 11 avril lui conservait le titre d'empereur et lui concédait l'île d'Elbe en toute souveraineté et propriété. C'est pour-

quoi les décrets commençaient ainsi : « Napoléon, empereur et souverain de l'île d'Elbe... » Un revenu de deux millions sur le grand livre de France lui était assigné et Talleyrand avait signé le traité au nom de Louis XVIII.

Or, l'Empereur attendit vainement les deux millions de Paris, les millions de Paris, comme il disait. Lorsqu'il fit demander par Bertrand au ministre des affaires étrangères le paiement du semestre échu, Talleyrand ne répondit pas. Dès le mois d'avril, dans le trajet de Fontainebleau à Fréjus, les commissaires des alliés, Koller et Chouvalov, ne prévoyaient-ils pas que les Bourbons feraient des difficultés pour exécuter le traité et que Napoléon serait fort embarrassé ?

Le tsar fut averti. Il était alors mécontent de la France, et, à Vienne, le 13 février, il dit brusquement à Talleyrand : « Pourquoi n'exécutez-vous pas le traité du 11 avril ? — Absent de Paris depuis cinq mois, répliqua Talleyrand, j'ignore ce qui a été fait à cet égard. — Le traité, répliqua le tsar, n'est pas exécuté et nous devons en réclamer l'exécution. C'est pour nous une affaire d'honneur, Nous ne pouvons, d'aucune façon, nous en départir. — Sire, remarqua Talleyrand, dans l'état actuel de l'Italie il est dangereux de

fournir des ressources à ceux que nous savons disposés à former des intrigues. »

L'empereur d'Autriche se joignit au tsar. Lorsque Pauline Borghèse faisait demander à Metternich si la France paierait à la famille Bonaparte les sommes stipulées par la convention de Fontainebleau, le ministre répondit affirmativement. « Soyez sûr, disait Alexandre à Talleyrand, que l'empereur François est blessé que vous n'ayez pas exécuté le traité. »

Mais Louis XVIII et Talleyrand ne cherchaient qu'à gagner du temps. Ils comptaient sur une imprudence, sur un éclat de Napoléon, et ils pensaient que moins il aurait d'argent, moins il serait dangereux.

Talleyrand eut même l'idée de faire payer par la Grande-Bretagne les deux millions promis à l'Empereur. Puisque les dédommagements pécuniaires coûtaient si peu à la riche Angleterre, ne pouvait-elle prendre à sa charge la pension du souverain de l'île d'Elbe? En revanche, la France consentirait à l'abolition de la traite des nègres.

L'idée parut bonne à Louis XVIII. Il eut une entrevue le 27 février avec Castlereagh qui revenait de Vienne et rentrait en Angleterre. Mais il ne parla pas de la traite des noirs, et, Castlereagh pria simplement Louis XVIII d'exécuter le traité de Fontainebleau.

Bertrand n'avait donc pas tort de se plaindre à Campbell: « Notre budget de la guerre et de la marine, disait-il, s'élève à un million et les contributions de l'île ne dépassent pas quatre cent mille francs. » Là-dessus le colonel écrivit à Londres que Napoléon resterait tranquille s'il recevait sa rente, mais, que pressé par la pauvreté, [1] il se porterait peut-être à quelque entreprise extraordinaire.

L'entreprise eut lieu, et lorsque Alexandre l'apprit : « Ma foi, s'écriait-il, Napoléon a raison. Pourquoi veut-on qu'il tienne sa parole puisqu'on ne la tient pas envers lui ? On ne le paie pas ! »

II

Les alliés n'avaient pas, sans de sérieuses appréhensions, envoyé Napoléon à l'île d'Elbe.

Dans la journée du 11 avril 1814, Metternich, arrivé de Dijon, se récria lorsque le tsar Alexandre le pria de signer le traité qui faisait Napoléon souverain de l'Elba. Le tsar était vraiment trop généreux et il se payait d'illusions! Napoléon pouvait-il résider si près de ses anciens Etats? Qui ne connaissait son ca-

1. *pressed by poverty*, écrit Campbell en propres termes. Napoléon, à Sainte-Hélène, ne disait-il pas : « Il fallait que Louis XVIII me payât ma pension »?

ractère ? Alexandre répondit que le christianisme commande de pardonner à ses ennemis et qu'il ne faut pas douter de la parole d'un soldat et d'un souverain. Metternich répliqua que la question importait trop au repos de l'Europe et qu'il voulait prendre auparavant les ordres de l'empereur François II. Le tsar objecta qu'il avait promis, ainsi que le roi de Prusse, de tout terminer dans la soirée même. Entraîné par Schwarzenberg et Castlereagh, Metternich signa la convention. Mais, remarquait-il, « dans moins de deux ans ce traité nous ramènera sur le champ de bataille ». Tous ceux qui signèrent avec lui les articles, même les plénipotentiaires de Napoléon, partagèrent son avis ; eux aussi pensaient qu'il était fort imprudent d'installer Napoléon à l'île d'Elbe.

Depuis, souverains, hommes d'Etat, diplomates avaient exprimé de semblables craintes : le grand vaincu n'aurait-il pas un jour l'idée de quitter son nouveau royaume et d' « arriver à Paris comme un trait » ?

Dès le 12 avril, l'empereur d'Autriche souhaitait que son terrible gendre fût « envoyé bien loin », et Napoléon à l'Elba lui semblait trop près de la France et de l'Europe.

« On a traité cet homme trop libéralement, écrivait le roi Frédéric de Wurtemberg le 16 avril ; avec deux millions par an et sa

forteresse de Porto-Ferrajo il peut devenir très dangereux et trouver des partisans dans la foule des mécontents ».

Le frère de Castlereagh, sir Charles Stewart, qui représentait l'Angleterre au Congrès de Vienne, disait qu'un pareil arrangement était un réel malheur et que, de l'Elba, Napoléon pourrait troubler encore le repos du monde.

Sidney Smith montrait à un ami la carte de l'Europe et le priait de mesurer l'espace entre l'île d'Elbe et la Provence : « Qu'est-ce que cette distance pour l'homme qui parcourait l'Europe à si grandes et formidables enjambées ? Il peut en quelques heures se retrouver au milieu de ses bataillons ! »

« Je ne sais pas, s'écriait le prince-régent dans une conversation avec le duc d'Orléans, comment on a été fourrer Napoléon à l'île d'Elbe ! »

Mme de Staël assurait que Bonaparte à l'île d'Elbe était comme une épée suspendue sur le trône des Bourbons et que le placer à trente lieues de ses anciens soldats et comme en leur présence, c'était commettre la plus grande faute.

N'est-il pas périlleux, disait d'André au mois de janvier, de laisser cet homme « si près d'un foyer de passions mal éteintes » !

Aussi de mortels ennemis de Napoléon con-

çurent-ils le dessein de l'enlever par un coup de main et de le faire disparaître à jamais.

Le 10 décembre, un ardent royaliste écrivait de Genève au marquis de Loménie qu'Adrien de Montmorency devait engager le roi d'Espagne — qui n'avait pas signé le traité de Fontainebleau — à envoyer une flottille qui saisirait le « fripon » et le conduirait à Madrid où justice lui serait faite : parti sûr, parti plus expéditif que toutes les délibérations du Congrès !

Quelques semaines auparavant, le consul de France à Livourne, l'ancien adjudant commandant Mariotti, dressait un plan semblable. C'était un homme déterminé, exempt de scrupules, habile à choisir ses espions, cachant sous sa rondeur militaire la finesse d'un Corse. Le 28 septembre, il proposait à Talleyrand de faire enlever Napoléon. L'Empereur prenait de grandes précautions, changeait souvent de domicile, et il était fort malaisé de rien tenter contre lui. Mais on essaierait de gagner à prix d'or le lieutenant Taillade qui commandait l'*Inconstant* et vivait dans la gêne. Lorsque Napoléon allait à l'île de la Pianosa, il couchait à bord du brick : Taillade, au lieu de le mener à la Pianosa, le conduirait à l'île Sainte-Marguerite. Cette ingénieuse idée ne put s'exécuter : Tail-

lade ne se laissa pas séduire, et peut-être ne fut-il l'objet d'aucune séduction.

Les Barbaresques ne seraient-ils pas plus heureux? Plus d'un enragé royaliste croyait alors qu'ils enlèveraient ce maudit Bonaparte pour lui ravir son argent. Le bruit courut au mois d'août qu'ils avaient assailli l'île d'Elbe, que Bonaparte les avait repoussés, mais qu'ils reviendraient à la charge et cette fois, pour réussir. En réalité, l'*Inconstant* avait pris sous sa sauvegarde un convoi napolitain que les pirates pourchassaient, et loin d'attaquer Napoléon, les Barbaresques subissaient son prestige.

Un chébec de Tunis vint un jour mouiller dans la rade de Porto-Longone et, après avoir hissé le drapeau elbois qu'il honora de trois salves d'artillerie et de trois hourras, le capitaine, accompagné de deux renégats, ses interprètes, se rendit à l'intendance sanitaire. Il souhaitait de voir celui qu'il nommait le dieu de la terre. Napoléon, averti, passa sur le port et salua de la main le capitaine qui se prosternait en croisant les bras sur sa poitrine. Pons avait été chargé de s'entretenir avec l'étranger. « Que pensez-vous de l'Empereur, lui dit-il. — Ses yeux, répondit l'homme, reflètent comme du cristal. » Il ajouta qu'il serait toujours l'ami de l'Empereur et qu'il ne comprenait pas pourquoi les

Français s'étaient séparés de leur dieu. « Le peuple français, répliqua Pons, aime encore l'Empereur. — Ce ne sont pas les petits qui trahissent, remarqua le reïs, ce sont les grands. »

A la suite de cet événement, Napoléon fut convaincu qu'il ne serait pas troublé par la piraterie africaine. « Voilà, dit-il à Pons, une épine de moins dans le pied, et pour nous, c'est quelque chose. » Les Barbaresques, assurait-il, avaient pris pour la bannière elboise une affection protectrice ; ils la respectaient, lui témoignaient chaque fois qu'ils la rencontraient leur bonne amitié... Et les royalistes, outrés, prétendirent qu'il voulait se servir des navires tunisiens pour venir débarquer en Provence !

III

Puisque l'enlèvement était impossible, le Congrès ne pouvait-il, de sa propre autorité, déporter Napoléon dans une contrée lointaine ? Le Congrès y pensa, et nombre de diplomates l'encouragèrent, le poussèrent à prononcer cette déportation.

Louis XVIII confiait au mois de juin à Pozzo di Borgo que deux hommes, Bonaparte à l'île d'Elbe et Murat à Naples, mettaient en danger

la tranquillité de son royaume et qu'il s'efforçait et s'efforcerait autant que possible de les éloigner.

Beugnot souhaitait le 1er juillet que les puissances, comprenant leur intérêt, missent entre l'Europe et Napoléon la barrière de l'Océan, et les puissances semblèrent comprendre leur intérêt. « Le Congrès, écrit Beugnot le 24 septembre, menace fort Bonaparte et jusque dans son île. »

Les principaux membres du ministère français, Dupont, ministre de la guerre, Montesquiou, ministre de l'intérieur, Talleyrand qui représentait Louis XVIII à Vienne, Jaucourt qui faisait à Paris l'intérim de Talleyrand, étaient d'avis d'envoyer Napoléon sous une autre latitude.

Dupont marquait le 8 octobre à Talleyrand que si la guerre éclatait de nouveau, Napoléon pourrait à l'île d'Elbe réunir des déserteurs italiens et même français et « agiter quelques points du continent ».

Le 13 octobre, Talleyrand mandait de Vienne à Louis XVIII que les puissances montraient l'intention d'éloigner Bonaparte de l'île d'Elbe et qu'il avait proposé de le mettre dans une des Açores, à cinq cents lieues d'aucune terre. Castlereagh, disait Talleyrand, croyait que les Portugais qui possédaient les Açores se prêteraient à cet arrange-

ment et qu'il n'y aurait à régler que la question d'argent. Louis XVIII répondit à son ministre que l'idée était excellente et qu'il dépasserait la stipulation du 11 avril, c'est-à-dire qu'il donnerait aux Portugais plus de deux millions, si l'une des Açores devenait la prison de Bonaparte.

Plusieurs semaines s'écoulèrent, et le 7 décembre, Talleyrand assurait que son opinion « fructifiait ».

Montesquiou et Jaucourt, ses deux collègues, étaient entièrement dans ses vues. Eux aussi pensaient qu'il fallait reléguer Bonaparte ailleurs qu'à l'île d'Elbe. Un des plus fervents bourbonistes, l'entreprenant et audacieux Hyde de Neuville, était leur émissaire et agent.

Déjà, dans un mémoire du 21 septembre, Hyde avait demandé que le souverain de l'île d'Elbe fût envoyé soit aux États-Unis, soit plutôt dans l'Amérique du Sud : aux États-Unis l'Empereur jouirait paisiblement de sa renommée ; dans l'Amérique du Sud, il se taillerait un empire. En tout cas, disait Hyde, le Congrès devait — et pouvait facilement — exercer sur l'île d'Elbe la plus rigoureuse surveillance : il n'avait qu'à déclarer que l'Europe voulait en finir avec le brigandage des Etats barbaresques ; la France, faisant la chasse aux pirates, empêcherait par ses croisières l'évasion de Bonaparte.

Ce mémoire valut à son auteur une mission en Italie. Hyde se rendit à Turin, à Florence, à Livourne. Il représenta, selon ses instructions, au roi de Sardaigne et à l'archiduc Ferdinand d'Autriche l'avantage qu'ils avaient l'un et l'autre à s'unir au roi de France pour réprimer les Barbaresques. Il vit à Livourne Campbell et Mariotti. Il tenta même de s'aboucher à Piombino avec le général Bertrand et lui écrivit — à la fin d'octobre — que le Congrès fixerait bientôt à Napoléon une nouvelle résidence, que l' « illustre exilé » ne trouverait qu'aux Etats-Unis un asile digne de lui. La lettre de Hyde à Bertrand demeura sans réponse. Il conclut de ce silence que Napoléon craignait d'exciter le soupçon et lorsqu'il revint à Paris, il déclara, comme auparavant, qu'il fallait « éloigner Bonaparte de l'Italie ».

A Vienne, la plupart des diplomates pensaient de même. Durant le mois de novembre, on ne parlait que de la déportation du souverain de l'île d'Elbe.

Le 7, le roi de Bavière disait que Napoléon allait être conduit à Sainte-Hélène. « Au moment où je parle, ajoutait-il, la chose doit être faite, et, pour mon compte, j'en suis charmé ; je n'étais pas tranquille tant que je savais ce diable d'homme si près du continent. »

Le 17, Vallaise, ministre des affaires étran-

gère du roi de Sardaigne, insinuait à Metternich qu'il faudrait « éloigner » Napoléon et donner Gênes au Piémont ; que Gênes, indépendante, serait toujours en correspondance avec l'île d'Elbe ; qu'une fois les Gênois devenus Sardes et Napoléon ôté de Porto-Ferrajo, la paix règnerait dans l'Italie.

Le 25, Saint-Marsan, l'ambassadeur de Sardaigne, répondait à Vallaise que le Congrès, ne voulant pas de guerre, laisserait Murat sur le trône de Naples, mais « éloignerait » Napoléon.

A la fin de novembre on disait dans les salons de Vienne que Murat faisait de dangereux préparatifs de guerre, qu'il s'entendait avec son beau-frère, qu'on ne pouvait laisser Napoléon à l'île d'Elbe, que les Anglais devraient le transporter, le transférer, *transportiren, transferiren,* dans une autre île.

Partout couraient ces bruits de déportation. Ils se débitaient à Paris.

Déjà le 26 septembre on avait répété dans Paris que Napoléon n'était plus à l'île d'Elbe et que les Anglais l'avaient interné à Malte. Du 13 au 19 novembre on assurait à la Bourse et on lisait dans la plupart des journaux de la capitale que les alliés, cédant aux vœux de la France comme aux intérêts de l'Europe, avaient résolu de confiner Napoléon dans une île de l'océan Pacifique, sans doute à Sainte-

Hélène, et que cette résolution continuerait grandement à rétablir le calme et la paix.

Mêmes rumeurs en décembre, en janvier, en février.

Le ministre d'Espagne, Pizarro, annonçait de Berlin le 10 décembre au duc de San Carlos que le Congrès déciderait bientôt d'annuler l'inconcevable convention du 11 avril et de déporter Napoléon hors d'Europe.

Trois jours plus tard, le 13 décembre, de Vienne, Gentz mandait que ce projet de déporter l'Empereur semblait tombé dans l'oubli, mais que certaines puissances ne l'avaient pas abandonné et qu'elles assigneraient prochainement à Napoléon une autre demeure.

Le 17 décembre, le marquis d'Osmond, notre ambassadeur à Turin, relatait que, selon le bruit public, Bonaparte avait été « enlevé » de l'île d'Elbe et conduit à Vienne.

Le 20 et le 22 janvier, Adye, le capitaine de la *Perdrix*, écrivait de Porto-Ferrajo qu'il attendait avec une inquiète impatience la décision du Congrès, que les Bertrand étaient plus anxieux que lui, qu'ils craignaient de quitter l'île d'Elbe pour suivre leur maître en un pays lointain où ils vivraient à jamais séparés de leurs parents et de leurs amis.

Le 27 janvier et le 6 février, Blacas, le favori de Louis XVIII, dans deux entretiens avec le baron Vincent, ambassadeur d'Autri-

che, représentait les périls qu'entraînait le séjour de Napoléon à l'île d'Elbe.

A Pétersbourg, au mois de février, Joseph de Maistre jugeait que la « transportation » de Napoléon devenait absolument nécessaire. N'était-ce pas un homme qu'il « fallait anéantir moralement » ? Pourquoi l'île d'Elbe, avait-il dit, et pourquoi pas Botany-Bay « qui est sensiblement plus grand et plus commode ? [1] »

A Vienne, pendant la durée du Congrès, Pozzo di Borgo affirmait qu'un grand malheur arriverait si Napoléon n'était au plus vite envoyé dans une contrée moins dangereuse que l'île d'Elbe, et il élevait si haut la voix que lorsque l'Empereur s'échappa, Metternich déclara que les indiscrètes paroles de Pozzo et ses violentes propositions avaient poussé Napoléon aux dernières extrémités. Pour se défendre, Pozzo dut répliquer que le mal ne pouvait s'éviter, qu'il serait advenu tôt ou tard, que mieux valait qu'il advînt maintenant parce qu'on y remédierait plus facilement.

A Londres, ne convenait-on pas que, si Napoléon regimbait, l'opération serait confiée

1. Dès la fin d'avril 1814, un royaliste de Paris, nommé Babey, avait écrit à un ami de Londres, Cornewall : « On devrait bien éloigner Bonaparte de l'île d'Elbe et l'emmener à Botany-Bay ; tant qu'on le saura près, il donnera de l'inquiétude. »

à Sidney-Smith qui se faisait fort d'enlever le personnage et de le mettre en lieu sûr ?

A Paris, après l'évasion, dans un ordre du jour à la garde nationale, le général Dessolle n'avouait-il pas que Napoléon tentait un retour désespéré parce que le Congrès voulait *éloigner davantage* le seul homme dont l'intérêt était de troubler le repos de l'Europe?

Napoléon savait que le Congrès projetait de l'envoyer soit aux Açores, soit à Saint-Lucie, soit à Sainte-Hélène, à cette Saint-Hélène qu'il avait dans sa jeunesse qualifiée de petite île, à cette Saint-Hélène que Montgaillard, en 1805, lui conseillait de prendre pour ôter aux escadres anglaises un utile refuge, à cette Sainte-Hélène où Windham voulait le déporter si Cadoudal l'avait enlevé. Il savait tout cela et par les journaux, et par la lettre d'Hyde de Neuville à Bertrand, et par deux Anglais qui vinrent exprès de Vienne à l'île d'Elbe, et par un officier étranger, attaché jadis à sa personne et qui se rendit à Porto-Ferrajo pour lui révéler ce qui se tramait contre lui, et par de discrets avis du prince Eugène. « Il avait, a écrit Davout, un correspondant qui puisait ses informations à bonne source et lui donnait connaissance des plus récentes délibérations du Congrès. »

Il éclata d'abord, et il déclara publiquement que, si les alliés voulaient lui mettre la main au collet, il ne se laisserait pas faire : « Ils veulent me déporter ! Qu'ils essaient ! Je leur ferai payer cher leur tentative. J'ai des vivres pour six mois, des canons, des braves pour me défendre. On aura le spectacle d'une longue et belle résistance à la plus odieuse des violations. Mais je ne crois pas que l'Europe ait envie de se déshonorer en s'armant contre un seul homme qui ne veut pas et qui ne peut plus lui faire de mal. On m'a garanti la souveraineté de l'île d'Elbe par un traité solennel ; je suis ici chez moi et tant que je n'irai pas chercher querelle à mes voisins, on n'a pas le droit de m'inquiéter ! »

Durant plusieurs jours, l'île parut être en état de guerre. Les ouvriers des arsenaux réparèrent les affûts et fabriquèrent des caissons. Les artilleurs firent les exercices et la manœuvre du canon. Les forts furent armés et les civils ne purent y entrer. On paya et rasa des maisons trop voisines des remparts. On acquit deux bâtiments chargés de blé qui venaient de Civita-Vecchia. Dans les premiers jours de février, le trésorier Peyrusse eut ordre de s'établir au fort de l'Etoile et secrètement, par précaution, il s'approvisionna de farine, de pommes de terre, de bœuf salé et de vin.

Mais Napoléon n'ignorait pas qu'il devrait bon gré mal gré se soumettre aux conditions du Congrès. La place de Porto-Ferrajo était-elle, comme on disait orgueilleusement, un petit Gibraltar ? Les habitants se défendraient-ils ? La garnison tiendrait-elle contre un bombardement ? Les soldats de la garde n'avouaient-ils pas qu'on n'aurait aucune peine à saisir Napoléon et à l'emmener ? « Toute résistance serait vaine, reconnaissait Napoléon dans une conversation avec Campbell, et je n'aurais qu'à chercher la mort, qu'à tomber les armes à la main. Je me résigne donc à tout ; j'irai même à Sainte-Hélène ; qu'on me frappe ; voilà ma poitrine. »

Mais depuis lors, son caractère s'altéra ; il eut souvent des accès de mauvaise humeur ; sa parole devint plus brève, plus saccadée, plus tranchante.

IV

Il craignait moins la déportation que l'assassinat.

Les Bourbons et leurs séides ne se contentaient pas de souhaiter sa mort et de dire, comme le duc de Fitz-James, qu'ils ne seraient tranquilles que lorsqu'ils verraient à Bonaparte vingt pieds de terre par-dessus la tête.

Un contemporain témoigne que les artisans de la déchéance et les brouillons avaient formé le projet d'assassiner l'Empereur, qu'ils tenaient déjà le meurtrier prêt, mais qu'ils voulaient avoir l'agrément du roi, que Blacas refusa de leur servir d'intermédiaire, qu'un d'eux réussit pourtant à faire la proposition à Louis XVIII qui la rejeta. « Je défends, dit le roi avec indignation, qu'on me parle d'un assassinat ; ce serait justifier toutes les calomnies dont nous avons été l'objet ; ne pensons qu'à négocier l'enlèvement. » Mais les meneurs persistèrent dans leur résolution. N'avaient-ils pas au mois d'avril chargé Maubreuil de les débarrasser de l'Empereur ?

Un homme, qui se proclamait solidement et extrêmement dévoué au roi, avait reçu du comte d'Artois une mission importante, la mission, comme il s'exprime, d'assurer à l'Europe la paix et aux Bourbons la tranquillité. Cet homme, c'était le colonel comte Chauvigny de Blot.

Simple lieutenant, il avait jadis à la Constituante fait appeler Charles de Lameth par un huissier pour le provoquer. « Je veux, lui avait-il dit, me battre avec un député marquant, le tuer ou qu'il me tue ; Mirabeau ne se bat pas ; c'est vous que j'ai choisi. » Les militaires de l'assemblée décidèrent que le duel aurait lieu après la session ; il eut lieu

à Londres, et Lameth reçut un coup d'épée.

Depuis, Blot avait eu des aventures. Il fut sous l'Empire proviseur de lycée et inspecteur d'académie ! En 1814, il se fit adjoindre au lieutenant général Milet-Mureau, commissaire extraordinaire du roi en Corse. Mais, rapporte Napoléon, si Milet-Mureau était un brave homme, Blot était un misérable, un chouan couvert de crimes. Au mois de juin, il demandait au comte d'Artois le gouvernement de l'île. En revanche, il s'engageait à supprimer Bonaparte : « Pour le bien du monde, disait-il, il faut que ce fléau de l'humanité, ce monstre, n'existe plus. » Il se croyait sûr de deux officiers corses qui auraient noué des intelligences avec leurs camarades restés à l'île d'Elbe et avec des gendarmes mêmes de Bonaparte. En usant de discrétion, de prudence et d'adresse, grâce à quelques sacrifices et surtout à des promesses d'avancement, il comptait venir à bout de son « grand dessein ».

Les Bourbons promurent Blot maréchal de camp et commandant militaire de l'Ecole militaire de la Flèche, mais non gouverneur de la Corse. Il ne leur parut pas sans doute, malgré ses assurances et ses avances, assez énergique et assez capable.

Le gouverneur de la Corse fut Louis Guérin, chevalier de Bruslart, maréchal de camp depuis 1801, ancien chef de chouans, compagnon

et ami de Frotté, homme brusque, rude, et toutefois intelligent et fin. On a dit qu'il avait pour instruction d'exécuter le plan ourdi par Blot et de délivrer les Bourbons de celui qu'il nommait « le voisin ». Les preuves manquent.

Si un aide de camp de Bruslart, Pivet de Boessulan, vint à Porto-Ferrajo, il y fut jeté par la tempête au retour d'un voyage à Livourne, et Lanet, autre aide de camp, affirme que Bruslart, apprenant que les Elbois lui reprochaient de vouloir assassiner ou empoisonner Napoléon, fut vivement affligé de cette accusation. Napoléon lui-même raconte que le mauvais temps avait obligé Boessulan de relâcher à l'île d'Elbe et d'y demeurer quelques jours ; que le pauvre chouan voyait chaque matin la garde défiler à la parade aux airs de *la Marseillaise* et de *Veillons au salut de l'Empire;* qu'il s'écriait avec douleur que Porto-Ferrajo était une ville terrible où tout rappelait 1793; que lorsqu'on le rembarqua, il jura de ne plus revenir.

En outre, si Bruslart fut sous le Consulat un des membres les plus actifs et les plus résolus du royalisme militant, il n'était pas de ceux qui recourent à l'emploi d'une machine infernale, il refusait d'être assassin, et, de Paris où il se cachait, il écrivit à Bonaparte, avec autant de franchise que d'impru-

dence, qu'il n'avait pris aucune part à l'attentat de Saint-Réjant, qu'il attaquerait le premier consul de vive force au milieu de son escorte durant le trajet de Paris à la Malmaison et que, s'il ne pouvait l'enlever, il le tuerait dans le combat.

Mais nous savons qu'en 1814, lorsqu'il prit congé de la famille royale, le duc de Berry lui jeta ce mot : « Ne trouverez-vous pas le moyen de *lui* faire donner le coup de pouce? »

Quoi qu'il en soit, la vie de Napoléon fut alors menacée par des royalistes.

Le ministre toscan Fossombroni l'avertit du danger. « Priez l'Empereur, disait Fossombroni à Pons, de bien se tenir sur ses gardes ; votre devoir à vous autres est de veiller sur lui, car on veut le tuer. »

Sûrement, il y eut, comme déclarent dans leur rapport d'avril 1815 les présidents du Conseil d'Etat, plusieurs assassins isolés qui tentèrent de gagner par le meurtre de Napoléon un salaire promis.

Un Corse, nommé Pompeio, fut soupçonné ; on l'arrêta et on se contenta de le renvoyer.

Un autre Corse, Thomas Ubaldi, manqua d'assassiner Napoléon, et le bruit courut qu'il était payé par Bruslart ; mais, appréhendé au corps, maltraité par la foule, délivré par la garde impériale, il fut, lui aussi, renvoyé.

Deux émissaires, dit-on, eurent ordre de

quitter Paris au mois d'août pour immoler l'Empereur. Mais le général Filangieri [1] qui se rendait alors en Italie, apprit leur prochain départ. Il passa par Coppet et alla voir Mme de Staël, Mme de Staël qui repêchait volontiers, comme on sait, ceux qu'elle avait noyés, Mme de Staël qui s'était éprise de tendresse pour Napoléon et qui, à cet instant, adorait Murat, le nommait un héros et un ami de la liberté. Elle donnait une fête lorsque survint Filangieri. Dès qu'elle sut le projet d'attentat, elle envoya l'un de ses invités, le baron de Prangins, commandant en chef des troupes helvétiques, chez Joseph Bonaparte qui demeurait au château de Prangins, non loin de là, sur les bords du lac de Genève. L'émotion de Joseph fut très vive ; il l'a depuis exprimée dans un passage du poème qu'il composa sur son frère :

Mais la haine qui veille et se traine dans l'ombre,
Médite contre lui quelque entreprise sombre ;
Mais la haine, constante en son activité,
Quand il respire encor, ne peut être assouvie ;
On trouble son repos, on menace sa vie,
On voudrait l'effacer du nombre des humains.

Talma qui déjeunait avec Joseph, voulait partir sur-le-champ pour l'île d'Elbe, et Mme de

1. Ce Filangieri que Napoléon appelait « tête de Vésuve ».

Staël, elle aussi, paraît-il, revendiquait cet honneur. Joseph aima mieux envoyer Boinod, son cher Boinod, le courageux, l'intègre, le stoïque Boinod.

C'était un ancien quartier-maître trésorier de la légion des Allobroges et commissaire des guerres en 1793 pendant le siège de Toulon. Napoléon le nommait son ami et, de Paris, en 1795, lui mandait les événements. Il emmena Boinod en Italie et en Egypte ; il le qualifiait d'administrateur consommé et probe ; il le prêta au prince Eugène qui le fit intendant général de l'armée italienne et inspecteur en chef aux revues. En 1814, après le désastre, Boinod s'était retiré à Aubonne. Il accepta la mission que Joseph lui confiait. « C'en est trop, disait-il à l'aîné des Bonaparte, il y a un Dieu vengeur ; avant un an, je vous ramènerai votre frère à Paris où nous nous reverrons. »

Il se rendit à l'île d'Elbe. Le 12 septembre, il arrivait à Porto-Longone où se trouvait l'Empereur. Un Elbois qui l'accompagnait, le devança, l'annonça : « Sire, il vient tout exprès pour vous voir et il est le plus vieux de vos amis ; il se nomme Toisot ou Poisot ou Noisot, je ne sais ; mais il est facile à reconnaître ; de ma vie je n'ai vu un homme aussi sourd. — C'est Boinod ! », s'écria Napoléon. Il retint Boinod qui devint ordonnateur en

chef des troupes impériales, puis inspecteur aux revues de la garde.

Les deux émissaires qui venaient de Paris, abordèrent-ils à l'île d'Elbe? On l'ignore. Napoléon prétendit que Bruslart voulait le faire assiéger dans sa villa de San Martino et par des hommes du bataillon corse et par d'autres Corses qui débarqueraient nuitamment sur une plage de l'île d'Elbe. Il accusa Bruslart d'avoir projeté de l'assassiner : « Nommer Bruslart gouverneur de Corse, disait-il à Campbell, c'est attenter à ma vie; cet homme n'a pas de relations avec la Corse; il fut toujours employé dans la conspiration des Bourbons et évidemment il n'a été choisi que pour me nuire; il a récemment quitté Ajaccio pour Bastia afin d'être plus près de l'île d'Elbe. » Il accablait Bruslart d'invectives, l'appelait un sicaire de Georges Cadoudal, un misérable, un assassin, un buveur de sang. « Que Bruslart prenne garde, s'écriait-il, s'il me manque, je ne le manquerai pas; je l'enverrai chercher par mes grenadiers et je le ferai fusiller pour qu'il serve d'exemple aux autres! »

Il ordonna que cinq cavaliers de service suivraient désormais sa voiture, fusils et pistolets chargés; que son premier officier d'ordonnance, Roul, muni de deux pistolets, l'accompagnerait constamment à cheval; que

Roul commanderait ses escortes et, de concert avec le commandant de gendarmerie, placerait des gendarmes sur son passage.

Les mesures de sûreté que Napoléon avait prises, furent bientôt connues. Bruslart mandait à Paris que la surveillance exercée à Porto-Ferrajo était très active, que tout annonçait l'inquiétude, qu'on faisait des rondes nuit et jour, et Bory de Saint-Vincent, dans le *Nain jaune*, écrivait à la fin de janvier, non sans exagération, que Bonaparte, à qui l'on avait inspiré quelques craintes, ne laissait débarquer aucun étranger.

CHAPITRE IV

L'Italie et Murat

I. — Napoléon et l'Italie. — Hommages et propositions des Italiens. — Idées des Anglais et des Bourbons sur le rôle que Napoléon voudrait jouer en Italie.
II. — Il préfère la France.
III. — Rapports avec Murat.

I

Tout le monde croyait alors que Napoléon passerait en Italie, s'il s'échappait de son île. Le peuple italien, disait-on, était exaspéré contre les Autrichiens et prêt à suivre le premier qui lèverait le drapeau de l'indépendance. Napoléon verrait donc les mécontents et les officiers réformés accourir en foule autour de lui. Il aurait plus de partisans que le prince Eugène qui passait pour faible, dédaigneux et avare; il rallierait même plus de

monde que Murat qui ne comptait d'adhérents que dans le royaume de Naples, et d'ailleurs Murat lui céderait volontiers le commandement suprême. N'était-il pas le héros de 1796, le vainqueur de Lodi, l'homme prédestiné qui devait délivrer les Italiens du joug étranger et faire d'eux une nation ?

Que de dévouement lui témoignaient Gênes et la Rivière de Gênes ! Tous les équipages génois s'annonçaient par des cris de joie et des vivats lorsqu'ils abordaient à l'île d'Elbe. Pas un bateau de la Rivière qui ne consentît à prendre à son bord quiconque voulait aller à l'île d'Elbe même sans papiers et sans permission des autorités locales. Pas un navire elbois à qui les habitants ne fissent fête pendant sa relâche sur un point de la Rivière.

Au mois d'août, des bandes armées parcouraient l'Italie septentrionale en prenant pour mot d'ordre *Vive Napoléon*.

Au mois de septembre, à Porto-Ferrajo, la garde disait qu'elle partirait avant l'hiver pour la Lombardie ou la Toscane et que Napoléon serait roi d'Italie.

Deux émissaires, Ettori et Louis Cevoni, arrivés de l'île d'Elbe le 13 novembre à Livourne, assuraient le lendemain soir, à souper, dans un faubourg, que Napoléon paraîtrait bientôt en Italie à la tête de ses gardes, que plus de 50.000 Italiens étaient prêts à le sui-

vre, que des milliers de militaires français se joindraient à lui.

La conspiration dont l'avocat Lattuada était l'âme et que le général Gifflenga dénonça le 6 novembre, n'avait-elle pas pour but d'offrir la couronne d'Italie soit à Murat soit plutôt à « celui qui viendrait du dehors », c'est-à-dire à Napoléon?

Un ancien lieutenant dans les troupes du vice-roi, Antonio Litta, n'affirmait-il pas le 2 décembre, dans une conversation avec l'Empereur, que Milan adorait Napoléon, que la plupart des Italiens étaient dévoués de cœur et d'âme à la cause bonapartiste?

Comme Litta, des Milanais — dont l'avocat Casatti — ne se rendaient-ils pas à l'île d'Elbe pour faire à l'Empereur des propositions au nom des patriotes italiens et lui déclarer qu'ils paieraient tous les frais de l'expédition?

Des députés de Bologne ne venaient-ils pas demander les ordres de celui qui, à leurs yeux, était encore roi d'Italie, et l'assurer que, s'ils secouaient le joug autrichien, ils n'agiraient que pour lui?

Durant tout le mois de décembre les officiers de la garde impériale disaient dans les rues de Porto-Ferrajo : « quand nous serons à Milan », et dans les premiers jours de février, l'un d'eux informait le commandant de Gaëte que l'*Inconstant* partirait pour Naples dans

quelques jours et porterait des troupes : « Je serai de cette brigade, ajoutait l'officier, et peut-être aurai-je le bonheur de revoir Gaëte et nos amis. »

Jusqu'au dernier moment, la plupart des gens de Porto-Ferrajo, Elbois et Français, crurent que la garde joindrait l'armée de Murat, et au mois de février, le trésorier de l'Empereur, voyant certains préparatifs, voyant des voiles napolitaines qui se montraient dans le canal de Piombino et des signaux qui s'échangeaient, pensait que Napoléon irait s'unir au roi Joachim.

Nombre d'officiers français et de bonapartistes rêvaient même que Murat irait restaurer Napoléon. Comme si, s'écriait moqueusement un royaliste, ces Napolitains qu'on n'avait pu décider en 1814 à passer le Pô, pourraient jamais, quel que fût leur amour du pillage, entreprendre une expédition en France!

De même les Anglais, Burghersh, sir Charles Stewart, Wellington.

Burghersh écrivait que les officiers autrichiens et les ministres du grand-duc de Toscane étaient convaincus du danger que le voisinage de Napoléon faisait courir au repos de l'Italie.

Sir Charles Stewart remarquait — le 7 avril — que l'Italie était près de l'île d'Elbe; que

l'Italie, où Bonaparte avait exercé l'influence et le pouvoir, aimerait mieux vivre unie sous la main d'un glorieux despote que dans la division et le morcellement; que Napoléon serait aidé par les amis d'Eugène et par Murat.

Wellington croyait dans les premiers jours de 1815 que Napoléon ne quitterait l'île d'Elbe, s'il la quittait, que pour régner sur la péninsule d'Italie et y régner seul sans la partager avec Murat.

De même les Français.

Dès le 7 avril, trois membres du gouvernement provisoire de France, Talleyrand, Dalberg et Jaucourt, trouvaient que « le point de l'île d'Elbe amenait des discussions » et que « la situation morale de l'Italie ne paraissait pas admettre cet établissement ».

A la fin de juillet, Beugnot exprimait l'avis que Bonaparte chercherait d'abord à nouer des intrigues en Italie pour les étendre ensuite au delà des Alpes.

Hyde de Neuville disait au mois de novembre que Napoléon débarquerait à Gênes ou dans les environs de Gênes; qu'il ne parlait que de Gênes; que son brick l'*Inconstant* allait et venait entre Gênes et Porto-Ferrajo: de Gênes, Napoléon irait s'unir à Murat et s'emparer du royaume d'Italie qui servirait aux nouvelles combinaisons de sa politique.

Blacas déclarait à la fin de décembre au commissaire autrichien, comte de Bombelles, que l'Italie ne serait jamais sujette de l'Autriche, ni Louis XVIII tranquille sur son trône tant que Murat offrirait un asile à tous les mécontents et pourrait en quarante-huit heures mettre Napoléon à leur tête.

Jules de Polignac, envoyé à Rome en mission confidentielle, notait au mois de janvier que Napoléon ne pensait pas à rentrer en France, qu'il tournait toutes ses vues vers la péninsule, qu'une révolution éclaterait au mois de mars en Italie et commencerait par l'envahissement des Etats pontificaux et l'occupation de Rome.

Dans les derniers jours de décembre et les premiers jours de janvier, Bruslart jugeait que c'était une imprudence de s'endormir, que Bonaparte avait des projets, qu'il tâchait d'augmenter le nombre de ses partisans en Italie pour y exciter quelque mouvement, qu'il y envoyait des émissaires, que, s'il s'échappait, il « débuterait par ce pays », qu'il « réunirait ses intérêts avec ceux de Murat ».

D'André qui, dans ses rapports du mois de janvier et de février à Louis XVIII, mêlait le plaisant au sérieux, ne se bornait pas à insinuer que, si Marie-Louise venait à Parme, Bonaparte pouvait nuitamment débarquer sur la côte italienne, rejoindre sa femme par des chemins écartés, et reparaître à Porto-Ferrajo

six jours après « ce rapprochement qui multiplierait les fruits d'une aussi bizarre parenté ». Il assurait au roi qu'une secrète intelligence entre Bonaparte et Murat n'était plus douteuse, que Bonaparte aborderait d'un moment à l'autre en Italie, que nulle croisière ne l'arrêterait dans l'étroit canal de Piombino et que, descendant de nuit sans être aperçu et sans courir de risque sur les côtes plates et accessibles de la Toscane, il se jetterait facilement dans les Maremmes où il n'y avait pas de troupes.

Ne savait-on pas à Paris chez les militaires de tout rang et jusque dans les casernes que Bonaparte et Murat opéraient de concert ? Ne disait-on pas à Paris, le 1er janvier, que Napoléon allait se mettre à la tête de l'armée napolitaine ; le 8 février, qu'il était sorti de l'île d'Elbe pour rejoindre Murat soit à Naples soit sous les murs de Rome ; le 3 mars, qu'il s'était éloigné dans un canot, comme s'il allait se promener, pour accoster un bâtiment napolitain qui l'attendait ?

Chateaubriand n'écrit-il pas plus tard que Bonaparte était trop près de ses conquêtes, trop près de ses belles esclaves, de Venise, de Rome et de Naples, pour résister à l'irrésistible tentation ?

II

Or, Napoléon ne pensait pas du tout à jouer un rôle en Italie.

Il n'ignorait pas l'attachement que les Piémontais, les Milanais, les Gênois lui témoignaient, et il assurait une fois que, s'il paraissait en Italie, la guerre civile ne serait pas à craindre, parce que la péninsule ne formait qu'un parti, le parti napoléonien, et « ce parti, ajoutait-il fièrement, est pour moi ».

Mais il avait nettement refusé de diriger ce parti. Il conseillait aux Bolonais de rester tranquilles et d'amasser des fusils jusqu'à ce que vînt l'occasion. Il dissuadait même les Italiens de toute entreprise : l'Autriche, selon lui, les écraserait puisqu'ils n'avaient ni armée ni armes ni places fortes ; leurs conspirations ne feraient que river leur chaîne et ruiner leur cause ; ils ne pourraient jamais rien sans l'appui de la France et ils devaient attendre que le gouvernement de la France eût changé.

Au fond, il jugeait sévèrement les Italiens, les nommait intrigants, faux, doubles, brouillons, mauvais sujets, toujours mécontents. N'en savait-il pas plus dans son petit doigt qu'ils n'en savaient dans toutes leurs têtes

réunies? Il ne croyait même pas que les Italiens fussent amis des Français, et dans une lettre de 1810 à Eugène, il écrivait que les Français passaient avant-tout, que, s'il perdait une grande bataille, deux millions d'hommes de la vieille France accourraient sous ses drapeaux, mais que l'Italie, son royaume d'Italie, lâcherait pied.

S'il regardait l'Italie comme le plus beau pays de la terre, ne disait-il pas au général Koller, dans le trajet de Fontainebleau à Fréjus, qu'elle n'avait ni argent ni soldats? Il était d'avis que, lorsqu'on a régné sur la France, on ne doit pas régner ailleurs, et il a prononcé ce mot qu'on ne connaît pas assez : « J'aime les Italiens ; mais j'aime encore plus la France, ma patrie. »

Il laisse donc l'Italie à Murat : « A vous, roi de Naples! », tel fut son adieu le soir du 5 décembre 1812 à son beau-frère lorsqu'il lui remit le commandement de l'armée. En 1815, c'est au roi de Naples à prendre en main la cause de l'Italie. Quant à lui, s'il rentre en scène, comme il s'exprime, ce sera, et ce ne sera que pour l'intérêt et avec le levier de la France. Le 5 mars 1815, à Gap, il sut que les habitants lui avaient supposé l'intention de descendre dans le Piémont par le mont Genèvre, et il s'écria : « Quelle extravagance ils me prêtaient là! »

III

Il a dit plus tard qu'il gardait un vif ressentiment de la conduite de Murat en 1814 et qu'il avait refusé toute communication avec le roi de Naples pendant son séjour à l'île d'Elbe.

Sur ce point comme sur tant d'autres points, il a déguisé la vérité. Certes, il en voulait à Murat, et le lendemain de son arrivée à l'île d'Elbe, il parlait du roi de Naples avec mépris, assurait qu'il ne pardonnerait jamais à cet homme-là. Néanmoins, un rapprochement eut lieu entre les deux souverains, et il fut ménagé sans nul doute par Pauline Borghèse, par celle que Beugnot nomme la plus souple et la plus conciliante de toutes les Bonaparte.

Dans les premiers jours de septembre, Murat écrivit à Napoléon une lettre très aimable : « Elle est fort tendre, jugea Napoléon, et il paraît que les affaires de France et d'Italie montent la tête au roi de Naples. »

Une correspondance s'engagea. Les lettres de l'île d'Elbe étaient portées par des barques particulières à Piombino et de là à Livourne chez un chaud bonapartiste, Bartolucci, [1] qui les adressait à Rome au banquier Torlonia qui les adressait à Naples.

1. Un Bartolucci, de Livourne, suit Napoléon à Paris et reçoit une gratification de 2.000 francs.

Murat fit mille protestations de dévouement. Le 26 décembre, il mandait à Pauline qu'il savait l'Empereur toujours irrité et souvent injuste, mais qu'il avait été et qu'il serait constamment l'ami et le plus reconnaissant élève de Napoléon, et le lendemain, dans une lettre personnelle à Napoléon, il l'informait de la santé de l'Impératrice et du roi de Rome, lui jurait que son attachement était invariable, que Naples respectait fort le pavillon elbois et le voyait avec plaisir.

Les deux hommes finirent par faire assaut d'amitiés et de coquetteries. A l'île d'Elbe, lorsqu'un officier se présentait pour offrir ses services, Drouot lui répondait : « Allez à Naples ; qui sert le roi de Naples, sert l'Empereur. » Les émissaires qui venaient de Porto-Ferrajo ou, ainsi qu'on disait volontiers en Italie, de *chez l'autre*, se rendaient à Naples avec un passeport qui les qualifiait de négociants, et à Naples, comme s'ils partaient de cette ville, le ministère leur donnait un nouveau passeport à leur nom. Les officiers de l'île d'Elbe recevaient de Murat l'accueil le plus flatteur. Il les questionnait sur la santé de Napoléon, sur ses occupations, sur le nombre et la qualité de ses troupes. Le lieutenant Taillade remarquait un jour que l'Empereur n'avait au plus que 1.500 hommes : « Eh bien, répliqua Murat, c'est le noyau de 500.000. »

On a même prétendu qu'un traité d'alliance offensive et défensive existait entre les deux beaux-frères : Napoléon, remonté sur son trône, aurait cédé l'île d'Elbe à Joachim, et Pons rapporte qu'il eut entre les mains une lettre où le roi de Naples exposait les clauses de cet arrangement.

Ce qu'on sait de certain, c'est que Colonna, chambellan et cavalier d'honneur de Madame Mère, fut à la fin de février envoyé à Naples [1]. Il devait dire de vive voix à Murat que Napoléon, résolu d'aller à Paris et de chasser les Bourbons, oubliait les torts de Murat et le prenait sous sa protection. Sitôt que Joachim saurait le débarquement de l'Empereur, il affirmerait à Vienne ses intentions pacifiques. Il placerait toutefois son armée sur ses frontières pour obliger l'Autriche par une diversion importante à se tourner contre les Napolitains si elle voulait envahir la France. Colonna était, en outre, autorisé à signer un traité de garantie qui tirerait Joachim d'inquiétude, et même un traité d'alliance offensive et défensive qui s'exécuterait dans le cas où les puissances étrangères refuseraient de maintenir la paix.

1. Il arriva à Naples, non pas le 1er mars, le jour même du débarquement au golfe Juan — comme a dit l'Empereur — mais le 4 mars au soir et il gagna sur le champ le palais royal où il annonça le départ de Napoléon.

Tous ces manèges n'échappaient pas aux alliés.

« Je sais, disait Metternich à la fin de novembre, que Bonaparte se remue. »

Le cardinal Pacca accusait Murat d' « emboîter le pas à l'archimandrite de l'île d'Elbe » et le comparait au louveteau que son tempérament pousse à marcher sur les traces du vieux loup.

Les journaux royalistes de Paris, comme le *Journal des débats* et la *Quotidienne*, annonçaient que la correspondance entre Naples et l'île d'Elbe était très active.

Aussi peu à peu la France et l'Angleterre s'affermissaient dans la résolution de se défaire à la fois de Napoléon et de Murat.

Louis XVIII écrivait le 10 décembre à Talleyrand que Bonaparte n'avait guère d'autre ressource qu'en Italie par le moyen de Murat et que, par suite, il fallait détruire Carthage, détruire Murat.

Blacas déclarait le 6 février, dans un entretien avec le baron de Vincent, qu'on devait en finir avec Murat, qu'autrement l'homme de l'île d'Elbe paraîtrait en Italie pour y provoquer une dangereuse explosion.

Wellington assurait que, Murat délogé, Bonaparte ne serait pas redoutable dans son île d'Elbe.

CHAPITRE V

La France

I. — Napoléon et la France.
II. — Lecture des journaux, des livres, des pamphlets.
III. — Correspondances.
IV. — Visites des Français.

I

De l'île d'Elbe, Napoléon tourne donc les yeux vers la France et non vers l'Italie.

Voilà pourquoi il avait opté pour l'île d'Elbe, et non pour la Corse.

La Corse, c'était pourtant sa patrie : il ne parlait d'elle qu'avec la plus vive émotion; il assurait que l'odeur de la terre corse, cette odeur aromatique qui s'exhale des plantes et des arbustes de la montagne, lui causait une sorte d'enivrement, qu'il n'avait nulle part

retrouvé cette odeur, qu'elle eût suffi, s'il avait fermé les yeux, pour lui faire deviner le sol du pays natal. Retiré dans l'île de Corse, comme dans une imposante forteresse, il aurait bravé toute surprise, tout enlèvement, et c'est là qu'il projetait de fuir après Waterloo; c'est là qu'il comptait trouver un asile s'il ne pouvait, en mars 1815, atteindre le rivage de Provence. Pourquoi donc avait-il à Fontainebleau dédaigné la Corse? Parce qu'aller en Corse, c'était finir où il avait commencé; c'était revenir au gîte pour y mourir; c'était se terrer et s'enterrer. En Corse, il aurait pris goût à la vie de roitelet; il eût marié Drouot à une cousine Paravicini dont il vantait la dot, 300.000 francs en oliviers! Il préféra l'île d'Elbe: de là, il épiait les Bourbons; de là, il observait cette France qu'il ne désespérait pas de reprendre et de gouverner.

Déjà, au mois d'avril, à Fontainebleau, dans un entretien avec le général comte Gérard, il lâchait ce mot: « Je reviendrai plus tôt qu'on ne pense ».

Déjà, le 24 avril, le commissaire russe Chouvalov qui l'accompagna jusqu'à Fréjus, écrivait qu'il ne renonçait pas à ses projets, qu'il pensait être au bout de quelque temps redemandé par les Français, qu'il avait des partisans qui travaillaient pour lui.

Déjà, sur le pont de l'*Indompté* qui le por-

tait à l'île d'Elbe, il disait que Bourbons et bourbonistes se livraient à la joie parce qu'ils retrouvaient leurs châteaux et leurs terres, mais que, s'ils mécontentaient le peuple, ils seraient chassés avant six mois.

Huit jours après avoir touché le sol elbois, il exprimait la même idée : « Que les alliés regagnent la frontière, et les Français ne se tiendront pas tranquilles; je ne leur donne pas six mois de patience. »

Devant Campbell et le général autrichien Koller, il tenait de semblables propos : les Bourbons ne convenaient pas au pays ; ils n'avaient pour eux que quelques perruques, quelques personnages sans influence qui leur feraient par leurs ridicules prétentions plus de mal que de bien; ils auraient dû prendre la France, telle qu'il la leur laissait, avec ses institutions et ses habitudes nationales, au lieu de l'affubler de vieux vêtements qui n'étaient plus à sa taille. « Qu'éclate une tempête révolutionnaire, s'écriait l'Empereur, Louis XVIII ira retrouver ses amis les ennemis! »

Il avait la conviction que le comte d'Artois perdrait son frère. Sans doute, remarquait-il, « le roi est éclairé et il a de l'esprit, plus d'esprit que Louis XVI; il n'a qu'à changer les draps et à se mettre dans mon lit : je le lui ai fait assez beau. Mais il aurait dû reve-

nir le premier ou, mieux encore, revenir seul. Le comte d'Artois gâtera tout. »

II

Il croit donc qu'il a des chances de ressaisir l'Empire, et il suit d'un regard attentif les événements de France.

Il lit le *Moniteur* ; il lit le *Journal des débats* ; il a des correspondants qui le tiennent au courant ; il reçoit même des bulletins politiques du pamphlétaire Lewis Goldsmith qui depuis longtemps était son agent secret et qui devait, en 1817, le renseigner sur le cabinet des Tuileries et lui dire franchement que sa carrière était finie.

Il sait tout ou à peu près tout.

Il sait le mot de Louis XVIII : « Après Dieu, c'est au prince régnant d'Angleterre que je dois ma couronne », et il dit qu' « il n'y a plus de sang français dans les Bourbons », il dit qu'une nation se déshonore lorsqu'elle obéit au prince qu'impose un ennemi victorieux ; que Charles VII, rentrant à Paris et renversant le trône éphémère de Henri V, reconnaissait tenir sa couronne de la vaillance de ses troupes et non d'un prince régent d'Angleterre: lui, Napoléon, ne veut tout devoir qu'au peuple et aux braves de l'armée.

Il sait le mot de Lamarque au duc de Berry vantant le repos dont jouissait la France: « Vous appelez repos une halte dans la boue », et il dit à ce propos: « C'est, en effet, l'histoire du règne des Bourbons », comme il dit de la décoration du Lys: « La France de la Restauration est à la France de l'Empire ce qu'est l'ordre du Lys à l'ordre de la Légion d'honneur ».

Il sait que Ney a conseillé de confier à la garde impériale la défense du roi, et, lorsqu'il reverra le maréchal, il lui dira: « Je n'ignore pas ce que vous avez dit au roi ; s'il avait suivi votre conseil, je n'aurais pas remis le pied sur le sol français. »

Il sait que le comte Molé, ce Molé dont il faisait si grand cas, a été négligé et presque repoussé par les Bourbons. « C'était pourtant, dit-il, l'homme qu'il leur fallait ; ils devaient le rechercher ; nul ne leur aurait été plus utile ; et ils le mettent à l'écart! Ils sont dans une fausse voie. »

Il sait que Masséna, né à Nice, a eu besoin de lettres de naturalisation, a dû subir l'humiliation de les recevoir contre-scellées par le chancelier Dambray, et il s'indigne: « Ces gens-là ont perdu la tête! La bataille de Zurich et la défense de Gênes n'avaient-elles pas naturalisé le prince d'Essling? » et, dans une de ses proclamations du 1er mars 1815,

il s'écrie que les Bourbons ont insulté l'enfant chéri de la Victoire.

Il sait ce qu'il nomme le *fait de Grosbois*. La terre de Grosbois avait appartenu jadis au comte de Provence, depuis Louis XVIII ; Barras l'avait achetée, puis vendue à Moreau qui, à son tour, l'avait vendue au gouvernement, et Napoléon l'avait donnée à Berthier. En 1814, les gazettes royalistes répandirent le bruit que Berthier, refusant de garder un domaine mal acquis, avait remis ses titres de propriété à Louis XVIII qui les lui avait généreusement rendus : c'était montrer que la vente des biens nationaux n'avait rien d'irrévocable. « Voilà, dit Napoléon, une prétendue présentation de titres et de papiers qui sera vivement sentie; ce fait de Grosbois alarmera beaucoup et les paysans le sauront par cœur ».

Lorsqu'il apprend que le curé de Saint-Roch, l'abbé Marduel, n'a pas voulu recevoir le corps de Mlle Raucourt et que le peuple s'est ameuté, « le coup est décisif, dit-il, on peut tout tenter désormais contre ces gens-là ». Il se souvient qu'en 1802, l'abbé Marduel avait pareillement refusé la sépulture religieuse à une danseuse de l'Opéra, Mlle Chameroy, et que le premier consul Bonaparte avait alors, dans un article de journal, accusé de déraison le curé de Saint-Roch.

Quand il lit le récit de la fête donnée au roi par la municipalité parisienne, il appelle Bertrand et lui montre la liste des dames que Louis XVIII a invitées et désignées : « Elles sont cinquante-deux, et le roi n'a nommé que quatre femmes qui soient de la Révolution. Encore, l'une est Madame Dupont, femme de son ministre de la guerre, et l'autre, Madame Berthier, femme de son capitaine des gardes[1]. Il n'y a donc que des femmes de nobles et aucune des officiers de l'armée. C'est un commencement de révolution; toutes les vanités sont blessées, et il n'y a pas une femme exclue qui ne fasse partager son mécontentement à son mari. Les Bourbons ne peuvent plus se soutenir. »

Il lit les péripéties de l'affaire Exelmans. Accusé d'avoir offert ses services à Murat, blâmé par Dupont, mis en non activité par Soult et exilé à Bar-le-Duc, le général Exelmans refuse de quitter Paris; puis, lorsque Soult veut le faire arrêter, il s'échappe, il pétitionne, il émeut l'opinion ; renvoyé par Soult devant un Conseil de guerre, il n'a garde de fuir ou de récuser un tribunal présidé par son ami Drouet d'Erlon, et il est ac-

1. Il crut alors que la maréchale Ney n'était pas invitée ; elle l'était, mais elle n'alla pas à la fête parce qu'elle se trouvait à la campagne lorsque l'invitation du roi lui parvint.

quitté. « Eh bien, s'écrie Napoléon, pareille chose ne serait pas advenue sous mon règne; quand l'autorité du maître est méconnue, tout est fini ».

Il lit le discours du comte Ferrand et le fameux mot sur les émigrés qui suivaient la ligne droite sans jamais en dévier tandis que les autres parcouraient les phases de la Révolution pour arriver au même point. « Lorsque j'ai vu, dit-il depuis, ce qu'on écrivait sur l'armée, sur les biens nationaux, sur la ligne droite et la ligne courbe, j'ai pensé: *la France est à moi* ! »

Il lit le mémoire de Davout au roi, ce mémoire où le maréchal cite les instructions de l'Empereur qui prescrivent de fortifier Hambourg et d'imposer à la ville une grosse contribution: « Mes lettres, dit Napoléon en riant, auront bien servi au prince d'Eckmühl », et il pense déjà que, s'il revient en France, Davout sera le seul des maréchaux qui puisse prendre le ministère de la guerre parce que les Bourbons l'ont frappé d'une injuste disgrâce.

Il lit les *Observations* de son ancien ministre Gaudin qui justifie dans cet écrit non seulement son administration personnelle, mais le régime impérial.

Il lit la Charte, cette Charte que Louis XVIII a datée de la dix-neuvième année de son règne et il s'écrie : « Que les Bourbons retour-

nent donc d'où ils viennent; là ils règneront s'ils le veulent, comme ils prétendent avoir régné depuis dix-neuf ans! »

Il lit le *Mémoire* adressé par Carnot au roi, et sans doute il a des mouvements d'impatience lorsque Carnot lui reproche sa tyrannie, lui reproche d'être resté sourd au langage de la vérité, et d'avoir entrepris dans les dernières années de son règne des expéditions déloyales et extravagantes. Mais Carnot écrit que les Bourbons ont profondément blessé cet amour de la gloire que Napoléon avait exalté chez les Français. Carnot écrit que Napoléon imposa par son caractère jusqu'au dernier moment, que dans sa détresse il traitait encore d'égal à égal avec les alliés et que le désespoir seul fit abandonner ses aigles. Carnot écrit que le nouveau gouvernement a produit l'inquiétude et la défiance, que lès trois quarts et demi de la nation se sont détachés de la cause du roi, qu'une poignée de transfuges ne saurait prévaloir contre une immense population imbue d'idées libérales. Et Napoléon accueille avec confiance et avec joie ces assertions de Carnot.

Il lit l'*Allemagne* de Mme de Staël, qu'il n'avait que feuilletée, et à son retour, lorsqu'il abolit la censure, il déclare que les censeurs lui ont fait prohiber un livre où pas une pensée n'était à reprendre.

Il lit tous les pamphlets en français et en italien qui paraissent contre lui; il les reçoit régulièrement par la voie de Livourne, et à dîner ou pendant la promenade il dit gaîment à Bertrand et à Drouot : « On vient de me révéler que j'ai empoisonné ou assassiné tel ou tel homme, battu ou violé telle ou telle femme. » Ces libelles, au lieu de lui nuire, ne le servent-ils pas ? Non seulement ils augmentent en France le nombre de ses partisans et accroissent leur zèle; mais ils trompent le gouvernement qui s'imagine que Napoléon est universellement exécré ; ils l'endorment dans une fausse sécurité ; ils lui font croire qu'il n'a rien à craindre de l'Empereur, qu'il n'a aucune précaution à prendre.

Quoi d'étonnant que Napoléon dise un jour à Campbell avec une franchise qui déconcerte le colonel anglais : « Louis XVIII et ses ministres ont méconnu le caractère national, les Français ressentent vivement leur humiliation présente et ils m'appellent » ?

III

Napoléon lit à l'île d'Elbe non seulement des journaux et des brochures, mais des lettres particulières, les lettres qu'il reçoit et celles que reçoivent les soldats, les officiers,

les fonctionnaires. Le chef de bataillon Malot ne recommandait-il pas à tous les grenadiers qui retournaient en France, d'envoyer des nouvelles à leurs camarades ?

La police française s'efforçait d'intercepter ces messages, et Beugnot fit parfois de beaux coups de filet. Le 13 juillet, ses agents prirent à Mme la générale Bertrand des papiers qu'elle portait à l'île d'Elbe, et peu après, lorsque la mère de Mme Bertrand, Mme Dillon, voulut envoyer à sa fille des bonnets brodés où elle cacha quelques lettres, Beugnot dit malicieusement à Mme de la Tour de Pin : « Prévenez donc Mme Dillon que Mme Bertrand n'a pas besoin de bonnets brodés. » Mais ce que Beugnot avait enlevé à la générale Bertrand était insignifiant, et ce fut cette dame qui remit à Napoléon des lettres du prince Eugène.

La correspondance de Paris avec l'île d'Elbe était organisée avec habileté. Elle passait d'abord par les mains du général Evain, chef de la 6e division ou bureau de l'artillerie au ministère de la guerre ; Evain l'adressait à sa sœur, directrice de la poste d'Angers, et Mlle Evain la transmettait simplement au directeur de la poste de Toulon qui l'envoyait à Porto-Ferrajo. Deux personnes connaissaient le secret : le colonel de Caux, collègue d'Evain, chef de la division

du génie, et Masséna. C'est pourquoi, dit-on, le maréchal fut, après les Cent jours, disgracié par les Bourbons ; ils lui reprochèrent d'avoir laissé le directeur de la poste de Toulon communiquer avec l'île d'Elbe.

Mais il existait d'autres moyens d'expédition. Tous les bateaux génois et elbois apportaient des lettres : Peyrusse assure que ses relations avec ses amis ne furent jamais interrompues, et Méneval, sous le couvert des négociants viennois, envoyait par Livourne et Florence tout ce qu'il voulait.

Quant aux lettres qui partaient de l'île d'Elbe pour la France, elles passaient par Gênes et par la Suisse. Le plus souvent, un bateau elbois les remettait à des courriers de Piombino, ou bien l'*Inconstant* les portait aux stations postales de Civita-Vecchia, de Gênes et de Naples ou bien elles étaient confiées à des voyageurs.

C'est ainsi que Napoléon correspondait avec le continent. Il a raconté qu'il reçut 5.000 lettres d'officiers et de soldats qui lui demandaient du service : 500 de France, 2.000 de Corse, 2.500 de Gênes, du Piémont et du reste de l'Italie ; tous, licenciés ou revenus de captivité, connaissaient la France et rendaient compte de l'état des esprits.

Les lettres que son entourage lui communiquait, contenaient parfois des choses intéressantes ou instructives.

Un jour, c'était une lettre qu'un grenadier de la garde avait reçue de sa mère, une Verdunoise. La brave femme écrivait qu'elle aimait son fils bien davantage, depuis qu'il était auprès de l'Empereur : « C'est comme ça que les honnêtes gens font. Je te crois bien qu'on vient des quatre coins du monde pour le voir, car ici l'on est venu des quatre coins de la ville pour lire ta lettre, et chacun disait que tu es un homme d'honneur. Les Bourbons ne sont pas au bout et nous n'aimons pas ces messieurs. Je n'ai rien à t'apprendre sinon que je prie Dieu et que je fais prier ta sœur pour l'Empereur et Roi. » Tout le monde à l'île d'Elbe lut cettre lettre, et l'Empereur dit : « Bien qu'elle ne soit pas écrite en style d'académie, elle m'en apprend plus que les journaux. » Il fit venir le grenadier et lui donna plusieurs napoléons : « Tu écriras à ta mère que je la remercie de ses bons sentiments pour moi. »

Un autre jour, c'était une lettre de Cambon à Pons. L'ancien conventionnel écrivait que les Bourbons, naguère expulsés de France, « maintenant s'expulsaient eux-mêmes du cœur des Français. Ce sont, ajoutait Cambon, des esclaves de l'Angleterre, ils n'ont de vie que par et pour l'Angleterre. Cela ne peut pas durer. » Cette lettre fit une vive impression sur l'Empereur. Il félicita Pons d'avoir un ami comme

Cambon ; il trouva que Cambon était un homme d'expérience et d'un esprit pénétrant. Les mots *Cela ne peut pas durer* lui semblaient une prophétie, et Pons comprit que Napoléon avait déjà la pensée du départ.

Un autre jour, c'étaient des lettres d'officiers de la garde. Albert, Vassilier, Fabre écrivaient à leurs camarades de l'île d'Elbe qu'ils avaient refusé, comme bien d'autres, de reprendre du service, qu'ils avaient juré de ne tirer l'épée que pour rétablir Napoléon sur le trône de France.

Chaque courier, a dit Pons, apportait des vœux pour le retour du *Père la Violette*.

IV

Aux lettres s'ajoutaient les visites des Français qui venaient présenter leur hommage à Napoléon et lui apporter des nouvelles.

Ils ne furent pas nombreux. Mais certains, Boinod, Bertrand, Galeazzini, méritent une mention [1].

Bertrand, inspecteur général des forêts, était le frère du général. Il fit deux séjours à

1. Sur Boinod, voir plus haut; sur d'autres comme Dumoulin, Fleury de Chaboulon et Charles Albert, voir le chapitre VIII ainsi que les volumes suivants.

l'île d'Elbe, une première fois en venant de France, une seconde fois, au retour de Rome, et l'Empereur, très interrogant, comme on sait, l'accabla de questions.

Jean-Baptiste Galeazzini, comme Boinod, était un ancien ami de Napoléon ; il s'établit dans l'île et il la quitta lorsque Napoléon la quitta. Il arriva le 5 décembre et il eut dans la soirée une longue conversation avec l'Empereur. C'était le Galeazzini qui avait, comme il écrit lui-même, commencé la Révolution en Corse ; il avait été maire de Bastia, commissaire du Directoire dans le département du Golo, commissaire général durant huit ans à l'île d'Elbe qui lui avait, selon le mot de Pons, beaucoup d'obligations, et, au mois d'avril 1815, Napoléon le nomma préfet de Maine-et-Loire. Fort intelligent et instruit, le plus distingué, dit encore Pons, de tous les Corses dont l'Empereur s'entourait, il renseigna, lui aussi, son souverain sur l'état des esprits en France et tous les jours il allait s'entretenir avec lui.

CHAPITRE VI

Paris

I. — Intelligences de Napoléon à Paris.
II. — Conspiration des généraux.
III. — Fouché, Le Tourneur, Pons de Verdun, Thibaudeau, Lavallette, Maret.
IV. — Eugène et le duc d'Orléans.
V. — Entrevue de Fouché et de Maret.
VI. — Les femmes : Mmes Le Tourneur, Lefebvre-Desnoëttes, Maret, de Souza, la reine Hortense, Mme Hamelin.

I

Au mois de mars 1815, Napoléon disait au comte Molé qu'il n'avait pas d'intelligences dans les endroits qu'il traversa de Cannes à Paris.

Mais il n'était pas de ces hommes qui s'aventurent sur un terrain sans l'avoir reconnu et étudié. Il devait, pour rentrer à Paris, passer par Grenoble et par Lyon, et dans ces deux villes, il avait, quoi qu'il ait prétendu, des intelligences.

Ne reçut-il pas à Porto-Ferrajo la visite d'un Grenoblois, le riche gantier Dumoulin, qui lui offrit sa fortune personnelle et l'assura du dévouement absolu des Dauphinois[1] ?

Quant à Lyon, ne comptait-il pas sur les habitants qui n'avaient jamais cessé de lui montrer leur affection et qu'il avait toujours mis, disait-il, au premier rang dans son estime? Les Lyonnais n'avaient-ils pas, lorsque le comte d'Artois visita leur ville au mois d'octobre, exprimé leur mécontentement et tenu des propos que l'entourage de Monsieur jugea fort déplacés? Bondy n'était plus préfet du Rhône. Mais il avait gardé de l'influence et promis à Napoléon l'aide la plus efficace. Il protégeait, à ce qu'on rapporte, deux comités bonapartistes, formés, l'un aux Brotteaux, et l'autre à la Croix-Rousse. Aussi fut-il nommé préfet de la Seine dès le début des Cent jours. Dans une lettre que les Bourbons interceptèrent, une intime amie lui écrit alors qu'il peut espérer de grandes récompenses pour tout ce qu'il a fait en faveur de l'Empereur.

Restait Paris. Mais là, une foule considérable s'agitait soit en secret soit publiquement pour rappeler et ramener Napoléon. Dans toutes les administrations et dans tous les ministères il avait des adhérents.

1. Voir les volumes suivants.

Le 20 mars, à la direction générale des postes, ne vit-on pas la plupart des chefs de bureau et des employés de tout grade enchantés d'apprendre l'arrivée de l'Empereur, convaincus qu'ils ne reverraient plus les Bourbons et croyant que ce règne de onze mois n'était qu'un mauvais rêve de quelques heures ?

Lorsque, de l'île d'Elbe, Pons demandait au receveur de l'administration des mines Scitivaux s'il devait verser dans la caisse de l'Empereur les fonds de la Légion d'honneur qui possédait les mines de Rio, le receveur lui répondait que la question était facile à régler puisque Napoléon, selon toute apparence, arriverait bientôt à Paris !

Un jour, dans un accès de mauvaise humeur, Pons avait écrit à l'ancien gouverneur de l'île et son ami, le général Dalesme, que le berger, c'est-à-dire Napoléon, ne ménageait pas les vieux moutons, c'est-à-dire Pons lui-même, et que les vieux moutons finiraient par quitter le troupeau. Ce ne fut pas Dalesme qui lui répondit. Ce fut un employé de la direction de la police, bon napoléoniste. Il avait lu la lettre de Pons et, charitablement, de façon très inattendue, il engageait le correspondant de Dalesme à ne plus confier ses griefs à la poste et à ne plus se plaindre du héros !

II

Napoléon savait que nombre de bonapartistes et de jacobins avaient ourdi contre les Bourbons une grande conspiration.

Un maréchal trempait dans ce complot : non pas Ney, comme certains l'ont dit ; on n'osa révéler à Ney un pareil secret et on ne lui fit que des demi-confidences ; il était trop vif, trop fougueux, et il haïssait Napoléon plus encore que les Bourbons.

Mais Davout se déclarait prêt ; Davout, le seul de tous les maréchaux que les Bourbons avaient persécuté ; Davout que le roi avait refusé de recevoir et de rappeler au service ; Davout, renvoyé de Paris et exilé dans son château de Savigny-sur-Orge ; Davout, accusé d'avoir commis à Hambourg des actes arbitraires qui jetaient de l'odieux sur le nom français ; Davout qui, lorsqu'arriva la nouvelle du débarquement, se sentait si compromis qu'il alla demander refuge à un ami dévoué, Pasquier, chirurgien en chef adjoint des Invalides.

Outre Davout, des généraux, Drouet d'Erlon, les deux Lallemand, Exelmans, Flahaut, Fressinet, Girard, Sebastiani, Savary, d'autres encore promirent leur concours.

Drouet d'Erlon commandait à Lille la 16e division militaire et, de là il pouvait aisément faire un coup de main sur Paris. C'était un fervent napoléoniste. L'Empereur l'avait loué, récompensé ; il le regardait comme un bon chef d'état-major. « Vous êtes de ceux, lui avait-il dit, qu'on n'oublie pas, et si je vous emploie malgré vos blessures, c'est que vous aurez le temps de vous reposer quand vous serez maréchal. »

Lefebvre-Desnoëttes, un des plus intrépides cavaliers de la Grande Armée, blessé d'un coup de baïonnette le 30 janvier 1814 en chargeant à Brienne, était sous la première Restauration colonel des chasseurs royaux de France qui tenaient garnison à Saumur. Mais il allait souvent à Paris, et la police bourbonniste le dénonçait comme un des généraux les plus dévoués à Napoléon, comme un de ceux qui, à Fontainebleau, se prononcèrent pour lui jusqu'au dernier moment avec le plus de fanatisme. N'était-il pas l'un des préférés de l'Empereur qui lui donna l'hôtel de la rue Chantereine lorsqu'il épousa Lavinie Rollier, fille d'une Benielli et petite-cousine de Letizia?

Les deux Lallemand, tous deux maréchaux de camp, tous deux barons de l'Empire, étaient employés, l'un, François-Antoine, à Laon où il commandait la subdivision militaire de l'Aisne, l'autre Dominique, à La Fère où il

apurait les comptes de l'artillerie de la garde. Ils voulaient rappeler l'Empereur, et Dominique disait ouvertement dans les salons de La Fère que l'armée n'attendait que l'occasion de lâcher le roi. Mais Napoléon estimait particulièrement l'aîné des Lallemand, François-Antoine, qui lui semblait un homme animé du feu sacré, capable de combinaisons, propre à conduire une entreprise hasardeuse et qui joignait l'adresse à la résolution, comme en témoignait sa négociation à Saint-Jean d'Acre avec Sidney Smith.

Exelmans, jadis aide de camp de Murat, avait mérité les éloges de l'Empereur qui lui disait : « On ne peut être plus brave que vous ». C'était, à la fin de 1814, le plus remuant des généraux. Il ne cessait pas de voir ses camarades, de leur faire visite, d'aller de l'un à l'autre, et il mettait la police de la Restauration sur les dents. Son procès le rendit plus prudent. Mais jusqu'au débarquement de Napoléon il servit la cause du bonapartisme et au mois d'avril il recommandait à d'Hastrel et à Davout pour le grade de chef d'escadron le capitaine Sencier en assurant que ce brave et bon officier avait sous le gouvernement des Bourbons donné des marques de dévouement à l'Empereur et déployé le zèle le plus actif dans plusieurs missions très scabreuses et fort dangereuses.

Flahaut avait été le favori de Napoléon qui vantait son esprit, sa bravoure, son élégance, son habitude du monde, et qui l'aurait peut-être nommé grand maréchal du palais, au lieu de Bertrand, après la mort de Duroc; mais, disait l'Empereur, « il est homme à bonnes fortunes et je redoute les intrigues de sa mère Mme de Souza ». Conseiller et ami d'Exelmans, Flahaut avait, croyait-on, soufflé ses propos, excité sa résistance, et Soult aurait pris contre le jeune et brillant général des mesures de discipline s'il n'avait craint de déplaire à Talleyrand [1]. Mais, en dépit de Soult, Flahaut eut des rapports avec Napoléon. Il informa l'exilé de Porto-Ferrajo que La Bédoyère, colonel du 7e de ligne, avait déclaré dans le salon de la reine Hortense qu'il se tournerait vers l'Empereur : c'est pourquoi, lorsqu'il eut débarqué, l'Empereur demandait partout où était le 7e de ligne.

Fressinet n'avait, écrit Beugnot, ni considération ni influence. Mais il était un des plus ardents bonapartistes : il soutenait, par exemple, que la France devait ravoir la Belgique et que ce ne seraient pas les Bourbons qui sauraient la reprendre.

Girard — le glorieux blessé de Lützen et

1. On sait que Flahaut était le fils de Talleyrand et qu'il fut le père de Morny.

qui mourut à Ligny — ne cachait pas sa colère contre l'insolence de l'émigration triomphante. Le lendemain du jour où le ministre Ferrand déclarait que les émigrés seuls avaient suivi la ligne droite, le brave général disait à l'un des questeurs de la Chambre : « Quoi! vous avez souffert qu'un méchant boîteux vînt insulter la nation et l'armée en assurant que les émigrés ont suivi la ligne droite! Ne deviez-vous pas le jeter à bas de la tribune! »

Sebastiani avait alors pour Napoléon le même attachement qu'au 18 brumaire. Aussi, les pamphlétaires royalistes disaient-ils de lui qu'il cachait sous les formes les plus agréables l'âme la plus noire du monde et qu'il n'avait que deux qualités : d'être Corse et parent de Bonaparte.

Savary n'inspirait pas confiance aux conspirateurs, et de méchants bruits couraient sur lui : on n'oubliait pas son passé ; on le voyait entretenir des relations avec la cour ; ni Maret ni Fouché ne pouvaient le souffrir. Mais l'un de ses affidés, le docteur Renoult, noua des intelligences avec l'île d'Elbe. Une lettre que Savary écrivait pendant les Cent Jours en faveur de Renoult, témoigne de cette mission. Il a prétendu que la lettre était fausse, bien qu'elle soit de son écriture, parce qu'elle ne cite pas la guerre d'Egypte comme un des ti-

tres du docteur, et il affirma que, si la pièce était de lui, il n'aurait pas omis une circonstance semblable. Or, la lettre dont nous avons l'original, mentionne la guerre d'Egypte ; l'argument de Savary est donc nul et ses relations elboises sont prouvées. « J'avais nommé, dit-il, le docteur Renoult médecin des prisons d'Etat. Il a été renvoyé, et c'est lui qui, dans l'année qui vient de s'écouler, a été le colporteur et l'entremetteur entre l'île d'Elbe et nous. Il est connu au ministère et fera bien ce que l'on demandera de lui. Il a fait la guerre d'Italie, d'Egypte et de Pologne[1] ».

III

Aux militaires se joignirent des civils, surtout des régicides. Vainement un article inséré dans la Charte sur les instances de Merlin de Douai interdisait la recherche des opinions et votes d'autrefois. Vexés, outragés, menacés, les régicides se réunirent, non seulement pour se défendre contre leur ennemi, mais pour l'attaquer et le renverser. La lutte était vive.

1. Et ce Renoult est sans doute le messager que Savary reconnaît avoir dépêché vers la fin de février à l'île d'Elbe, le messager qui devait mettre Napoléon en garde contre Fouché et qui, lorsqu'il apprit le débarquement de l'Empereur, revint aussitôt à Paris.

La faction des votants, comme on l'appelait, répondait aux journaux royalistes par des pamphlets et des lettres qui paraissaient dans les gazettes étrangères. Elle assurait que les votants seuls pouvaient conjurer la crise, et de fidèles serviteurs du roi croyaient même qu'il fallait recourir à elle pour sauver la France.

Son chef était Fouché, le plus habile des votants et le plus audacieux, Fouché, toujours remuant, turbulent, hanté par l'idée de faire parler de lui, Fouché qui désirait âprement le pouvoir et qui préparait sa rentrée dans le futur gouvernement, accueillant des gens de tous les partis, révolutionnaires, bonapartistes, royalistes, et les recevant cordialement avec un air de mystère.

Toutefois Fouché avait des vues particulières.

Il ne voulait ni des Bourbons ni de Napoléon.

Dans ses conversations intimes il qualifiait les princes d'imbéciles, de crétins, de misérables, et appelait Louis XVIII un lâche, un hypocrite dont l'âme était aussi pourrie que les jambes.

Quant à Napoléon, pour le désarmer à jamais, il lui écrivit à la fin d'avril 1814 et lui conseilla de passer l'Atlantique. L'Empereur, disait Fouché, ne cessait pas d'alarmer les esprits ; on s'imaginait que sur son rocher de l'île d'Elbe il gardait toutes ses prétentions et

que de là, comme d'un point d'appui, il cherchait encore à soulever le monde ; il devait donc aller aux Etats-Unis et recommencer sa vie au milieu d'un pays neuf qui oserait l'admirer sans le craindre ; il prouverait aux Américains que, s'il était né parmi eux, il aurait senti, pensé, voté, comme eux et préféré leurs libertés à toutes les dominations de la terre.

Mais le même jour le fourbe envoyait cette lettre au comte d'Artois : il assurait qu'il désirait rendre un dernier service à l'Empereur, à cet Empereur qui avait excité la pitié généreuse de ses vainqueurs ; qu'il désirait éloigner ce Napoléon qui, à l'île d'Elbe, était pour l'Italie, pour la France, pour l'Europe ce que le Vésuve était pour Naples.

Ainsi Fouché faisait coup double. Il persuaderait peut-être l'Empereur, et, en tout cas, il ne l'irritait pas puisqu'il vantait son génie et lui reprochait seulement d'inspirer aux gouvernements inquiétude et soupçon. En outre, il donnait aux Bourbons un excellent avis et un témoignage de son dévouement [1].

Les Bourbons n'appelèrent pas Fouché aux

1. Certains ont même cru que Fouché avait écrit cette lettre à l'instigation des Bourbons. Fouché espérait jouer un tour à Napoléon : si l'Empereur se rendait aux États-Unis, les Anglais pouvaient, durant la traversée, s'emparer de lui.

affaires. Il conspira contre eux, non pour établir la République — il était duc et souhaitait de mourir duc, — non pour restaurer Napoléon — il le redoutait et il se souvenait, sans reconnaître qu'elles étaient méritées, des cruelles disgrâces dont l'Empereur l'avait frappé —, mais pour constituer une régence dont il serait le membre principal. Il comptait sur Metternich : il lui avait écrit que le roi de Rome, se présentant à la frontière, serait porté en triomphe jusqu'aux Tuileries. Fort de l'alliance autrichienne, Fouché pensait n'avoir rien à craindre de l'Europe.

Le Tourneur, Pons de Verdun, Thibaudeau, Lavallette, Maret, tramaient avec Fouché le renversement de Louis XVIII.

Le Tourneur, l'ancien membre du Directoire, destitué en 1814 de sa place de conseiller à la Cour des comptes, maudissait les Bourbons et avait des intelligences dans l'armée.

Pons de Verdun, devenu avocat général à la cour de cassation, était de ceux qui, tout en servant Napoléon, le traitaient d'ambitieux et de despote. Mais les Bourbons le mirent à la retraite. Il se laissa sans peine enrôler par Thibaudeau. Pons de Verdun avait d'utiles relations dans la magistrature et poète aimable autant que patriote solide, il égayait

la politique, selon le mot de Thibaudeau, par des épigrammes.

Thibaudeau n'avait pas à se louer de l'Empereur. Mais il croyait fermement que la Restauration n'était qu'une contre-révolution et qu'elle n'épargnerait pas les régicides comme lui. D'autre part, il envisageait la République comme une folie. Il fut donc l'adversaire le plus ardent, le plus emporté des Bourbons : l'Empereur seul, disait-il, était capable de les remplacer, l'Empereur seul était capable de maintenir l'unité nationale.

Lavallette a déclaré par deux fois, dans une conversation particulière et dans son procès, que Napoléon n'avait reçu de lui qu'une seule lettre. Or il dit, la première fois, que cette lettre, écrite à l'occasion du nouvel an, fut expédiée à Lyon au directeur de la poste qui la fit passer par une occasion, et la seconde fois, qu'elle date de la fin de novembre et qu'un voyageur la mit à la poste dans un bureau de province. Il semble peu croyable que Lavallette, cet ami, ce confident, ce séide de Napoléon n'ait écrit qu'une lettre, et une lettre insignifiante, à l'île d'Elbe. Mais lui-même nous apprend qu'il envoya par l'entremise d'Eugène à l'île d'Elbe une somme de huit cent mille francs que l'Empereur lui avait laissée, et qu'il s'entendait avec Drouet d'Erlon, Lefebvre-Desnöettes et les Lallemand pour

restaurer Napoléon qui serait, pensait-il, un souverain sincèrement constitutionnel. Il engageait Mme de Staël qui demeurait dans sa maison, à ne pas s'éloigner et il l'assurait que, si elle se déclarait pour l'Empereur, elle obtiendrait sûrement les deux millions qu'elle réclamait depuis longtemps et que Necker avait prêtés jadis à Louis XVI. Du reste, s'il parlait peu et s'il se contentait d'écouter, Lavallette avait l'air et l'attitude d'un profond conspirateur ; il poussait de gros soupirs ; il pressait fortement les mains aux bonapartistes ; Thibaudeau affirme qu'il joua dans le complot un rôle important.

Maret, très défiant, se gardait de confier quoi que ce fût à la poste. Mais Fleury de Chaboulon vint à l'île d'Elbe, au nom de Maret, exposer l'état des choses à Napoléon, lui dire que la chance tournait, qu'il pouvait de nouveau s'offrir aux Français pour les gouverner. Et qui ne devine que Maret, l'ancien ministre des affaires étrangères, l'intime confident de Napoléon, exerçait une grande influence sur les conspirateurs ?

IV

Les adversaires de la Restauration étaient donc divisés en deux camps : les uns voulaient

Bonaparte, les autres ne le voulaient pas.

Ceux qui ne voulaient pas Bonaparte, c'étaient Fouché et, à ce que croyait Fouché, quelques généraux. Ils avaient de longue date dressé leur plan. Les troupes leur semblaient sûres; elle tenaient garnison dans les places du Nord ; entraînées par Drouet d'Erlon, elles entreraient sans obstacle à Paris et auraient facilement raison de la noblesse qui défendait le roi ; les Bourbons seraient enlevés; trois chaises de poste, prêtes à la barrière, les conduiraient à Calais et de là ils regagneraient l'Angleterre.

Le prince Eugène serait régent pour le compte du petit Napoléon. Mais Eugène n'avait pas assez de hardiesse pour risquer l'aventure et vainement — dès le mois de juillet — on lui représenta qu'il n'aurait qu'à se laisser faire, qu'à paraître au milieu des généraux dans la cour des Tuileries, et qu'à dire oui lorsqu'il serait proclamé régent : il répondit qu'il ne voulait se mêler de rien.

Alors on se tourna vers le duc d'Orléans, le futur Louis-Philippe.

S'il n'était pas populaire, du moins il inspirait au peuple et à l'armée plus de sympathie que les Bourbons.

Il s'était réconcilié sans doute avec ses cousins de la branche aînée; il avait épousé une Bourbon de Naples; il avait projeté de

servir en Espagne contre Napoléon ; il avait rejoint à Paris Louis XVIII qui lui rendit ses domaines.

Mais il était fils d'un régicide. Il avait donné dans la Révolution et combattu à Valmy, à Jemappes. Au retour des Bourbons, il revêtait l'uniforme de général de division, de même que les lieutenants de Napoléon, tandis que le comte d'Artois, comme s'il voulait montrer sa haine pour l'armée, prenait le costume de garde national, et que le duc d'Angoulême paraissait en petit habit anglais avec un chapeau à la Wellington. Dès 1796 Mallet du Pan écrivait qu'il avait des partisans, qu'il rallierait aisément les nouveaux riches et les acquéreurs des biens nationaux. En 1797 Kilmaine le croyait propre à devenir le chef de la République. En 1799 Sieyès négociait avec ses agents par l'entremise de Talleyrand pour opposer au roi des émigrés le roi des révolutionnaires. Nombre de prétendus républicains balançaient en 1800 entre lui et le duc d'Enghien. Berthier avouait en 1804 qu'il était de toute la famille le seul en état de régner. Ginguené le jugeait médiocre, mais plus digne du trône que les Bourbons. Un diplomate prussien, le comte Grote, trouvait à la fin de février 1815 qu'il était généralement estimé, que la majorité de la nation souhaitait son avènement, et qu'il accepterait la couronne

si l'on exerçait sur lui une douce violence. Fouché même, fort de la formule qu'il avait imaginée, *pour lui*, *malgré lui*, *sans lui*, pensait à se servir, le cas échéant, de Louis-Philippe d'Orléans !

Le duc écouta complaisamment les offres des conspirateurs : selon le mot de Châteaubriand, il conspirait, non de fait, mais de consentement, et, comme Eugène, il manqua d'audace. On prétend même qu'il dénonça au roi les propositions qu'il avait reçues et que le roi qui ne l'aimait pas, lui conseilla de voyager. Il se rendit en Angleterre et, lorsqu'il revint, il n'eut la confiance d'aucun parti. « C'est un homme, disait le duc de Berry, qui manque de franchise et de loyauté, qui n'a aucun genre d'élévation, qui ambitionne la liste civile, et non la couronne ».

V

Il fallait pourtant que les ennemis des Bourbons, bonapartistes ou non, agissent de concert.

Une entrevue eut lieu chez Thibaudeau, de minuit à cinq heures du matin, entre Maret et Fouché. Les deux hommes ne s'entendirent pas.

Napoléon, disait Fouché, n'était pas corrigé

de son ambition, et il ne pourrait résister aux puissances qui se ligueraient contre lui. Puisqu'il avait abdiqué la couronne à Fontainebleau, mieux valait proclamer Napoléon II. Sans nul doute Metternich favoriserait l'établissement d'une régence.

Maret répliqua que l'armée et le peuple ne connaissaient pas le roi de Rome ; que Napoléon ne consentirait jamais à l'établissement d'une régence; qu'il était seul capable de renverser Louis XVIII, de rallier la nation, d'imprimer aux étrangers le respect et la crainte.

Les deux personnages se séparèrent sans s'être accordés sur le successeur des Bourbons, et après s'être promis de les détrôner. Maret voulait les garder en otages. « Non, répondit Fouché sur un ton léger et avec un sourire, nous les expédierons dans la bagarre et l'on dira que c'est un grand malheur ; au besoin, on trouvera deux coupables qui seront guillotinés pour avoir commis l'attentat. »

Mais évidemment, Napoléon l'emportait et il fallait en revenir à lui.

« Bonaparte ou les Bourbons, telle est la seule alternative possible », écrivait Lafayette.

« Je n'aime point Napoléon, disait le général Girard, mais on ne nous laisse pas le choix : les Bourbons ne veulent plus de l'armée; et, s'ils restent, ils nous chasseront tous,

quoique, au premier instant, nous nous soyons franchement donnés à eux. »

Déjà, dans leur impatience, des partisans exaltés de Napoléon, entre autres le lieutenant général Chastel et le maréchal de camp Berton, formaient un comité qui préparait le retour de l'Empereur, et Chastel, désigné par ses camarades, allait se rendre à l'île d'Elbe pour annoncer au grand exilé que le moment de reparaître était venu. Mais le lendemain du jour où Chastel se mit en route, la France apprenait que Napoléon avait débarqué au golfe Juan.

Fouché dut s'avouer que le bonapartisme ou, comme il l'appelait, la faction de l'île d'Elbe, gagnait de plus en plus du terrain, que Napoléon était et serait l'unique point de ralliement. Il accepta l'Empereur pour le culbuter plus tard, car il le regardait comme usé et désormais incapable de tenir le premier rôle.

VI

Quelques femmes entrèrent dans la conspiration. Elles étaient franchement bonapartistes et, lorsque Napoléon revint, lorsqu'il s'entretint avec elles, il fut étonné, dit-il lui-même, et de leur intelligence et de leur chaud

dévouement pour sa cause. C'étaient, entre autres, Mme Le Tourneur, Mme Lefebvre-Desnöettes, Mme Maret, Mme de Souza, la reine Hortense, Mme Hamelin, et elles déployèrent dans cette lutte contre les Bourbons tout ce que leur sexe peut avoir de ruse et d'humeur vindicative. Elles embauchèrent des colonels et des généraux. Elles s'attendrirent sur le destin de Napoléon; elles souhaitèrent hautement son retour; elles accablèrent de leurs sarcasmes et les voltigeurs de Louis XIV et la duchesse d'Angoulême, et les vieilles douairières de la cour, leur laideur, leur air empesé, leur mine gothique.

Mme Le Tourneur, énergique et agissante, fit, comme son mari, de la propagande contre le nouveau régime.

La générale Lefebvre-Desnoëttes était plus ardente que Mme Le Tourneur, et un espion royaliste assure que le plus mauvais esprit régnait dans son salon, qu'on y parlait des Bourbons en termes injurieux, qu'on y prédisait le débarquement de Bonaparte, que la dame tenait les propos les plus libres sur la famille royale.

Mme Maret était la plus batailleuse de toutes : très belle, très ambitieuse et fière, jalouse

de toutes les supériorités, avide de toutes les distinctions, souhaitant que son mari fût prince comme Talleyrand, aimant à briller et à représenter, accueillant volontiers les étrangers, élégante, coquette, dépensant pour sa toilette plus de cinquante mille francs par an, vive d'ailleurs et passionnée. La première fois qu'elle revint des Tuileries, elle semblait enchantée de Louis XVIII et trouvait la cour du roi plus digne que celle de l'Empereur. Mais Maret ne fut pas confirmé duc, et le père de Mme Maret, M. Lejéas, quoiqu'il eût été sénateur, se vit exclu de la pairie parce que, jadis homme d'affaires d'un duc, il ne pouvait siéger avec les ducs. Elle s'irrita. Les Bourbons, comme on disait, la faisaient descendre en grade. La rage au cœur, elle sanglotait, criait : « Ah ! les infâmes ! je ne serai donc plus que comtesse ! » Aux deux bals que donna le duc de Berry pendant l'hiver, elle ne dansa pas, et malgré les soins, les avances du prince et de ses aides de camp, elle montra, rapporte une de ses contemporaines, une humeur massacrante. Elle recruta contre les Bourbons, et à certains jours de jeunes officiers venaient recevoir ses inspirations, mettre leur épée à ses pieds. Elle attirait chez elle les royalistes pour surprendre leurs secrets, et ils lui reprochèrent plus tard de les avoir séduits par ses airs doucereux, et notamment d'avoir fas-

ciné le duc de Gramont qu'elle appelait moqueusement son entonnoir et qui lui révélait les intrigues du palais. Aussi, à son retour, Napoléon remercia Mme Maret, la félicita d'avoir été « un bon chef de file. » Toutefois elle fut mécontente et elle ne cacha pas son mécontentement : son mari ne redevint pas ministre des affaires étrangères. Elle alla trouver l'Empereur et l'accusa d'ingratitude en fort bons termes, avec verve et une sorte d'éloquence. « Je ne sais, racontait-il ensuite, où elle prit tout ce qu'elle me dit. »

Mme de Souza se désolait de voir son fils Flahaut « sous la remise. » L'ambition du jeune homme était pourtant satisfaite ; il avait, depuis la fin de 1813, le grade de lieutenant général. Mais une fois par mois il allait se mettre inutilement sur le passage de Louis XVIII, tandis que sous l'*ex*, les généraux venaient chaque dimanche, après la messe « conter leurs affaires » à Napoléon. Mme de Souza s'emporta. L'entourage du roi, disait-elle, était incapable ; il tenait à l'écart les gens de mérite, ceux dont la conduite avait été noble et courageuse ; il faisait un crime à Flahaut d'avoir été aide de camp de l'Empereur, comme si cette place n'était pas le prix de la bravoure, comme si Flahaut n'avait pas rempli son devoir militaire, son devoir de

Français! Elle aussi animait donc et stimulait l'esprit bonapartiste.

La reine Hortense qui se nommait alors la duchesse de Saint-Leu, paraissait ne penser qu'à ses propres affaires. Elle plaidait contre son mari qui lui réclamait ses enfants et elle tâchait d'obtenir du tsar Alexandre une principauté pour son frère Eugène.

Il semblait même qu'elle fît quelque effort pour plaire au gouvernement de la Restauration. Elle eut avec Louis XVIII quelques entretiens et elle déclarait qu'au moins sous les Bourbons on avait la paix, qu'on était tranquille, qu'on pouvait jouir de ce qu'on avait et qu'un roi est bien à plaindre quand il doit contenter une foule de gens qui ne savent ce qu'ils veulent.

Mais elle connaissait les conspirateurs, les invitait, les écoutait de bon cœur, et ils tinrent chez elle plusieurs conciliabules. Un révolutionnaire qui s'était par deux fois hasardé dans le salon d'Hortense, y trouvait de la réserve, de la discrétion, le ton de la bonne compagnie, et y trouvait aussi un petit air factieux, comme une odeur de sédition. Hortense disait, par exemple, que l'exaltation des émigrés faisait perdre à Louis XVIII bien des serviteurs et que le nouveau régime ne voulait apprécier les hommes que par leurs

ancêtres. « Cela, ajoutait-elle, ne devait pas durer ; Napoléon reviendra sans obstacle, et les fautes des Bourbons ramèneront l'Empereur comme ses fautes ont ramené les Bourbons. »

Son ami le plus cher n'était-il pas ce beau Flahaut qui détestait hautement la royauté ?

Ne croyait-elle pas naïvement qu'elle avait quelque influence sur le tsar Alexandre et ne priait-elle pas ce souverain, au nom de certaines « personnes sages » — Caulaincourt et Fouché — d'engager Napoléon dont le retour était sûr, à se montrer moins absolu ?

N'envoyait-elle pas à Vienne, au prince Eugène, des renseignements politiques ? Au mois de février, Eugène ne recevait-il pas, adroitement encastré dans une boîte, un billet de sa sœur qui l'avertissait que les troupes étaient prêtes à se révolter ; que le parti bonapartiste, voulant tenir tête au parti d'Orléans, projetait de « donner une grande place » à Eugène ; mais que la police était prévenue et qu'un agent se rendait à Vienne pour « suivre cette intrigue » ?

Après le retour de Napoléon, n'écrivait-elle pas et à Eugène et à Marie-Louise : à Eugène qu'un enthousiasme indicible avait accueilli Napoléon et qu'elle comptait revoir bientôt

son frère ; à Marie-Louise, que l'impératrice des Français devait rejoindre l'Empereur et rentrer à Paris avec Eugène comme compagnon et comme guide ?

Mme Hamelin appelait de ses vœux le retour de Napoléon. Est-il exact qu'elle ait envoyé à Fontainebleau un courrier qui vint le 20 mars informer l'Empereur du départ de Louis XVIII et de l'abandon des Tuileries ? Mais elle disait alors que les Bourbons « caponnaient » et qu'à Paris l'attitude est tout. Napoléon, rentré à Paris, voulut la voir pour la remercier de son dévouement. Il la reçut, la pria de correspondre avec lui, et durant les Cent jours il lui donna mille francs par mois pour des notes qu'elle remettait à Lavallette et qui, sous une forme originale, renfermaient de bons conseils. C'est ainsi qu'elle proposait d'armer le peuple qui s'agitait sous les fenêtres de l'Elysée. Durant l'année 1816 elle portait en sautoir un double napoléon en or et montrait sans cesse une violette qu'elle avait cueillie à la Malmaison ainsi qu'un morceau de la cocarde que Napoléon avait au chapeau à la bataille de Waterloo.

Tel était le Paris bonapartiste des deux premiers mois de 1815. Le général Van Dedem de Gelder, regagnant la Hollande, son pays na-

tal, avait la conviction du prochain débarquement de Napoléon : « De toute évidence, disait-il le 14 février, l'Empereur est attendu. »

CHAPITRE VII

Plan et Préparatifs

I. — Le sommeil du lion. — Campbell dupé jusqu'au bout.
II. — Amusements et projets.
III. — Inertie des Bourbons.
IV. — Mesures tardives du ministère de la marine. — La *Melpomène*, la *Fleur de lys*, le *Zéphir*.
V. — Espoir de Napoléon. — Sa confiance dans sa petite armée.
VI. Rôle de Bertrand et de Drouot.
VII. — Plan de débarquement. — Ne pas descendre à Toulon; aborder au golfe Juan et marcher sur Grenoble.

I

Un Français disait au mois d'août 1814 que Napoléon avait entièrement oublié son passé politique.

Pourtant, quelques personnes croyaient qu'il n'avait pas changé de nature, que sa tranquillité était feinte, qu'il finirait par laisser tomber le masque.

La princesse Thérèse de Saxe, sœur de l'empereur François, assurait que le lion de l'île d'Elbe semblait soumis, mais qu'un beau

jour il se réveillerait pour bondir vers l'Italie.

L'Anglais Mullingen écrivait que dans le lion, tout est à craindre, même le sommeil; que le sommeil de Napoléon ne pouvait être que trompeur; qu'il fallait l'observer de très près pour lui ôter non seulement la volonté, mais la possibilité de nuire [1].

Beugnot jugeait que les Bonaparte ne pourraient jamais se vouer à une silencieuse retraite et que tout les poussait à « renouer leur épouvantable roman » ; que Napoléon était le plus fourbe des mortels ; qu'on le surveillait en vain ; qu'il avait épuisé toutes les finesses du métier et battu trop longtemps les routes de la police pour se laisser prendre.

D'André s'étonnait que l'homme le plus remuant de son siècle eût renoncé à tous les hasards de l'avenir. Selon d'André, l'exilé de l'île d'Elbe simulait l'indifférence; il avait durant quinze ans asservi l'Europe par ses ruses ; maintenant encore, il pensait sérieusement à jouer un rôle.

1. Cette comparaison du lion qui dort était alors courante. Des médailles circulaient qui représentaient un lion sommeillant avec cette légende : « Le réveil sera terrible ». En janvier 1813, Napoléon ne criait-il pas aux Anglais : « Les moments de votre joie sont passés ; nous sommes au réveil; le lion a sommeillé, et vous l'avez cru mort ! » Le 3 novembre 1794, aux Jacobins, Billaud-Varenne ne disait-il pas : « Le lion n'est pas mort quand il sommeille, et à son réveil il extermine tous ses ennemis »?

Pozzo di Borgo déclarait que Napoléon ne se résoudrait jamais à n'être rien, qu'il cherchait sûrement à maintenir ses rapports avec le continent, qu'il avait des communications ininterrompues avec Murat et tous les membres de sa famille.

Et Pozzo di Borgo, d'André, Beugnot, Mullingen, la princesse Thérèse avaient raison. Napoléon possédait cette qualité essentielle qu'il louait chez Cromwell, la dissimulation. Ne disait-il pas que Machiavel est le seul livre qu'on puisse lire avec profit, et dès le Consulat ne se piquait-il pas de coudre la peau du renard à celle du lion?

Aussi ne s'est-il alors compromis personnellement d'aucune façon, et nul de ses messages secrets n'a été intercepté, nulle de ses intimes démarches éventée. Pozzo di Borgo avouait à la fin de 1814 que Napoléon se conduisait supérieurement, qu'on n'avait pas un reproche à lui faire, qu'on tâchait vainement de le prendre en faute et de saisir sa correspondance, qu'il n'écrivait qu'à sa femme ; encore ses lettres étaient-elles insignifiantes. il mandait qu'il se portait bien ; il désirait avoir sur son fils les plus petits détails ; de politique, pas un mot.

Jusqu'au bout, il sut duper Campbell, ce Campbell que Pons nomme pourtant un maître renard. L'Anglais s'était persuadé que l'Em-

pereur ne pensait plus qu'à mener une existence paisible. Sans doute Napoléon semblait, par intervalles, ronger son frein ; il se plaignait de vivre loin du monde, loin de toute société intéressante, et il fatiguai tCampbell de ses doléances. Mais par là même il le rassurait et l'endormait. « Le grand homme, disait le colonel, est bien triste et bien ennuyeux. » Et, au fait, ajoutait Campbell, était-ce un grand homme ? N'était-ce pas simplement un homme de talent — et de talent moyen — qui avait eu beaucoup de chance ?

Napoléon déconcertait, déroutait Campbell. Ce n'était plus, aux yeux du commissaire britannique, un homme de guerre ni un homme d'Etat ; c'était tantôt un avare, tantôt un agité.

Par moments, il se prenait à économiser, à lésiner, et il réduisait les traitements, diminuait les dépenses, renvoyait les domestiques, substituait l'huile à la bougie et le vin du pays au chambertin, rognait sur le blanchissage, prescrivait pour tout ordinaire des saucisses et des lentilles. — Ce qui faisait dire qu'il n'avait plus qu'à se rendre en personne au marché avec son cuisinier et qu'il tenait de sa mère Letizia qui gardait au milieu des pompes impériales la mesquine parcimonie d'une bourgeoise d'Ajaccio.

A d'autres instants il déployait cette activité enragée que Barras marquait en 1793 au siège de Toulon chez le chef de bataillon Bonaparte. Il embellissait Porto-Ferrajo et remplaçait les escaliers par des rues carrossables; il faisait faire des routes au dehors, et les calèches s'engageaient dans les chemins où ne passaient auparavant que des ânes et des petits chevaux. Il bâtissait et meublait des palais ou plutôt des maisons de campagne, des pavillons dans les plus beaux endroits. L'île d'Elbe n'était plus du tout, comme il l'avait d'abord baptisée, l'île de repos. Lui-même semblait être le mouvement perpétuel. Comme jadis, comme naguère, son imagination enflammée forgeait projet sur projet. C'est ainsi qu'il voulait coûte que coûte assurer aux Elbois leur provision annuelle de blé, et un jour il affirmait à son chambellan Traditi qu'il ferait produire au maigre terroir de San-Martino cinq cents sacs de grains ; Traditi ne put s'empêcher de s'écrier : « Ah ! celle-là, elle est forte ! » *O questa è grossa !*

Campbell crut donc, de même que tous les Anglais qui venaient à Porto-Ferrajo, [1] que

1. Il paraît que la liste de ces visiteurs britanniques ne comprend que soixante et un noms. Un des plus curieux témoignages anglais sur Napoléon à l'ile d'Elbe est celui des officiers qui vinrent de Livourne le 19 septembre. Ils ne pouvaient croire qu'ils avaient devant eux *the great Napoleon*. Certes, il avait les yeux vifs et très

Napoléon pensait plutôt à s'installer qu'à s'en aller. Il s'arrangeait, disait-on, comme s'il comptait rester dans l'île, et toutes ses entreprises, toutes ses opérations, écrit Pons, étaient empreintes de stabilité. Lorsqu'il recevait des lettres de France qui proposaient des moyens de retour, ne répondait-il pas à haute voix que « cela n'avait pas le sens commun » ? N'assurait-il pas à ses visiteurs qu'il n'était plus de ce monde, qu'il se résignait à son sort, que le soldat de fortune revenait à son point de départ ? Sur une colonne de sa résidence de San-Martino n'avait-il pas fait peindre ces trois mots : *Ubicumque felix Napoleo*, « Napoléon partout heureux » ?

L'homme inamusable avait l'air de s'amuser et il aurait pu prononcer le mot de Talleyrand à Saint-Cloud : « L'empereur entend que l'on s'amuse. »

Il transformait en théâtre l'église de Saint-François qui servait de magasin militaire : ce théâtre, acquis par une société qui s'intitulait

expressifs; son regard et sa voix inspiraient le respect; son sourire mettait les gens à l'aise et leur donnait confiance; tout en lui indiquait un grand talent. Mais cet homme au gros ventre et aux grosses cuisses, à l'air gauche et emprunté, à la tournure disgracieuse et très peu guerrière, était-ce bien celui qui faisait trembler les empereurs et les rois? Sa personne avait-elle quelque chose d'héroïque? Qui ne l'aurait pris pour un prêtre habile et rusé? Cf. A. Chuquet, *L'année 1814*, p. 400-405.

l'Académie des fortunés, fut achevé en trois mois, et son rideau de scène montrait l'Empereur sous la figure d'Apollon banni du ciel et réfugié chez Admète dont il gardait les troupeaux et instruisait les bergers.

Il assistait souvent aux représentations et il vint à un bal masqué où Pauline, plus jolie, plus gracieuse, plus piquante que jamais, parut travestie en Napolitaine et tourna toutes les têtes.

Le mercredi des cendres, 8 février, civils et militaires enterrèrent Carnaval. La garde impériale, avec la jeunesse du pays magnifiquement costumée, fit les honneurs du convoi funèbre. Le chef de bataillon Malet menait le cortège ; monté sur le cheval blanc de l'Empereur, habillé en sultan, couvert des riches cachemires de Pauline, il marchait superbe et fier. A côté de lui, sur une haridelle, Schultz, capitaine des lanciers polonais, très maigre et haut de cinq pieds neuf pouces, figurait en don Quichotte. Qui pensait, au milieu de ces burlesques divertissements, que moins de trois semaines plus tard aurait lieu le branle-bas du départ ?

Même durant les jours où se préparait son évasion, Napoléon semblait ne s'occuper que de sa petite souveraineté. Il ordonnait le 16 février d'établir le budget de l'année nouvelle. Le 19, il ouvrait aux ponts et chaussées

un crédit de 40.000 francs pour quatre mois et il réglait sa villégiature de l'été : aller à Marciana vers la mi-juin et commencer en avril les travaux d'installation et de réparation, agrandir son cabinet de travail, mettre la cuisine dans une baraque en bois, trouver des maisons pour les domestiques, pour une garde de cinquante hommes, pour l'écurie. Le 21 il examinait en détail une maisonnette démontable qu'il projetait d'acheter. Le 22, il organisait l'exploitation directe des salines par l'Etat et prescrivait l'adjudication d'une route qui longerait la mer jusqu'à Porto-Longone. Pouvait-on croire qu'il s'en irait quatre jours après et pour ne plus revenir ?

Des gazetiers, convaincus qu'il ne pensait plus qu'à vivre dans la retraite, n'annonçaient-ils pas qu'il souhaitait d'échanger son petit Etat contre des terres en Ecosse ; [1] qu'il avait fait cette proposition au gouvernement britannique ; qu'il aimait la patrie des bardes et qu'à l'exemple d'Ossian, il chanterait son nouvel asile sur le sommet des montagnes et la tête dans les nuages ?

1. Le 18 juillet 1815, Metternich écrit que Napoléon aura sans doute pour prison le fort George, en Ecosse, dans le comté d'Inverness, et au mois d'avril 1814, lorsque l'Empereur choisissait l'île d'Elbe, Castlereagh, dit-il, lui faisait proposer l'Angleterre pour asile, et « employait son éloquence, sa subtilité pour l'y déterminer ».

III

Comme si Napoléon n'était pas encore Napoléon, l'homme qui, selon le mot du poète, s'agite impatient dans d'étroites limites ! Ce n'est pas à l'Ecosse qu'il aspire, et il ne peut rester dans cette Elba qu'il traite de bicoque. Deux ans plus tard, à Sainte-Hélène, il regrettera de n'avoir pas fait de l'île d'Elbe un nouveau Gibraltar et l'entrepôt du commerce américain dans la Méditerranée. Aujourd'hui, à l'île d'Elbe, il ne regrette que la France et ne rêve que de la France. Ni la fréquence des communications de l'île avec l'Italie, ni l'animation de Porto-Ferrajo où tant de bateaux entrent et sortent, ni les promenades, ni les excursions, les séjours à Porto-Longone, au cap Stella, à Rio, à Marciana et au plateau du Monte-Giove, ni les travaux de toute sorte qu'il entreprend, rien n'arrache Napoléon à la pensée de son Empire. Il croit entendre l'armée et la nation qui l'appellent, et dans quelques semaines, dans quelques jours, il répondra et aux Français et aux soldats : « Dans mon exil, j'ai entendu votre voix, entendu vos plaintes et vos vœux ! »

Et les Bourbons ne semblaient pas s'inquié-

ter de cet homme dont la tête n'avait jamais cessé de fermenter ! [1]

Vainement Mme de Staël disait : « Il n'y a qu'une affaire, c'est l'île d'Elbe ; tout le reste n'est que niaiserie. »

Vainement Beugnot répétait au roi que Bonaparte ne pourrait se tenir en repos et qu'il fallait par des moyens efficaces l'empêcher d'être dangereux.

Vainement Hyde de Neuville pronostiquait, lorsqu'il revint d'Italie au milieu de novembre, que l'Empereur tenterait prochainement quelque chose : pour un peu, on aurait qualifié Hyde d'aventurier.

Vainement Fouché, consulté par d'André qui succédait à Beugnot dans la direction de la police, l'exhortait à surveiller l'île d'Elbe : D'André savait-il combien de navires parcouraient nuit et jour la partie de la Méditerranée qui sépare l'île d'Elbe du continent ? D'André savait-il s'il y avait des soldats sur la côte et combien d'entre eux étaient prêts à tirer sur quiconque voudrait opérer un débarquement clandestin ? D'André savait-il si les troupes feraient feu sur le père La Violette ?

1. Le 26 décembre 1789, le commandant d'Ajaccio, La Ferandière, écrivait au ministre de la guerre que le jeune lieutenant d'artillerie Napoléon Bonaparte serait bien mieux à son corps, « car il *fermente sans cesse!* » (Cf. A. Chuquet, *La jeunesse de Napoléon*. II, p. 101.) Narbonne ne comparait-il pas la tête de l'Empereur à un volcan ?

D'André — comme Beugnot — n'avait pas les pouvoirs étendus qu'avait autrefois Fouché, et d'André — comme Beugnot — vit s'opposer à ses agents la police du comte d'Artois, la police du pavillon Marsan, faite par de vrais et purs bourbonistes, par des gens bien nés qui se piquaient de voir plus clair que la police du royaume. Ces ultras se moquaient joyeusement de ceux qui voyaient Napoléon partout et qu'ils nommaient des trembleurs.

Mais le roi et les ministres ?

Le roi restait inerte : quel roi fut jamais moins pressé que Louis XVIII, et Blacas ne l'avait-il pas persuadé que la nation l'idolâtrait ?

Quant aux ministres, ils demeuraient sourds à tous les avis. Ils répondaient que Bonaparte n'avait jamais eu ni confident ni ami et que, s'il débarquait, il n'aurait avec lui qu'un millier d'hommes dont la plupart déserteraient aussitôt. « Rien, ajoutaient-ils, n'était plus politique que la sécurité, cette *noble sécurité* que le gouvernement affichait ; c'était un grand moyen de force. Qui supposait que Bonaparte pourrait un jour rentrer en France, supposait l'impossible. Eh quoi, ce Bonaparte, il ne tombera pas des nues ! Nous serons toujours prévenus. Qu'est-ce que cet orage que vous annoncez ? Une invisible intrigue. Après tout, une échauffourée ne serait-elle pas bien-

faisante ? » Et l'un d'eux disait en se frottant les mains : « Tant mieux. On prendra Bonaparte et tout finira ! »[1]

Or, attendre et laisser venir est une facile et périlleuse maxime. En réalité, un gouvernement n'est jamais surpris. Des gens sages et perspicaces l'avertissent toujours des dangers. Mais ces dangers semblent si loin ! Ce sont de noirs nuages à l'autre bout du ciel et peut-être ne crèveront-ils pas. Ils crèvent néanmoins, ils fondent sur le malheureux qui les prévoyait, qui les voyait, et qui, paresseusement, n'a pas voulu se donner la peine de s'abriter contre eux.

IV

Pourtant le ministère de la marine s'était ému.

Il fallait recueillir des preuves de la « trahison » de Bonaparte et montrer aux puissances étrangères qu'il violait les traités, qu'il cherchait à troubler la paix de l'Europe.

On envoya donc un brick et une goélette dans les parages de l'île d'Elbe. Les deux bâ-

1. Ce fut le mot de Guillaume de Humboldt, lorsqu'il apprit l'évasion : « Le coup fait par Napoléon est un bonheur pour tout le monde, puisqu'on pourra maintenant le traiter comme il le mérite. »

timents devaient surveiller les forbans, arrêter les déserteurs et par suite, visiter les navires français, héler les vaisseaux étrangers. Mais cette croisière n'obtint aucun renseignement.

Une nouvelle croisière fut établie sur les côtes de Corse : elle comprenait une corvette, un brick, deux goélettes, deux felouques, et elle arrêta des bateaux de pêche enlevés et montés par des militaires qui se rendaient de Corse à l'île d'Elbe. Mince résultat ! Il importait moins de saisir ces fugitifs que de savoir qui provoquait leur fuite. Mais on ne découvrit rien.

Vers la fin de novembre, sur le conseil d'Hyde de Neuville, deux frégates, la *Melpomène* et la *Fleur-de-lys*, furent armées à Toulon sous le prétexte d'épier les corsaires barbaresques. En réalité, leur mission était de voir si les troupes de Napoléon n'étaient pas à bord des bateaux algériens, tunisiens ou autres, et de suivre ces bâtiments jusqu'au port ou à la côte où ils voudraient débarquer leur monde, puisque aucun motif ne justifiait une expédition elboise sur le continent. La *Melpomène* et la *Fleur-de-lys* croisèrent pour la première fois le I[er] janvier en vue de l'île d'Elbe, et Napoléon s'inquiéta vivement. Il crut sans doute qu'elles venaient l'enlever au nom du Congrès, et il dépêcha des gens qui fouillèrent avec soin le bord de la mer et ob-

servèrent de près les frégates. Il sut bientôt qu'il n'avait rien à craindre. C'était des navires de la marine royale, et, à moins qu'ils ne fussent en danger de périr corps et biens, ils ne devaient pas relâcher à l'île d'Elbe pour ne pas exposer le pavillon du roi et ses équipages au contact du pavillon de l'Empereur et de la garde impériale.

Mais la surveillance devenait plus active, et qu'aurait dit Napoléon s'il avait su que Beugnot et Jaucourt avaient mis le 10 février un brick à la disposition du consul de Livourne? Ce brick que Mariotti avait demandé depuis six mois, établirait dans les parages de Livourne une croisière d'observation selon les ordres et les indications particulières du consul. C'était le *Zéphyr*, commandé par le lieutenant de vaisseau Andrieu, et ce fut un bonheur pour Napoléon que ce *Zéphyr*, chargé de débarquer en Corse une centaine de soldats et d'y porter des fonds instamment réclamés par Bruslart, n'arriva qu'au soir du 28 février en rade de Livourne, après avoir, durant la traversée, à la hauteur de Capraja, rencontré l'*Inconstant* et l'Empereur fugitif. « Que n'est-il arrivé deux jours plus tôt à Livourne, s'écriait Mariotti, je lui aurais donné de telles instructions que l'*Inconstant* aurait été pris ou coulé bas avec sa cargaison ! »

V

Toutefois, s'il partait à la fin de février et s'il profitait de la longueur des nuits, Napoléon ne désespérait pas d'échapper à la croisière française aussi bien qu'à la corvette anglaise la *Perdrix*, et dès qu'il aurait abordé le sol français, sa marche serait aisée.

Comme en 1804, il pouvait dire : « J'ai le peuple et l'armée pour moi », le peuple qui perdait sous les Bourbons tous ses droits acquis depuis vingt-cinq ans et l'armée que ces mêmes Bourbons attaquaient dans sa gloire.

Il comptait sur les ouvriers et sur les paysans qui n'avaient sous son règne souffert que de la conscription et qui souffraient maintenant, plus que le reste du peuple, de l'arrogance de la noblesse ; ces gens de métiers, ces hommes de la campagne ne l'accueilleraient-ils pas comme un libérateur et, selon l'expression biblique, ne le porteraient-ils pas sur les mains ?

Il comptait sur cette armée qui connaissait les véritables auteurs de ses revers et gardait le sentiment de sa supériorité, sur cette armée qui n'aurait pas été vaincue sans la défection de Marmont. Est-ce qu'elle appartenait aux Bourbons, cette armée ? N'était-elle pas unie

à Napoléon par l'indestructible lien de la victoire et du malheur ? N'avait-elle pas dans l'âme, comme disait un de ses colonels, une corde qui vibrait au cri de *Vive l'Empereur* ? Avec les Bourbons, que pouvait-elle attraper, sinon des injures et des coups ?

Il comptait sur la cohorte sacrée de l'île d'Elbe. Plusieurs de ses soldats avaient regagné la France pour rentrer dans leurs vieux régiments parce qu'ils craignaient de succomber, malgré leur vingt et trente années de service, au mal du pays, à la maladie des conscrits. Mais la plupart de ces vétérans ne voulaient pas abandonner leur Empereur, et, tout en grognant tandis qu'ils cultivaient le jardin de leur caserne, tout en disant qu'ils n'étaient pas venus à l'île d'Elbe pour être pionniers, ils espéraient que leur séjour ne serait pas de trop longue durée et que l'Empereur ne mangerait pas des légumes qu'ils semaient.

Napoléon avait augmenté silencieusement cette petite troupe. Il mettait à la suite de la garde les officiers qui s'offraient à lui et lorsqu'il leur disait qu'il était pauvre, beaucoup se contentaient d'un traitement de trente francs par mois. Il envoyait en Italie et en Corse des racoleurs chargés de ramasser des hommes sains, robustes et « propres à un coup de main ». Quelques-uns des embaucheurs et des embauchés furent arrêtés et emprisonnés en

Toscano. Le recrutement sembla cesser. Il continua pourtant, et dans les mois de janvier et de février plusiers Italiens vinrent à Porto-Ferrajo pour s'enrôler. [1]

Lorsqu'il partit, Napoléon avait donc un millier d'hommes dont les deux tiers sûrs et éprouvés. Quelle bravoure, quel dévouement chez ses grenadiers! N'étaient-ils pas plus estimables que les gens qu'il avait enrichis? Combien ressemblaient au grenadier Vraincourt qui disait en regardant sa cocarde elboise que les abeilles dont elle était semée, piqueraient un jour! Avec de tels soldats ne pouvait-on pas faire le tour du monde? Ne suffirait-il pas à leurs bonnets à poils de se montrer? Ils rappelaient tant de souvenirs! Quelques semaines plus tard, lorsque Napoléon passait en revue aux Tuileries ce bataillon de l'île d'Elbe,

1. Napoléon faisait dire qu'il ne désirait prendre à son service que des Français, des Polonais et des Corses. Mais il prit surtout des Italiens. Tous les embaucheurs arrêtés sortirent de prison dans les premiers jours de 1815, à l'exception du quartier-maître Quilici et du livournais Imbrico qui ne furent relâchés qu'au mois de juin 1815. Quilici avait avait été dans sa mission accompagné par le petit-fils d'un ancien ordonnateur de la marine en Corse, Paul du Tillet qui, comme il dit, préférait à une épaulette dans les gardes du corps un mousquet de flanqueur sur les rochers de l'île d'Elbe (sous-officier au 1er régiment dans la jeune garde, nommé sous-lieutenant au sortir de Compiègne par l'Empereur, ce Paul du Tillet fut blessé à Waterloo).

« quelles bêtes, remarquait-il, que ces Bourbons qui ne voulaient pas se servir de pareilles gens ! »

Enfin, il n'était pas *senza danaro*. Il avait fait de grosses économies et vendu, par exemple, pour cent mille écus les vieux canons de fer et ustensiles qui ne servaient pas à la défense de l'Elba. Il possédait, de son aveu, quinze cent mille francs, et même davantage.

VI

Quoiqu'on ait assuré le contraire, il fut encouragé dans son dessein par ses deux compagnons intimes, par Bertrand et Drouot. Ne nous apprend-il pas qu'après plusieurs mois de séjour à l'île d'Elbe, Bertrand et Drouot voulaient « s'en aller » ? Ne nous dit-il pas que tous deux lui conseillaient de gagner à sa cause d'influents royalistes et qu'il n'écouta pas leurs avis ? S'il avait pour lui la masse populaire, pourquoi s'occuper des royalistes, et s'il l'avait contre lui, à quoi servaient, pour lutter contre l'opinion nationale, quelques hommes de plus ?

Dès le 16 juillet, dans une lettre à un ami de Bordeaux, Bertrand laissait entrevoir que Napoléon comptait revenir en France ou

du moins que son intention n'était pas de rester toujours à l'île d'Elbe. Il a raconté qu'à Porto-Ferrajo Napoléon et ses entours furent d'abord malheureux ; qu'on avait quitté le plus beau trône du monde pour tomber dans une toute petite île ; puis qu'au mois de septembre on avait reçu de bonnes nouvelles et qu'on s'était repris à espérer. Evidemment il espérait rentrer au pays. Mais de sombres jours suivirent ; Bertrand et sa femme eurent des accès de tristesse ; à certains instants, le général avouait que la situation morale ne pouvait être pire, qu'il regrettait la France comme l'enfant qui perd sa mère ou comme l'amant qui perd sa maîtresse, qu'il ne se soutenait que par l'attente des jours meilleurs. Qui ne comprend qu'il approuva les desseins de Napoléon et qu'il les secondait avec le dévouement le plus absolu ? Il était le secrétaire intime de son souverain, et c'est lui qui, dans une note de janvier — un instant soustraite et copiée par un espion — écrit qu'il faut parler à Torlonia et à Bartolucci, ramasser tout l'argent possible, envoyer un émissaire à Naples, trouver un nouveau moyen de recevoir les lettres. La guerre civile lui faisait peur ; Napoléon le rassura et, un soir, lui frappant sur l'épaule, « ne vous chagrinez pas, lui dit-il, nous irons à Paris sans tirer un coup de fusil ».

Quant à Drouot, il n'a pas détourné Napoléon de l'entreprise. Au contraire, il fut — tels sont les termes exprès de l'Empereur — un des plus chauds pour le retour en France.

A la vérité, après Waterloo et lorsqu'il comparut devant le conseil de guerre, il assura qu'il avait protesté contre le départ, qu'il avait dit à des amis — et il les nomme, le commissaire des guerres Lacour, le trésorier Peyrusse, la femme du fourrier Deschamps, et Pauline Borghèse — : « Si l'on m'en croyait, nous serions restés; je n'étais pas d'avis de cette expédition; c'est contre mon opinion que l'Empereur s'éloigne; il commet une sottise et nous regretterons l'île d'Elbe. » Napoléon, lui-même, témoigne Drouot, aurait, le 27 février, sur le pont de l'*Inconstant*, prononcé ces mots : « Si j'avais voulu croire le Sage, — et du doigt l'Empereur montrait Drouot — je ne serais pas parti [1]. »

Drouot fit sans doute quelques objections, et par suite, il put dire plus tard qu'il avait combattu le projet de départ.

Mais rappelons-nous qu'il s'était à l'île d'Elbe

1. Pareillement, Drouot dit à son procès que Napoléon ne lui révéla son dessein que sept ou huit jours avant le départ : l'Empereur dut certainement le mettre dans le secret bien plus tôt; il fallait plus de huit jours pour calculer et peser toutes les chances de l'expédition.

épris d'une demoiselle Henriette Vantini, fille d'un chambellan de l'Empereur et, selon Pons, le plus beau choix que l'on pût faire dans le pays. Il avait demandé la main de la jeune fille, et Napoléon, croyant au prochain mariage, promettait à Drouot, outre sa solde, un très beau logement au fort de l'Etoile avec 250 francs par mois pour sa maison. Or, à l'instant des accordailles, Drouot se retira parce que sa mère lui défendait d'épouser une Italienne. Après cet éclat, Drouot n'était-il pas aise de quitter l'île?

Il aida Napoléon de tout son pouvoir dans les préparatifs du départ. On ne peut croire qu'il ait rédigé, comme Napoléon l'affirme, la proclamation de la garde impériale aux généraux, officiers et soldats de l'armée. Mais, en sa qualité d'aide-major général, il a signé la pièce, et il l'a sûrement approuvée d'un bout à l'autre, excepté sur un point : il pria Napoléon — qui s'y refusa — de ne pas citer dans la proclamation le nom de l'émigré Vioménil, parce que Vioménil, comme lui, était Lorrain.

Au reste, c'est grâce à Drouot que la correspondance de Paris avec l'île d'Elbe passait par les mains d'Evain et de sa sœur. Drouot connaissait intimement la famille Evain et il se rappelait avec émotion les heures qu'il passait à Paris dans cet aimable cercle ; il était, comme il disait, le véritable et meilleur

ami d'Evain ; durant les dernières campagnes de l'Empire, notamment en 1813, il ne cessa pas de donner aux Evain des nouvelles de la guerre, et c'étaient les Evain qui lui envoyaient en Allemagne les menues choses dont il avait besoin.

VII

Bertrand et Drouot n'ont donc pas dissuadé Napoléon, et ils fixèrent avec lui l'endroit où il fallait débarquer.

Ils n'étaient pas d'abord du même avis que l'Empereur qui voulait atterrir à Fréjus ou au golfe Juan. Tous deux conseillaient à Napoléon de descendre à Toulon où l'esprit semblait bon et de gagner Marseille où Masséna commandait la 7e division militaire.

Napoléon ne les écouta pas. A Toulon, il n'eût imposé ni respect ni crainte. On aurait remarqué qu'il n'avait qu'un brick et qu'une poignée d'hommes. Et pouvait-il compter sur Masséna ? Il lisait récemment une lettre du maréchal. « Vous êtes heureux, écrivait Masséna à Pons, de pouvoir vivre tranquille ! » Et de cette phrase, Napoléon concluait que Masséna avait des sujets de mécontentement. Mais, si le prince d'Essling aimait toujours le drapeau tricolore sous lequel il avait com-

battu durant plus de vingt années, c'était un personnage prudent et avisé qui ne faisait rien à la légère ; il ne se prononcerait donc pas sur-le-champ et plus tard, en effet, il avouait qu'il ne savait pas ce qui serait arrivé si Napoléon avait débarqué à Toulon : « il a manœuvré, disait l'Empereur, pour se mettre bien avec le vainqueur, quel que fût ce vainqueur. »

Telles furent les objections de l'Empereur à Bertrand et à Drouot. Une autre plus puissante, c'est qu'il ne pouvait sans danger traverser la Provence. Cette contrée était antibonapartiste. Naguère, lorsqu'il prenait le chemin de l'île d'Elbe, n'avait-il pas dû tourner Avignon par les remparts et changer de chevaux hors de la ville? Les gens d'Orgon ne l'avaient-ils pas supplicié en effigie? N'avait-il pas vu le 25 avril 1814, à l'entrée de ce village, un mannequin tout ensanglanté et qui le représentait pendu à la potence? Lorsqu'il relaya, la foule n'avait-elle pas menacé de le décapiter et de le mettre en pièces? Si les portières de la voiture n'avaient pas été fermées à clef, aurait-il pu échapper à cette populace furieuse? Au sortir d'Orgon, ne s'était-il pas déguisé en courrier? Avant d'entrer à Aix, n'avait-il pas revêtu l'uniforme de général autrichien? Dans une auberge à une lieue d'Aix, à la Calade, l'hô-

telière, une jeune et jolie femme qui ne le reconnut pas, n'avait-elle pas montré le plus grand acharnement contre lui ? « Elle aurait, assurait-il, bu mon sang », et elle disait hautement qu'il fallait, pour que Napoléon ne revînt pas, soit le tuer sur-le-champ soit le noyer lorsqu'il serait sur mer. Les gens qui venaient de France à l'île d'Elbe, n'affirmaient-ils pas que toutes les villes où se jetterait l'Empereur se lèveraient pour lui, mais qu'une seule, Marseille, ferait exception ; que Marseille, toujours passionnée et toujours excessive, croyait obtenir après le renversement de l'Empire la franchise de son port ; que le plus mauvais esprit y régnait ; que c'étaient toujours ces Marseillais qui, au mois d'avril 1814, foulaient aux pieds le drapeau tricolore et brisaient la statue de Napoléon ? Un bonapartiste n'affirmait-il pas qu'il lui semblait qu'à Marseille un lys surgissait de chaque pavé ?

De là, chez l'Empereur, alors et plus tard encore, des éclats de colère contre la Provence. « Quels affreux excès, s'écriait-il, la Provence a commis ! Elle s'est déshonorée, et cela ne m'étonne pas ; elle ne m'a jamais fourni de bataillon qui fût brave. Les Provençaux ne sont bons qu'à faire du tapage ; le Gascon est bavard et courageux, le Provençal est bavard et lâche ! »

Napoléon ne voulait donc pas traverser la Provence : « Dans notre marche, disait-il, il n'y a qu'elle à craindre. »[1]

Non : il descendrait soit au golfe Juan soit à Fréjus. Avant de partir pour l'île d'Elbe, il confiait à Pauline que, s'il revenait, il tenterait encore la fortune à Fréjus, que cet endroit lui avait déjà été favorable.

Mais, réflexion faite, il préférait le golfe Juan qu'il regardait comme la meilleure rade des côtes de Provence. Il aborderait sans obstacle à une plage déserte, située à l'extrémité de la 7e division militaire et à cinquante et une lieues de ce Marseille où résidait le douteux Masséna. Il débarquerait sans brûler une amorce, et par Grasse, Digne et Gap, marcherait sur Grenoble. N'avait-il pas à Grenoble de chauds adhérents ? N'était-ce pas la forteresse la plus voisine, un ferme et solide point d'appui ? Ne fallait-il pas, avant de rien faire, gagner un grand chef-lieu ? Bertrand et Drouot se rendirent à cet avis. Ils crurent même, avec Napoléon, qu'on pourrait, dès le premier pas, tout près du golfe Juan, emporter Antibes par un coup de main.

1. Le colonel Pion, alors à La Fère, disait au mois de mars 1815, à la nouvelle du débarquement, que Napoléon serait sûrement arrêté, qu'il ne trouverait pas de partisans en Provence, qu'il avait failli l'année d'avant être assassiné dans le Midi.

Au reste, à la veille de son départ, Napoléon sait quels sont ses partisans dans les départements où il doit passer. A Grenoble, on verra, sur la cheminée de sa chambre d'auberge, un exemplaire de l'*Almanach du commerce*, doré sur tranche. La couverture du volume a été arrachée pour qu'il soit plus maniable. Tous les fonctionnaires y figurent, et des piqûres d'épingle, faites à côté de leurs noms, indiquent leur opinion ; selon le nombre des trous, ils sont ou dévoués ou hostiles.

CHAPITRE VIII

La Décision

I

Napoléon a dit plus tard que vingt-quatre heures avant le départ de sa flottille, Bertrand et Drouot étaient seuls à savoir son secret. Pourtant, dès la fin de 1814, dans Porto-Ferrajo, d'autres devinaient qu'il irait bientôt renverser Louis XVIII.

Le 1er novembre, une jeune dame intrigante, Mme de Berluc, maîtresse du capitaine Mompez, quittait l'île d'Elbe et, le mois suivant, elle rapportait dans Paris que Napoléon avait le dessein de reparaître sur le

continent. « Tous ses officiers, assurait-elle, espèrent revenir prochainement en France, et ils m'ont dit : vous nous y devancez de quelques jours seulement. »

Le 30 novembre, l'espion de Mariotti — cet habile et incomparable espion qui se donnait à Porto-Ferrajo comme marchand d'huiles — boit avec deux soldats, et ces soldats se vantent de replacer l'Empereur sur le trône dès que leurs amis de France seront prêts.

Le 8 décembre, le commissaire des guerres Vauthier confie au marchand d'huiles que Napoléon ne restera plus longtemps à l'île d'Elbe, qu'il fera la révolution en France où son parti est très nombreux, qu'il verra s'unir aux bonapartistes les républicains qui ne peuvent souffrir sur le trône ces Bourbons qu'ils ont condamnés.

Le 27 décembre, un avocat français établi récemment à Porto-Ferrajo déclare au marchand d'huiles que les Bourbons ne peuvent plus régner, qu'ils ont fait perdre à la France les deux tiers de son éclat, que Napoléon est seul capable de la gouverner.

Au mois de janvier — écrit encore le marchand d'huiles — les principaux personnages de l'île disent que sous peu il y aura du nouveau, et ils se parlent à demi voix, se montrent bien plus discrets que de coutume : « Il faut qu'il se trame quelque chose. »

Il arrive même que Napoléon se décèle et se trahit parfois. Son secret lui échappe en certaines circonstances.

Une fois, à la fin de novembre, au cercle, il dit à Drouot : « Eh bien, général, si l'on quittait l'île pendant le carnaval ? Qu'en pensez-vous ? Serait-ce trop tôt ? — Votre Majesté, répliqua Drouot, sait cela mieux que moi. »

Une autre fois, il entend un grenadier qui s'écrie : « On ne s'amuse pas ici. — Tu as tort, remarque Napoléon, il faut prendre le temps comme il vient. » Et, après lui avoir mis trois pièces d'or dans la main, il s'éloigne en chantonnant : *Ça ne durera pas toujours* [1].

Des soldats lui demandent un congé. « Mes amis, répond-il, un peu de patience, nous nous en irons ensemble. »

Un jour — quel dommage que Pons n'ait pas indiqué la date exacte ! — il pria l'administrateur des mines de lui faire un rapport sur les moyens d'organiser une flottille expéditionnaire. N'était-ce pas dire qu'il voulait partir ? Aussi, non sans hardiesse, le bonhomme Pons inséra ces mots dans son tra-

1. Se souvenait-il qu'en 1801 — le 22 mai — lorsqu'il montait en voiture pour aller au spectacle, un particulier à qui la police donna vainement la chasse, avait, tout près de lui et tout haut, pour le narguer, chanté *Ça ne durera pas toujours* ?

vail : « Si le ciel conduisait Votre Majesté à de nouvelles destinées, nous débarquerions sans doute sur un rivage ami. » L'Empereur laissa passer la phrase, mais Pons eut ordre de garder un silence absolu sur le mémoire qu'il avait rédigé.

L'arrivée de Fleury de Chaboulon ne hâta pas, comme on l'a souvent prétendu, le départ de l'Empereur.

Riche et jeune encore — il avait alors trente six ans — intelligent, souple, un peu léger, très orgueilleux, Fleury de Chaboulon désirait parvenir le plus tôt possible aux plus hauts emplois. Sous-chef à la liquidation de la dette publique, auditeur près le Conseil d'état et l'administration des domaines, il fut nommé sous-préfet à Château-Salins, dans le département de la Meurthe dont Riouffe était préfet, au mois de janvier 1811. Dès l'année 1812, il sollicitait une préfecture ! En 1813, il fit par quatre fois la même demande et, lorsqu'il brigua la succession de Riouffe, mort du typhus à la fin de novembre, il s'engagea, s'il était promu, à payer une pension de six mille francs à la veuve de son préfet !

Chassé de Château-Salins en 1814 par l'invasion et voulant à tout prix se signaler, il court au quartier général de l'Empereur ; il obtient des missions particulières ; on l'ap-

pelle le sous-préfet ambulant et il assure que Ney le qualifiait « l'intrépide sous-préfet ». Le 5 mars, par un décret daté de Fismes, il est sous-préfet provisoire à Reims. Il exhorte aussitôt les Rémois à se lever en masse et le surlendemain il les félicite publiquement de leur énergie ; il fait empoigner le traître Rougeville qui, le soir même, est fusillé ; quand les Russes s'emparent de la ville, il se cache comme Corbineau, et, comme Corbineau il, reparaît lorsque Napoléon rentre dans Reims. Il avait déjà l'ordre de la Réunion ; l'Empereur lui donne la croix de la Légion d'honneur.

L'abdication de Napoléon ne trouble pas, ne déconcerte pas notre Fleury qui revient tranquillement reprendre possession de l'arrondissement de Château-Salins. Mais dès la première semaine d'avril il redemande une préfecture. Il flatte les Bourbons. Le défenseur de Reims déclare qu'à Château-Salins il s'est gardé de faire une résistance opiniâtre, aussi fatale qu'inutile, et qu'il a même, de son chef. renvoyé un corps de cavalerie française. Il signe « le chevalier de Fleury » — il veut dire par là qu'il est chevalier de l'ordre de la Réunion et il ne parle pas de la Légion d'honneur. — Il jure qu'il a, avec empressement, avec enthousiasme, embrassé la cause de Louis XVIII ; il invoque les liens de famille et d'amitié qui l'unissent au marquis d'Ara-

gon; il sait, écrit-il, que le comte d'Artois et son auguste frère n'ont que des sentiments généreux, qu'ils ne laisseront pas sans récompense les services rendus à l'Etat à quelque époque que ce puisse être. Est-ce que son âge, sa fortune et son dévouement ne lui vaudront pas une place de maître des requêtes ou de préfet?

C'est du mois d'octobre 1814 que date sa dernière supplique. Il n'eut rien; il dut quitter la sous-préfecture de Château-Salins, et il ne fut nommé ni maître des requêtes ni préfet. Pensait-il que les Bourbons ignoraient les proclamations où il sommait les Rémois de s'armer au son du tocsin pour sauver l'Empire et punir les « cruautés inouïes » des alliés?

Fleury n'était donc pas, comme a dit Napoléon, froissé dans son opinion et ses sentiments par les évènements de France lorsqu'il se rendit à l'île d'Elbe. Il souhaitait de se venger des Bourbons parce qu'ils l'avaient repoussé, parce qu'ils s'étaient joués de lui — ce sont ses propres expressions — il espérait que Napoléon restauré le comblerait de faveurs, et peut-être, ainsi que Las Cases plus tard, croyait-il immortaliser son nom en l'associant par ce voyage aux destins du grand homme.[1]

1. On sait comment il abandonna Napoléon après Waterloo. Il rapporte dans ses *Mémoires* qu'il partit pour

Avant de quitter Paris, il alla voir Davout et Maret. Le maréchal le reçut froidement et comme s'il craignait de se compromettre ; mais il remarqua que le moment était venu de penser au retour. Maret lui fit bon accueil. Fleury demandait s'il devait engager l'Empereur à rentrer en France. « Vous direz à l'Empereur, repondit Maret, que je n'ose prendre sur moi de juger s'il doit rentrer. La question est si importante ! Mais il y a un fait incontestable : le gouvernement actuel se perd dans l'esprit du peuple et des troupes : il ne pourra lutter longtemps contre l'animadversion générale; le mécontentement est au comble. Vous ajouterez que l'Empereur est l'objet des regrets et des vœux de l'armée et de la nation. A lui de décider dans sa sagesse ce qu'il doit entreprendre ».

Le voyage de Fleury fut long, pénible. Il ne savait pas l'italien et lorsqu'on lui criait *ferma, ferma!* « arrête », il s'imaginait qu'on lui disait « ferme » et il courait plus fort. Il

l'île d'Elbe avec le désir passionné de revoir Napoléon : « Si j'avais pu lui parler et mourir à ses pieds, je ne regretterais point la vie ! ». A la fin du mois de juin 1815 il dit à l'Empereur qu'il ne pouvait délaisser sa vieille mère aveugle et que ses frères avaient été tués au champ d'honneur. Remarquons en passant et pour faire juger à quel point il est véridique, qu'il n'avait eu qu'un frère : dans une lettre que nous possédons, il écrit : « mon frère unique a été tué à l'armée ».

tomba malade. Enfin, par Milan et par Pontremoli, par des chemins de traverse couverts de neige il atteignit le petit port de Lerici près de la Spezia. Ce fut là qu'il s'embarqua sur un bateau de contrebandiers. Mais, non sans périls et sans transes, il dut passer par Livourne. Le 12 février, sous un habit de matelot, il abordait à Porto-Ferrajo[1].

Arrêté sur le champ par ordre de Cambronne, mené à Bertrand, introduit chez l'Empereur, il répéta les paroles de Maret qu'il avait apprises par cœur, et dans deux audiences, il exposa l'état des choses. Auparavant, pour prouver qu'il méritait toute confiance, il avait cité plusieurs circonstances qui n'étaient connues que de l'Empereur et de Maret.

Mais, à l'entendre, Fleury aurait révélé à Napoléon ce qui se passait en France, et, par un vif et touchant tableau des affaires, changé

1. Fleury arrive en février, mais il n'indique pas le jour. Napoléon dit « au commencement de février » et Pons, « vers la fin ». La date du 22 février, donnée par Vaulabelle, par Maillefer, par Pellet (peut-être parce que Fleury serait entré le 22 mars au cabinet de l'Empereur) est inadmissible. L'espion de Mariotti, le marchand d'huiles, rapporte le 18 février qu'un personnage distingué, en habit de marin, est arrivé sur une felouque de Lerici « quelques jours » auparavant. D'autre part, Labadie écrit qu'un matelot, « grand personnage déguisé », est arrivé un dimanche de février; or, le 12 était un dimanche. Enfin, lorsque Fleury débarqua, la corvette anglaise se trouvait dans le port, et du 16 au 24 février, elle n'y était pas.

les résolutions de l'Empereur qui se serait écrié : « Brave jeune homme, vous avez l'âme française ; vous êtes le premier qui m'avez fait connaître la situation, et sans vous j'aurais ignoré que l'heure de mon retour avait sonné ; sans vous, on m'aurait laissé ici à remuer la terre de mon jardin. Eh bien, je partirai ! » Fleury conclut donc que la révolution du 20 mars 1815 fut, non pas l'effet d'une conspiration, mais l'ouvrage inouï de deux hommes, Maret et lui. Il se félicite du personnage extraordinaire qu'il a joué, de l'attitude qu'il eut alors et qui fut la plus imposante du monde ; il se regarde comme l'instrument des décrets du destin, comme l'arbitre du sort des nations.

Qui ne sent que Fleury a singulièrement enflé son petit rôle, et Napoléon eut-il tort, lorsqu'il lut le récit de notre sous-préfet, d'y trouver beaucoup de verbiage, de lieux communs, de hors-d'œuvre, et aussi beaucoup de présomption ?

Mais le récit de Fleury ne devait paraître qu'en 1819. A l'île d'Elbe, au mois de février 1815, l'émissaire de Maret semblait plein de sens et plein de zèle. Il entrait dans les plus grands détails ; il n'était étranger à aucune question ; il n'ignorait l'opinion d'aucun des personnages les plus notables ; il avait tout vu ; il apportait non seulement son

propre témoignage, non seulement le témoignage de Maret et de Davout, mais le témoignage d'une foule d'autres. Après avoir entendu Fleury, Napoléon ne doutait plus du sentiment des Français et — ce point n'est pas du tout à négliger — il fut renseigné sur la conspiration qui se proposait pour but l'avènement du duc d'Orléans.

Toutefois l'Empereur se hâta de renvoyer Fleury. Il lui avait confié qu'il partirait bientôt et il craignait l'indiscrétion du jeune homme : il lui promit donc de l'attacher à sa personne et lui ordonna de se rendre en France par Naples et Rome. Une fois à Paris, Fleury attendrait le moment du débarquement de l'Empereur : sitôt qu'il le connaîtrait, il se mettrait en campagne pour avertir les bonapartistes les plus marquants de se cacher et de ne pas se laisser arrêter par les Bourbons [1].

Quelques jours après le départ de Fleury, le 19 février, arrivait à Porto-Ferrajo un étrange personnage qui se nommait Charles Albert et qui se disait négociant de Marseille. Il fut présenté au grand maréchal ainsi qu'à l'Empereur, et il passa son temps au café du *Bon Goût* en compagnie des officiers et du marchand d'huiles. « Louis XVIII, disait-il, est

1. Le 10 mars, Fleury retrouvait Napoléon à Lyon.

devenu odieux ; au lieu de faire des cérémonies funèbres [1] et d'augmenter le mécontentement qui règne dans Paris, le roi devrait soulager l'indigence, car le pays souffre d'une extrême misère. Aussi tous les Français, excepté les riches et les émigrés, sont pour Napoléon ; ils ne désirent plus que l'Empereur, et son chapeau seul, planté sur la côte de Provence, suffirait pour les attirer à lui ». Mais, venant de Marseille, ce négociant verbeux inspira de la méfiance.

II

Ni Charles Albert ni Fleury n'ont déterminé Napoléon. Son parti est pris. Il veut, comme le Mithridate de Racine, faire encore de grandes choses, accomplir « un dessein digne de son courage ».

L'Empereur lisait, citait souvent nos classiques, et il prétend à tort qu'il ne se souvenait que de ses états de situation, qu'il n'avait pas de mémoire pour retenir des vers, alexandrins ou autres.

Une de ses devises était :

Le pire des Etats, c'est l'Etat populaire.

1. Ce Charles Albert faisait allusion à la cérémonie du 21 janvier 1815 qui dura dix heures.

A la veille de l'exécution du duc d'Enghien, il prononce à demi voix les mots d'Alzire sur le Dieu des chétiens qui commande, non le meurtre et la vengeance, mais le pardon.

La veille de la Moskova, il dit de Marmont à qui la jalousie fait perdre la bataille des Arapyles, ces vers de Jean-Baptiste Rousseau :

> Que l'impatience indocile
> Du compagnon de Paul-Émile
> Fit tout le succès d'Annibal.

A Varsovie, au retour de l'expédition de Russie, il rappelle le vers de La Fontaine :

> Que la fortune vend ce qu'on croit qu'elle donne.

Après Kulm, on l'entendit répéter :

> Du triomphe à la chute il n'est souvent qu'un pas

et

> J'ai servi, commandé, vaincu quarante années ;
> Du monde entre mes mains j'ai vu les destinées,
> Et j'ai toujours connu qu'en chaque événement,
> Le destin des États dépendait d'un moment.

Au mois de février 1814, il s'écriait avec Montesquieu qu'il vaut mieux s'ensevelir sous les débris du trône, à la Louis XIV, que d'accepter des propositions qu'un souverain ne doit pas entendre.

A Fontainebleau, après l'abdication, il disait avec un sourire amer :

> Mieux vaut goujat debout qu'Empereur enterré.

A l'île d'Elbe, il cite, en le modifiant, un vers que Voltaire a mis dans la bouche de Lusignan :

> Mais à revoir Paris je dois encore prétendre.

et en son exemplaire de *Mithridate*, il marque d'un coup d'ongle le passage superbe où le roi de Pont révèle des projets qui « pour être approuvés, veulent être achevés » :

> C'est à Rome, mes fils, que je prétends marcher :
> Je sais tous les chemins par où je dois passer ;[1]
> Nous verrons notre camp grossir à chaque pas...
> Tous n'attendent qu'un chef contre la tyrannie.

Évidemment il s'applique les vers de Racine : c'est à Paris qu'il prétend marcher ; il sait tous les chemins, il verra sa troupe grossir à chaque pas, et tous ou presque tous en France n'attendent qu'un chef contre les Bourbons[2] !

1. Lorsque *Mithridate* fut joué à Erfurt en 1808 par nos comédiens devant un parterre de rois, de princes et de ministres, les assistants, écrit Talleyrand, se disaient à voix basse en parlant de Napoléon : « Oui, il sait tous les chemins par où il faut passer ».

2. Voir le témoignage de Peyrusse ; mais le trésorier n'a pas lu assez loin dans le *Mithridate* qu'il vit ouvert sur la table de Napoléon.

III

On a dit qu'un courrier de Murat était venu lui annoncer que Louis XVIII, dégoûté de sa tâche, mécontent de son frère et de ses neveux, avait décidé de satisfaire la nation en cédant la couronne au duc d'Orléans. Jamais Louis XVIII n'aurait abdiqué en faveur de Louis-Philippe, et Napoléon n'était pas assez sot pour ajouter foi à un pareil message.

Ce qui précipita la résolution de l'Empereur, ce fut la nouvelle que le complot ourdi par Fouché allait éclater, que les troupes de Drouet d'Erlon marcheraient sur Paris et que le duc d'Orléans profiterait peut-être des troubles pour s'emparer du trône. Davout lui avait écrit qu'il fallait revenir, sans perdre un instant, avant l'explosion de la conspiration orléaniste. « Ce n'est pas Louis XVIII que j'ai détrôné, s'écriait Napoléon quelques semaines plus tard, c'est le duc d'Orléans, et j'en suis fâché, parce que ce prince est le seul Français de sa famille, et le plus capable ». Il craignait beaucoup le futur Louis Philippe. N'était-ce pas le fils de Philippe-Egalité le régicide ? N'avait-il pas porté le bonnet rouge et combattu sous le drapeau tricolore ? Qui pour-

rait jamais croire qu'un tel homme, avec de tels antécédents, serait le roi de la contre-révolution ? « Louis XVIII, disait Napoléon à Cambacérès, prétend régner par la grâce de Dieu, et moi, je règne par la grâce de mon épée. Quant au duc d'Orléans, c'est différent. Son parti germe depuis longtemps. Il convient aux hommes de la Révolution ; il leur fera des concessions et leur offrira des garanties qu'il ne pourra violer impunément puisqu'il n'a d'autre droit que le choix du peuple et puisque ceux qui l'ont élevé pourront l'abattre ». A Sainte-Hélène ne soutenait-il pas qu'il y avait eu et qu'il y aurait toujours un parti d'Orléans ; que les gens, lorsqu'ils sont mécontents de la famille royale, tournent les yeux vers ses branches ; que, si les Bourbons étaient chassés, le duc d'Orléans monterait sur le trône pour tout concilier, et, lorsque Montholon avouait que, s'il était en France, il serait « Orléans » parce que le duc d'Orléans avait donné des gages, Napoléon répondait que s'il était encore lieutenant d'artillerie, il serait, lui aussi, « Orléans ». C'est pourquoi il n'eut garde sous les Cent Jours de publier les lettres où le duc d'Orléans rendait compte de ses opérations dans le Nord à la fin de mars : il craignait de montrer à la France que ce prince avait su parler à propos, prendre de bonnes mesures, montrer prévoyance et activité.

Peut-être aussi redoutait-il d'être devancé par Fouché. Si ce coquin réussissait, avec l'aide des troupes de Drouet d'Erlon, à chasser les Bourbons des Tuileries ! S'il proclamait une régence ! « Non, s'écriait Napoléon. Une régence ! Pour quoi faire ? Suis-je donc mort ? Ou serait-ce parce que je suis absent ? Mais dans deux jours je puis être en France ! »[1]. Et il ajoutait avec un rire ironique : « Il y a un complot, et il n'est pas pour moi ! »

Mais de tous les motifs qui, au dernier moment, entraînèrent Napoléon, le plus puissant fut la clôture imminente du Congrès.

Tant que le Congrès siégeait, l'Empereur n'osait bouger. Quelle imprudence de faire le moindre mouvement pendant que les alliés délibéraient sur son sort ! N'était-ce pas provoquer l'arrêt de déportation ? Aussi le malin Beugnot disait-il à Louis XVIII que Bonaparte ne s'éloignerait de son île pour troubler de nouveau le monde que s'il cessait de craindre le Congrès.

Napoléon attend donc avec impatience que les assises diplomatiques de Vienne soient fermées. Or, il avait remarqué que le correspon-

1. « La régence n'est qu'un mot, avait dit le général Dessolle au mois d'avril 1814 à l'empereur Alexandre, le tigre est derrière et, si on la proclame, il ne tardera pas à reparaître. »

dant viennois du *Journal des débats* envoyait des informations qui s'accórdaient avec ses propres renseignements. Et que lit-il dans les *Débats* du 26 janvier à l'article « France » ? Que les souverains s'entendent parfaitement, que tout est à peu près convenu, que Wellington se rend à Vienne pour signer avec Castlereagh le traité qui garantira la paix de l'Europe, que les décisions définitives du Congrès seront toutes signées et publiées avant trois semaines. Et que lit-il dans les *Débats* du 28, à l'article « Allemagne » ? Cet extrait d'une lettre particulière de Vienne, envoyée le 16 à la gazette parisienne : qu' « on est d'accord » ; que les grands objets ont été décidés ; que le tsar Alexandre partira le 20 février et que ses voitures sont prêtes ; que sous trois semaines le Congrès finira. Napoléon crut donc que dans les derniers jours de février les matadors du Congrès ne seraient plus à Vienne.

Plus tard, il reconnut qu'il s'était trop hâté. Il eût mieux fait d'attendre que le Congrès fût réellement dissous. Une fois éloignés les uns des autres, les alliés devaient s'envoyer des courriers ; le temps s'écoulait ; les obstacles succédaient aux obstacles. Le Congrès, encore assemblé, leva sur-le-champ les difficultés, prit aussitôt les décisions. « Heureusement, remarquait l'empereur d'Autriche,

c'est arrivé maintenant où nous sommes encore tous réunis ici. »

Pourtant, Napoléon ne savait-il pas, comme a dit Castlereagh, que les Congrès ne marchent qu'avec lenteur et que la célérité n'a jamais été leur mérite ? Ne savait-il pas que tous les appartements de Vienne destinés à la suite des souverains avaient été loués jusqu'à la fin de mars ?

IV

Quoi qu'il en soit, les raisons qui le déterminent à quitter l'île d'Elbe, sautent aux yeux. Les Bourbons ne lui paient pas sa pension et il les soupçonne d'armer des assassins contre lui. Il sait que le Congrès a l'intention de le déporter dans une île de l'océan Pacifique. Mais peut-il résister au Congrès ? Ne serait-ce pas une folie de sacrifier ainsi la poignée de braves gens qui l'ont suivi dans l'exil ? Au lieu d'attendre l'ennemi, ne vaut-il pas mieux le prévenir ? « Ces messieurs de Vienne, dit-il au mois de janvier à un Anglais, veulent m'établir à Sainte-Hélène ; il n'en sera rien. » Et il part reconquérir son Empire. Il croit que les Français l'accueilleront avec enthousiasme comme jadis à son retour d'Egypte ; il a confiance dans leurs disposi-

tions comme dans l'ascendant de son nom. N'est-ce pas la dernière carte qui lui reste à jouer ?

A tous ces motifs se joint le piquant plaisir de montrer qu'il est encore là. Quoi ! on ne daigne même pas lui envoyer l'argent promis ! On le craint si peu qu'on n'accrédite même pas auprès du souverain de l'île d'Elbe un chargé d'affaires ! On assure que ce petit roi d'Yvetot qui passe le temps à éplucher son budget, n'est plus capable de vastes plans et de grandes espérances ! On l'insulte dans les papiers publics !

On ne se bornait pas, en effet, à l'appeler Monsieur d'Elbe ou le prince de l'Elbe. Les journaux répétaient que la main de Dieu le frappait ; qu'il avait perdu la tête et qu'il se conduisait comme un insensé ; qu'il était devenu pour les Elbois un objet de dérision ; que ses officiers, désespérant de sa guérison, rentraient en France. Ils le qualifiaient d'aventurier, de saltimbanque, et le comparaient au roi d'Haïti qui règne sur des singes et des nègres. Le 1er janvier, il tirait une gazette de sa poche et disait aux fidèles qu'il avait invités à sa table : « Lisez, messieurs, lisez, vous apprendrez que je suis fou ». Des caricatures le montraient décrétant une levée en masse qui ne se composait que de bossus et d'estropiés, ou bien costumé en Robinson, un

bonnet fourré sur la tête, un parasol à la main, un aigle plumé sur l'épaule. Et Napoléon qui n'a que quarante-cinq ans, s'écrie : « Ma foi, je suis homme et je veux faire voir que je vis encore ! »

De longue date son frère Joseph et son compatriote Saliceti le nommaient un grand machinateur. Déjà Napoléon roule des manœuvres et combinaisons politiques dans son esprit. Le bruit court que son beau-père, l'empereur François, lui donnera le commandement de ses armées ou, du moins, que l'Autriche lui réserve un rôle dans les entreprises qu'elle projette. Eh bien, il affirmera que l'Autriche est son alliée, qu'elle se range ouvertement de son côté, qu'elle l'aide à reconquérir le trône de France. On dit à Vienne dans les derniers jours de novembre que le général Koller part pour l'île d'Elbe, et d'aucuns ajoutent tout bas qu'il va conseiller à Napoléon de divorcer et de laisser Marie-Louise épouser le roi de Prusse ! La fausse nouvelle de cette mission de Koller se répand jusqu'à Porto-Ferrajo où les oisifs assurent déja qu'un général autrichien a remis d'importantes dépêches de sa cour à l'Empereur. Pourquoi Napoléon ne profiterait-il pas de ces rumeurs ? Pourquoi ne ferait-il pas croire aux Français que Koller est venu réellement à l'île d'Elbe l'engager au départ et lui annon-

cer le secours de l'Autriche ? Pourquoi ne ferait-il pas croire aux Français qu'il a de bons rapports avec l'empereur François et que Marie-Louise prend, elle aussi, le chemin du retour ? Et, s'il s'échappe de Porto-Ferrajo, s'il trompe la vigilance britannique, pourquoi ne ferait-il pas croire aux Français que l'Angleterre l'a laissé partir, qu'elle préfère Napoléon à Louis XVIII ? Les émissaires de Bertrand n'affirmeront-ils pas au maréchal Ney que la corvette du capitaine Adye ne s'est éloignée de Porto-Ferrajo que pour faciliter le départ de l'Empereur ?

CHAPITRE IX

Le Départ

I. — Naufrage de l'*Inconstant* et sa remise à flot.
II. — Voyage de Campbell. — Préparatifs. — Alerte du 24 février.
III. — Départ de la flottille.
IV. — Retour du colonel anglais. — Sa colère. — Poursuite inutile.
V. — Les Anglais en butte aux soupçons.
VI. — Imprudence de Campbell. — Les excuses de Beugnot et de Bruslart. — Ce que, selon Napoléon, les Bourbons et les Anglais auraient dû faire.

I

Le 12 janvier, se produisait un fâcheux événement. Un vent du nord très violent faillit causer la perte de l'*Inconstant* qui revenait de Naples. Entraîné par la bourrasque et jeté sur la côte de la Bagnaja, le brick subit de rudes avaries. Mais il avait demandé du secours. Le tocsin sonna. Napoléon arriva, il ordonna d'employer tous les moyens de sauvetage et de décharger le bâtiment. Taillade, décidément trop inhabile ou malchanceux, fut

remplacé par le lieutenant Chautard. Pourtant, à quelque chose malheur est bon. L'Empereur allait profiter de l'événement non seulement pour radouber l'*Inconstant*, mais pour envoyer à bord, sans que personne eût le moindre soupçon, ce qu'il voulait emporter. Aussi, plus tard, prétendit-on faussement que Taillade avait échoué exprès et que ses instructions lui commandaient de naufrager.

Il fait donc relever l'*Inconstant* ; il le fait remettre à flot ; il le fait remorquer dans le port. Mais il craint d'éveiller les soupçons de Campbell et il a l'air, dit un espion, de ne pas mettre une grande activité à réparer le brick.

Pourtant, aux premiers jours de février, d'attentifs observateurs remarquent la gaieté de Napoléon et les préparatifs du départ.

Un officier de la garde croit, à la vérité, que les troupes iront à Naples ; mais il écrit que le patron — c'est-à-dire l'Empereur — a très bonne santé, très bonne humeur et de grandes espérances, que lui-même est content, qu'il suit « le premier aigle du monde », qu'il s'embarquera bientôt sur l'*Inconstant*.

Le 22 ou le 23 février une grave information arrivait à Paris. Le directeur général des postes Ferrand reçut par un particulier qui demeurait en province une lettre importante de l'île d'Elbe. Elle était assez obscurément conçue ; toutefois elle faisait entendre

que Napoléon entretenait une correspondance active avec le continent ; qu'il avait le dessein de quitter prochainement son île ; qu'il comptait trouver à Grenoble de grands secours. Ferrand envoya le document à d'André : la police, disait-il, devait sans le moindre retard arrêter le particulier qui lui avait communiqué la lettre ; les papiers du personnage contenaient sans doute de précieux renseignements. Mais la police ne trouva pas l'homme à l'adresse indiquée par Ferrand.

L'entreprise ne pouvait réussir que durant l'absence de Campbell. Le 16 février, le colonel partit de Porto-Ferrajo pour se rendre à Florence où l'attendait une dame dont il était féru ; il annonça qu'il s'éloignait pour deux semaines.

Mais comment passer de l'Elba en France ? L'Empereur avec sa propre marine transporterait-il sur le continent sa petite armée ?

On lui proposait de demander deux vaisseaux de 74 à Murat. Il s'y refusa. « Ai-je besoin, disait-il, de la marine napolitaine pour aborder en Provence avec un millier d'hommes ? Je ne veux rien d'étranger ; je veux partir sur ma marine, débarquer avec mes troupes, arborer mes couleurs qui sont les couleurs de la nation ».

Or, Napoléon n'avait que trois bâteaux, le

brick l'*Inconstant,* le chébec l'*Etoile* et l'espéronade la *Caroline.*

Le jour même où Campbell voguait vers la Toscane, l'Empereur ordonne de virer sur quille l'*Inconstant*, de revoir son cuivre, de boucher ses voies d'eau, de refaire son carénage : le navire tiendra la mer le 25 et portera autant de chaloupes que possible ; il sera peint comme un brick anglais ; il sera réarmé ; il prendra des provisions, viande salée pour quinze jours, et biscuit, riz, légumes, fromage, eau, vin, eau-de-vie pour 120 hommes pendant trois mois : Napoléon pensait qu'il pourrait être poursuivi, rejeté sur la côte d'Italie ou sur celle de Corse, et qu'il aurait grand besoin de vivres.

Toutefois l'*Inconstant* ainsi que l'*Etoile* et la *Caroline* ne suffisent pas ; il faut ajouter à la marine du souverain de l'île d'Elbe trois bâtiments au moins, trois bâtiments marchands.

Pons reçut l'ordre confidentiel, l'ordre secret de noliser ces trois bâtiments dont Napoléon ne pouvait se passer.

Il les nolisa. C'étaient le brigantin le *Saint-Joseph* et deux pinques, deux transports de l'administration des mines de Rio. Ils vinrent le 24 mai de Porto-Longone à Porto-Ferrajo comme s'ils étaient chargés de minerais pour la Romagne. En réalité, ils

contenaient une cargaison de bois et toutes les munitions de guerre qu'avait pu fournir Porto-Longone.

Napoléon disposait ainsi de six bâtiments. Mais il n'avait encore, selon le mot de Pons, que le strict nécessaire. Il fallait un septième navire. Ce navire s'offrit de lui-même. Le 18 février, une polacre marseillaise, le *Saint-Esprit*, qui se rendait de Livourne à Castellamare, dut relâcher à Portó-Ferrajo pour échapper aux vents contraires et remédier à une voie d'eau. L'Empereur résolut de la garder et de la joindre à sa flottille. Le 19, il faisait une promenade en mer et passait près de la polacre dont l'équipage le saluait par un triple vivat. Le 20, il envoyait à ce bâtiment trois de ses voitures, deux berlines démontées, un landau, des caisses d'argenterie et divers paquets : le tout était à destination de Naples, mais le landau partira pour France, comme on disait alors, et il jouera un bout de rôle dans la marche de Napoléon à travers la Provence.

Dès lors, la flottille existait. Elle comptait sept bâtiments : l'*Inconstant*, l'*Etoile*, la *Caroline*, le *Saint-Joseph*, les deux transports de Rio et le *Saint-Esprit*. Il fallait maintenant y mettre les vivres, les armes et les troupes.

Grâce à l'absence de Campbell, grâce à

d'habiles précautions, grâce à d'énergiques mesures et au plus rigoureux embargo, le grand projet de départ allait s'exécuter, sinon sans transes, du moins sans obstacle.

Le 21, le bruit court dans Porto-Ferrajo que des événements considérables se préparent. Les charpentiers et les calfats ne cessent pas de réparer l'*Inconstant* ; les Polonais s'exercent aux manœuvres de l'artillerie; la troupe s'habille entièrement ; les soldats reçoivent chacun deux paires de souliers, et les officiers de la garde disent tout haut qu'on partira le mois prochain.

Le 22, on embarque des caissons de munitions et des ballots d'uniformes sur l'*Inconstant* ainsi que sur le chébec l'*Etoile*, et la nouvelle se répand dans Porto-Ferrajo que les chevaux des Polonais envoyés à l'île de la Pianosa vont revenir, que Madame-Mère et la princesse Pauline se disposent à gagner Naples. L'Empereur mande le trésorier Peyrusse dans son cabinet. « Eh bien, Peyrusse, que dit-on en ville ? — On dit que Votre Majesté veut rejoindre le roi Joachim. — Vous êtes un nigaud », répond l'Empereur à Peyrusse en lui tapant la joue, et il ordonne au trésorier de ne plus payer qu'en argent blanc, de dépenser les écus dits *francesconi* qui n'ont

pas cours en France, de mettre dans les malles tout son or et par dessus cet or des livres de la bibliothèque ; Peyrusse, seul, sans l'aide de personne et après avoir renvoyé tout son monde, fera l'emballage.

Le 23, Napoléon visite l'*Inconstant*, l'*Etoile* et le *Saint-Esprit*. Le bataillon corse arrive de Porto-Longone où il stationnait. Tous les soldats parlent de départ. Les officiers qui reçoivent de Peyrusse non de l'or, comme d'habitude, mais de l'argent blanc, marquent leur étonnement. Des jeunes gens de l'île présentent une pétition à l'Empereur et souhaitent d'être admis dans les Polonais : « Si vous avez la taille, répond-il, vous serez admis. » On transporte des vivres et des tonneaux d'eau douce sur l'*Inconstant* et l'*Etoile*.

Le 24, Napoléon eut une alerte très chaude. A 10 heures du matin, la *Perdrix* est en vue, la *Perdrix*, cette corvette qui, huit jours auparavant, a conduit Campbell à Livourne et qui devait l'y attendre. Bertrand court prévenir l'Empereur. « Comment ? Comment ? », s'écrie Napoléon ; il se jette sur une longue-vue ; il reconnaît la *Perdrix* et commande aussitôt à l'*Inconstant*, pour le soustraire à la curiosité britannique, de mettre à la voile, de cingler sur Naples. Mais la

manœuvre s'exécute si lentement que la *Perdrix* entre dans le port avant que l'*Inconstant* soit paré. Que faire ? Prendre la corvette à l'abordage dans la rade même ? La chose semble très difficile et c'est déclarer la guerre aux Anglais, c'est par une espèce de guet-apens exciter leur colère. « Je ne veux, dit Napoléon, ne devoir ma sortie qu'à ma bonne étoile. »

Mais Campbell n'est pas à bord de la *Perdrix*. Le capitaine Adye vient simplement présenter à Napoléon six touristes de sa nation et, pour n'être pas remarqué, il se rend au palais des Mulini ou des Moulins par un chemin détourné qui longe les remparts.

Néanmoins, il alla voir Bertrand. Un sieur Ricci, vice-consul d'Angleterre à Porto-Longone, mais que Napoléon refusait de reconnaître, avait prévenu Adye qu'on embarquait de l'eau et des vivres depuis deux jours et que le bruit d'une fuite prochaine courait dans la ville. Adye parla de ces rumeurs à Bertrand. Le grand-maréchal repondit froidement que, depuis l'arrivée de son souverain, les nouvelles les plus ridicules circulaient à Porto-Ferrajo et à Livourne ; bien fou qui les croyait et les propageait, comme faisait cette espèce de consul qu'on nommait Ricci ! Il invita même le capitaine à dîner. Adye refusa, et dans l'après-midi, la corvette

reprit le large : elle n'était restée que quatre heures au mouillage.

Le capitaine anglais était complètement rassuré. Il avait vu les soldats de la garde brouetter la terre et planter des arbres dans le jardin que l'Empereur leur avait donné et qu'on appelait le jardin des Braves ; il avait vu l'*Inconstant* voguer vers Naples.

A peine la *Perdrix* s'était-elle éloignée qu'un bateau, envoyé par Napoléon, allait donner à l'*Inconstant* l'ordre de rentrer au port. Les préparatifs, suspendus un instant, recommençaient de plus belle. On embarquait l'artillerie, des bombes, des fusils. Des courriers portaient de tous côtés des instructions sévères : défense à qui que ce fût, même aux pêcheurs, de sortir ; défense à la police de délivrer des passeports. Un ordre du jour de la place avisait les troupes de se tenir prêtes à partir.

La résolution de l'Empereur n'est plus un mystère. Au soir du 24, il reçoit les autorités du pays, et le président du tribunal le félicite de « reprendre le chemin de la gloire », de « reconquérir la couronne ». Si quelques-uns persistent à croire qu'il veut aller en Italie et qu'il ira débarquer à Piombino, la plupart devinent donc qu'il se rend en France, et il ne les détrompe pas.

Même agitation, même remue-ménage le 25 février. On parle hautement du départ des troupes pour la France où, dit-on, un grand mouvement s'est produit en faveur de Napoléon. Comme la veille, nul ne peut quitter le port et gagner le continent. Habitants et étrangers rendent leurs passeports à la police. Le bataillon corse est consigné dans sa caserne. Les Polonais vont à Campo attendre leurs chevaux qui pâturent dans la Pianosa. Tout Porto-Ferrajo se lamente: il va donc s'éloigner, et sans doute pour toujours, l'homme dont la disgrâce, comme les Elbois disaient à son arrivée, ferait le bonheur de leur île! Les femmes pleurent leurs amants et leurs fils. Les marchands regrettent ces Français qui faisaient tant d'achats et qui laissent tant de dettes. Les soldats se réjouissent de la vie active et aventureuse qui s'ouvre devant eux.

Napoléon ne paraît pas. Il rédige des proclamations que l'imprimeur du gouvernement, Broglia, met secrètement sous presse. Il annonce à sa mère qu'il part dans la nuit du lendemain, et lui demande s'il a raison de partir. « Mon fils, répond-elle, laissez-moi réfléchir un instant pour oublier que je suis mère et réprimer toute faiblesse... Eh bien, si vous devez mourir, le ciel ne veut pas que ce soit dans un repos indigne de vous; il veut

que ce soit l'épée à la main et non par le poison. » Mais la mère et la sœur de Napoléon ne cachèrent pas leurs craintes au valet de chambre Marchand, et toutes deux, pleurant, sanglotant, prièrent le fidèle serviteur de ne jamais abandonner son maître.

Cependant, à travers les rues, un homme court, troublé, effaré: ce marchand d'huiles qui naguère acclamait, admirait Napoléon, ce marchand d'huiles qui n'est qu'un espion, l'agent dévoué de Mariotti. Il voudrait avertir son patron. Mais vainement il allègue des affaires urgentes qui l'appellent à Livourne ; on l'oblige de prendre sa passe. Vainement il tente de louer une barque ; s'il réussit le lendemain à séduire un batelier par l'offre de soixante livres, s'il sort même de la darse, il est hélé, arrêté, sommé de rentrer dans la ville, et là, il rencontre Cambronne qui le connaît, et qui, jurant et tempêtant, prétend l'enrôler, l'emmener avec les volontaires elbois !

Pareillement, un Anglais retenu contre son gré dans l'île, proteste de toutes ses forces. Il vient voir le colonel Jzermanowski et, dans les termes les plus vifs, il se plaint de l'injustice qu'il subit : « Me retenir ainsi, dit-il, c'est causer une guerre entre l'Elba et la Grande Bretagne ! » Le colonel sourit : « Monsieur, répond-il, cette guerre serait trop inégale, et je dois suivre mes instructions. »

III

Le 26 était un dimanche, et le temps fut superbe: un soleil éclatant, un ciel pur, une brise légère qui répandait de tous côtés le parfum des plantes dont abonde le sol de l'Elba.

Après la messe qui fut dite à 11 heures, une heure plus tôt que d'ordinaire, Napoléon rentre au palais. Il n'a pas encore pris à son service la polacre marseillaise le *Saint Esprit*, cette polacre qui, maintenant réparée, devrait se rendre à Castellamare et à Naples. Mais l'équipage a naguère acclamé l'Empereur et le capitaine Galibert [1] cédera volontiers son bâteau si on lui fait une douce violence et lui paie son chargement. Le 26, à 2 heures de l'après-midi, le colonel Jzermanowski, avec vingt Polonais et le trésorier Peyrusse, accoste le *Saint-Esprit*. « Nous nous emparons de votre bâteau », dit Jzermanowski à Galibert. — « Par quel ordre », demande le capitaine. — « Par ordre supérieur, réplique Jzermanowski, et

1. Le capitaine commandant la polacre le *Saint-Esprit* était Jean-Jacques Galibert et son capitaine en second, Louis Cauvin; le trésorier Peyrusse ne s'est rappelé que le nom du second que l'éditeur de son *Memorial* a lu et imprimé inexactement « Cardini ».

je vous défends à vous ainsi qu'à votre équipage de descendre à terre. » Puis, le colonel enjoint à Galibert de faire porter sur le pont toute sa marchandise, et les caisses, les barriques sont précipitées dans les flots. Galibert se plaint, se lamente, mais se calme parce que Peyrusse promet de solder incontinent la cargaison entière ; il exhibe ses comptes, et le trésorier débat les prix avec lui lorsque paraît l'Empereur. De sa terrasse, l'Empereur a vu que les Polonais ne se hâtent pas de revenir. Il se jette dans son canot, il monte sur la polacre, il aperçoit Peyrusse qui s'indigne des exigences de Galibert. « Les factures de cet homme, dit le trésorier, ne me paraissent pas sincères et ses prétentions sont excessives. — Paperassier, s'écrie l'Empereur, payez lui ce qu'il demande. Que diable avez-vous à liarder ? Il ne faut pas perdre son temps ni retarder les Polonais ». D'un geste brusque il fait voler en l'air tous les papiers que Peyrusse tenait dans ses mains. Le trésorier paie vingt-cinq mille francs au capitaine et regagne la ville avec son souverain. Désormais, le *Saint-Esprit* appartient à la marine impériale. 250 hommes viennent s'y entasser ainsi que des provisions de bouche, des munitions, des armes. Un Corse, l'enseigne Morandi, aidé de trois pilotes corses, exerce le commandement. Le pavillon

blanc flotte encore sur un mât; au soir, à l'heure du départ, la troupe jette à la mer le drapeau détesté.

Dans Porto-Ferrajo, les soldats avaient mangé la soupe à 4 heures. Une heure plus tard, après s'être réunis avec armes et bagages, ils montaient à bord des bâtiments. Jamais embarquement ne fut plus rapide. Tous étaient pleins d'enthousiasme, et durant quelque temps les cris de *Vive l'Empereur* ne cessèrent pas.

Napoléon fit ses dernières dispositions.

Il reçut les membres de la junte qu'il envoyait en Corse [1].

Cette junte devait recueillir la flottille si la tempête ou une croisière ennemie l'obligeait de gagner la côte.

Elle prendrait toutes les mesures qu'exigerait le triomphe de la cause nationale.

Elle publierait deux proclamations adressées l'une aux habitants, l'autre aux soldats du département de la Corse. Dans la première de ces proclamations, Napoléon appelait les Corses à prouver avant les Français du continent leur zèle pour l'Empire et sa personne, à montrer que l'amour de la patrie et l'hon-

1. Voir la liste des membres dans nos *Inédits napoléoniens*. II, p. 345.

neur de la nation leur étaient chers comme à leurs ancêtres, à se lever contre le gouvernement des Bourbons qui serait, s'il durait, un monument de la honte de la France. La seconde proclamation exhortait les soldats à prêter main-forte à la junte, à remplacer le drapeau blanc qu'ils avaient combattu pendant vingt-cinq ans par le drapeau tricolore, drapeau de la nation, drapeau de la victoire.

La junte portait aussi plusieurs décrets, tous datés, comme les deux proclamations, du 24 février : les bâtiments de la marine impériale devaient arborer le pavillon tricolore et les équipages, prendre la cocarde nationale ; les régiments qui se trouvaient en Corse, seraient le plus tôt possible débarqués sur les côtes de France, sur un théâtre digne de leur patriotisme et de leur valeur, à l'exception d'un bataillon et d'une compagnie d'artillerie qui viendraient à l'île d'Elbe ; Bruslart était destitué et serait mis sur le champ en état d'arrestation pour être envoyé à Paris sous bonne escorte ; Launay était nommé commandant en chef de la Corse ou 33e division militaire, Moroni chef d'état-major, Fiorella général en second et commandant d'Ajaccio, Bruny commandant de Bastia, et les troupes de l'île obéiraient à ces nouveaux généraux sortis de leurs rangs ; les habitants de la Corse prendraient la cocarde aux trois cou-

leurs et au haut des clochers de leurs villes et villages serait arboré le drapeau bleu-blanc-rouge.

Un Corse, un Ajaccien de soixante-six ans, naguère commandant d'armes à Milan, le général de brigade Bertolosi, reçut le commandement de la place de Porto-Ferrajo: « Tu vas m'objecter, lui dit Napoléon, que je te fais sergent ; mais ne crains rien, je te relèverai sous peu[1]. »

Il chargea le docteur Lapi d'administrer l'île d'Elbe. C'était le plus influent personnage du pays, et l'Empereur l'avait attaché à sa personne comme chambellan et nommé directeur des domaines. Il le fit gouverneur et général, et publiquement, en présence de la milice bourgeoise, il prononça ces paroles : « Je vous confie la défense de l'île, et je ne puis vous donner une plus grande preuve de confiance, que de laisser ma mère et ma sœur à votre garde. »

Il embrassa Lætizia et Pauline qui versaient des larmes. « C'est maintenant, dit-il, que je dois partir ou je ne partirai jamais. »

1. La seconde Restauration ignora ou feignit d'ignorer ces fonctions elboises de Bertolosi ; il était à Paris lorsqu'il fut nommé, le 31 octobre 1815, géneral de brigade au service de France; il eut aussitôt sa retraite et alla passer au Mans le reste de sa vie.

Il consola Mme Bertrand : « Madame, soyez tranquille; dans un mois, vous aurez votre logement aux Tuileries. »

Par un mouvement spontané toute la ville s'était illuminée, et durant une grande partie de la nuit, dans les églises et les chapelles les Elbois prièrent Dieu de protéger ceux qui s'embarquaient pour une si hasardeuse entreprise.

A 7 heures du soir, dans une calèche découverte, Napoléon descendait lentement vers le port. Bertrand était assis à côté de lui. Près de la voiture marchaient Drouot et Pons, Pons que l'Empereur, au dernier moment, avait prié de monter avec lui sur l'*Inconstant* et de l'accompagner en France, sans que le digne homme pût aller à Rio faire ses adieux à sa famille.

Les habitants, tête nue, se taisaient. Soudain, une voix prononça ce seul mot *Adieu*. Toutes les voix répétèrent *Adieu*. Tout le monde parla :

« Sire, mon fils vous accompagne.

« Sire, les Elbois sont vos enfants.

« Sire, ne nous oubliez pas.

« Sire, nous vous aimons tous. »

Au port, le maire Traditi voulut haranguer l'Empereur. Les sanglots l'interrompirent. « Braves Elbois, dit Napoléon, adieu, vous êtes les braves de la Toscane ! »

Deux heures auparavant, tandis que les

troupes s'embarquaient, la musique avait joué, raconte un témoin, les airs de 1793 que les Français aimaient encore. Elle les joua de nouveau lorsque l'Empereur monta dans le canot qui le portait à son brick; la *Marseillaise* fut chantée par les soldats et bissée par les Elbois; en un instant, de toutes parts retentit le fameux refrain :

Allons, enfants de la patrie
Le jour de gloire est arrivé !

La flottille comprenait sept voiles : les trois bâtiments de la petite marine napoléonienne, l'*Inconstant*, l'*Étoile* et la *Caroline*, les trois transports de Rio et la polacre le *Saint-Esprit*[1].

1. L'*Inconstant* était le brick que le gouvernement français avait donné à l'Empereur au lieu de la corvette promise par le traité du 11 avril.

Le chébec l'*Etoile*, acheté par Napoléon, armé de six canons, était commandé par l'enseigne Richon; il portait 83 tonneaux et avait 15 hommes d'équipage; on le nommait aussi la goëlette et les Anglais l'appelaient la bombarde.

L'espéronade la *Caroline* — qu'on nommait aussi une felouque et un aviso et que les Anglais appelaient un bateau à demi-pont, — portait environ 10 à 15 tonneaux, et avait 16 hommes d'équipage; son patron était François Gualanti; mais elle fut commandée de l'île d'Elbe au golfe Juan par Filidoro, capitaine de port à Porto-Ferrajo.

Les trois transports de Rio étaient le brigantin le *Saint-Joseph*. qui jaugeait 80 tonneaux (il venait de Civita Vecchia et apportait du blé de Turquie lorsqu'il fut nolisé par Pons) et les deux pinques, destinées à transporter du fer, qui jaugeaient l'une, 80, et l'autre, 70 tonneaux : leurs

Elle resta quatre longues heures dans la rade parce que le vent manquait. La nuit était sereine, splendide, éclairée par le clair de lune ; mais personne ne pensait à l'admirer. Quelques-uns jetaient un regard mélancolique sur Porto-Ferrajo où ils laissaient des amis, et ils regrettaient de quitter si brusquement les douces habitudes qu'ils s'étaient formées dans la ville. La plupart maudissaient le calme plat de la mer. Ils savaient qu'ils allaient en France, et la garde, en arrivant au rivage, avait crié *Paris ou la mort*. Nul ne prévoyait que cette flottille qui partait à la fin d'un si beau jour, dût déchaîner la guerre étrangère et attirer sur la France les maux d'une seconde invasion.

A minuit, quand le vent se prit à souffler, les bâtiments levèrent l'ancre et sortirent à force de rames. Les gens de Porto-Ferrajo

propriétaires, Joseph Tonietti et Sébastien Chioncini, avant de quitter le golfe Juan, sollicitèrent l'honneur d'être présentés à Napoléon.

La polacre le *Saint-Esprit* portait 194 tonneaux. Elle avait un équipage de douze personnes (capitaine commandant Jean-Jacques Galibert d'Agde et capitaine en second Louis Cauvin de Marseille) et elle embarqua non seulement 250 militaires (dont un chef de bataillon et plusieurs officiers) mais deux chevaux, trois enfants, et six femmes très mal mises, des « femmes de soldat ».

Ajoutons la gondole ou le bœuf la *Conception* qui par deux fois fit le trajet de Porto-Ferrajo au golfe Juan, d'abord avec le convoi, puis (sous la conduite du marin Battini) avec la comtesse Bertrand.

la voyaient encore à 7 heures du matin. Vers midi, elle disparut à l'horizon.

Que deviendrait-elle ? Arriverait-elle en France ? Ne serait-elle pas rencontrée par des croisières ? Le 5 mars, à onze heures du matin, les bâtiments de transport rentraient à Porto-Ferrajo, et Lapi écrivait le lendemain à Napoléon que les habitants de la ville accueillaient avec une joie extrême la nouvelle du débarquement de l'Empereur sur le sol français et que, si les ports de Toscane et de Piombino avaient mis la quarantaine sur les navires elbois, l'île entière attendait les évènements avec intrépidité, avec confiance et comptait apprendre de nouveaux et glorieux exploits de Sa Majesté.

IV

Lorsque Campbell avait quitté l'île douze jours auparavant, il ne dissimulait pas quelque inquiétude. Il vit à Florence le sous-secrétaire d'Etat Cooke qui revenait du Congrès, et il lui dit qu'il soupçonnait des projets d'évasion, qu'il aurait envoyé une dépêche à Castlereagh s'il n'avait pas eu l'ordre de n'expédier de courriers que dans les cas pressants. Cooke se moqua de Campbell : personne en Europe ne pensait plus à Napoléon ; on

l'avait complètement oublié; c'était comme s'il n'avait jamais existé! Ces mots de Cooke rapaisèrent Campbell qui se prit à croire qu'à force d'observer l'Empereur, il avait le jugement faussé.

Mais il recevait note sur note et renseignement sur renseignement. Ricci et Mariotti lui rapportaient que Napoléon envoyait à bord de l'*Inconstant*, de l'*Étoile* et des transports de Rio des vivres, des fusils et des munitions. Il apprenait que Colonna allait préparer à Naples le logis de Madame Mère et que la vaisselle de Pauline, assurée pour cinq mille francs, était arrivée le 25 à Livourne. Persuadé que Napoléon voulait rejoindre Murat, il résolut de regagner l'île d'Elbe. « Si je sais, s'écriait-il avec colère, que Bonaparte est sur son brick avec des troupes et des vivres, j'ordonne au capitaine Adye de tirer sur lui et sur ses gens comme sur des pirates, et de prendre la méthode la plus sûre pour nous emparer d'eux ou pour les détruire! »

Il regrettait de n'avoir pas une autre corvette à sa disposition et, il demandait à Burghersh l'*Aboukir* ou l'*Alcmène* ou le *Wizard*; il avait besoin de deux navires dans cette « crise »: l'un porterait ses dépêches; avec l'autre, comme il disait, il poursuivrait ses buts.

Le 26 mars, à 8 heures du soir, il s'embar-

qua presque à l'instant où Napoléon montait sur l'*Inconstant*. Mais lui, aussi, comme l'Empereur, fut retenu, retardé par le manque de vent, et la *Perdrix* ne parut devant Porto-Ferrajo que le 28, à 11 heures du matin.

Campbell se consumait d'impatience. Il se jeta sur-le-champ dans un canot. A midi il est dans la ville. Mais il a déjà vu que le brick impérial n'est plus en rade et que des miliciens, au lieu de grenadiers, gardent les postes.

Il rencontre un compatriote nommé Grattan qui le met au fait et lui dit que les soldats parlaient plutôt d'Antibes et de Milan que de Naples.

Il entre à la Santé. « L'Empereur est-il là ?

— Il est parti.

— Et le grand-maréchal Bertrand ?

— Il est parti.

— Et le général Drouot ?

— Il est parti et remplacé par le général Lapi.

— Et M. Pons ?

— M. Pons est parti. »

Et le colonel maugrée contre ce Pons qu'il n'a jamais aimé, ce myope qui porte lunettes, cet ami de Masséna et de Lacépède, cet homme intelligent sans doute, mais violent, irascible, intrigant.

Sa colère est d'autant plus vive que les El-

bois semblent se moquer de lui : selon l'instruction qu'ils ont reçue de l'Empereur et comme pour narguer le commissaire anglais, ils répètent la même phrase: « Sa Majesté est allée faire une promenade en mer! »

Il se rend chez le grand-maréchal et, usant de ruse, il dit à Mme Bertrand: « Votre mari est arrêté, et l'Empereur aussi. » Mme Bertrand ne se trahit pas; elle se borne à demander: « Où donc ont-ils été arrêtés? — Sur la route de Naples. — Alors, je ne crains rien. »

Il se rend chez Pauline; il l'interroge sur un ton menaçant: « Votre frère a violé sa parole; il avait promis de ne pas quitter l'île; mais nos vaisseaux sillonnent la mer et à cette heure votre frère est notre prisonnier. — Monsieur, répond Pauline, ce n'est pas ainsi qu'on parle à une femme ».

Il se rend chez Lapi. Mais il redoute d'être arrêté et auparavant il envoie le docteur Monaco exiger que Lapi s'engage à le laisser en liberté; Lapi promet de ne rien tenter contre la personne de Campbell, et le colonel, tranquillisé, vient s'entretenir avec le nouveau gouverneur: « Avez-vous l'intention de vous défendre? — Je ne rendrai la place, répond Lapi en souriant, que sur l'ordre de celui qui me l'a confiée. — Eh bien, réplique Campbell, je regarde l'île comme en état de blocus et vos barques ne sortiront pas ».

Campbell ne resta qu'une heure à Porto-Ferrajo. Il voulait rattraper Bonaparte et, ainsi qu'il s'exprime, débarrasser le monde de cette peste. Or, de tous les renseignements qu'il avait recueillis, un seul lui paraissait sûr : Napoléon ne s'était pas dirigé, comme disaient les uns, vers Fréjus, ou, comme disaient les autres, vers Naples, et le 27, à 3 heures de l'après-midi, des hauteurs de l'île d'Elbe on avait vu l'*Inconstant* au nord-nord-est de Capraja. Le colonel conclut de là que la flottille de l'Empereur voguait vers la frontière de la France et du Piémont. Si Bonaparte avait l'intention de se rendre à Naples, aurait-il emmené des canons, des chevaux, des employés d'administration ? Non, il voulait atterrir à Antibes, à Nice, et de là, gagner la Lombardie.

Le capitaine Adye approuva Campbell. La *Perdrix* se mit à la poursuite du fugitif ; elle allait à toutes voiles et profitait du vent qui, durant la nuit, ne cessa pas d'augmenter. Le 1er mars, à 2 heures trois quarts du matin, près du cap Corse, à huit lieues environ de Capraja, elle rencontrait la frégate française la *Fleur-de-lys*, commandée par le chevalier de Garat et chargée naguère de croiser dans les parages de l'île d'Elbe. Les deux bâtiments, agissant de concert, donnèrent la chasse à la flottille impériale.

Mais Garat venait de louvoyer en divers sens entre Capraja et le cap Corse, et il avait examiné très attentivement, sans y rien découvrir, le seul village et le seul mouillage qu'offrait le rocher de Capraja. Il pensait donc que Français et Anglais devaient se partager la besogne; il irait vers Antibes et le golfe Juan, vers Monaco et Antibes, pendant que Campbell et Adye exploreraient les petites îles, Monte-Cristo et la Gorgone.

La *Perdrix* cherchait ainsi Napoléon où il n'était pas et la *Fleur-de-lys*, qui le cherchait où il était, arriva trop tard. « Que de bonheur, s'écriait Campbell, a eu ce brigand, ce *ruffian* ! » Dans sa rage, il accusa Garat : Garat lui avait menti ; Garat, lui aussi, était dans le complot. « Hélas ! disait lord Bentinck qui vit Campbell quelques jours plus tard, la tête du colonel a souffert de cette mésaventure ! »

Du moins la carrière du colonel n'en souffrit pas. Il ne pouvait évidemment reprendre ses fonctions d'attaché militaire au quartier général des alliés, et Castlereagh, tout en le comblant d'éloges, tout en vantant son intelligence et son activité, le fit renvoyer à son régiment : au milieu des ministres et des généraux de la coalition, pensait Castlereagh, la présence de Campbell provoquerait sûrement des discussions sur l'évasion de Bonaparte. Le colonel était du même avis. Il dé-

clara qu'il n'avait été diplomate que par accident, que sa seule ambition était d'être soldat, et, redevenu militaire, il eut tout ce qu'il désirait. Il voulut commander une brigade étrangère et il commanda le contingent hanséatique ; il voulut obtenir l'ordre du Bain, et il l'obtint ; il fut promu au grade de général major, et, lorsqu'il mourut de la peste en 1827, il était gouveneur de Sierra Leone.

V

Les alliés, apprenant la fuite de l'Empereur, commencèrent par s'injurier : ils rejetèrent la faute l'un sur l'autre, et Dalberg répétait dans les salons de Vienne que la France n'était nullement coupable, qu'elle n'avait pas cessé de demander la déportation du souverain de l'île d'Elbe, qu'il fallait accuser de tout le mal l'Autriche et la Russie, la coquetterie diplomatique de Metternich et la politique sentimentale d'Alexandre.

L'orage tomba sur les Anglais. L'Europe crut d'abord qu'ils avaient favorisé le départ de Napoléon. Trois jours avant la fuite, le 23 février, à Porto-Ferrajo, l'adjudant major de la place déclarait qu'ils étaient d'accord avec l'Empereur, qu'ils le laisseraient

sortir de l'île et rentrer en France. Dans les premiers jours de mars, à l'île d'Elbe, à Livourne, à Florence tout le monde assurait qu'ils s'entendaient avec l'Empereur, qu'ils le préféraient à Louis XVIII qui leur avait donné des sujets de mécontentement, que la *Perdrix* n'était venue le 24 février à Porto-Ferrajo que pour apporter à Napoléon un plan d'évasion.

Dans le monde diplomatique de Vienne on disait que les Anglais étaient impardonnables, qu'ils voulaient peut-être emmener Napoléon en Amérique ou même qu'ils l'avaient laissé s'échapper pour le reprendre et le traiter avec plus de rigueur.

Talleyrand écrivait à Louis XVIII que les Anglais s'étaient chargés de surveiller Bonaparte et qu'ils auraient peine à excuser leur négligence.

A Turin, le marquis d'Osmond affirmait que les Anglais avaient « lancé le brandon ».

A Rome, notre ambassadeur, l'évêque d'Orthosia, Cortois de Pressigny, fit à lord North les plus vifs reproches : « N'aviez-vous pas une corvette dans le port et un commissaire dans l'île ? Ne pouviez-vous arrêter Bonaparte ? Mais vous êtes jaloux de voir renaître la prospérité de la France ! »

Comme Pressigny, la plupart des royalistes s'imaginaient que le cabinet britannique désirait allumer une guerre civile qui ravirait à

la France les grands moyens qu'elle avait encore : suivant eux, Castlereagh et ses collègues ne prévoyaient pas que Louis XVIII fuirait sans coup férir ni que l'Empereur entrerait si promptement à Paris, et du reste — telles furent les expressions mêmes de certains émigrés — lorsque l'Angleterre veut rétablir son ascendant, lorsque son intérêt est en jeu, elle n'hésite pas à courir les hasards et à braver les catastrophes. C'était donc elle qui lançait Napoléon sur la France. Dès le mois d'octobre, une caricature avait représenté les souverains autour d'une table devant la carte de l'Europe et Castlereagh les menaçant, s'ils ne faisaient pas sa volonté, de les livrer à Napoléon qu'il tenait au collet. A la même époque, sur une autre gravure, ne voyait-on pas le prince régent d'Angleterre portant une cage où « Bony », sous la forme d'un aigle, montrait sa tête entre les barreaux, et le prince régent disait aux membres du Congrès : « Je le lâche, si... »

Des indifférents comme Van Dedem, de fervents bonapartistes comme Fleury de Chaboulon crurent toujours que les Anglais avaient précipité Napoléon sur la France pour la bouleverser. Dedem remarque que Campbell ne serait pas allé si opportunément s'amuser à Florence si le gouvernement britannique ne l'avait pas permis. Fleury pense que Campbell

reçut du ministère anglais l'ordre, sinon de protéger l'évasion de l'Empereur, du moins de ne pas l'empêcher.

D'autres disaient que les Anglais qui venaient voir Napoléon à l'île d'Elbe ou qui fréquentaient les salons bonapartistes de Paris, avaient un même but patriotique : en excitant l'Empereur et ses partisans à prendre leur revanche, ils jetaient la France dans de nouvelles aventures qui ne pouvaient que l'amoindrir et l'affaiblir.

Mais n'accusait-on pas et ne pouvait-on pas accuser l'Autriche, la Russie, la Prusse d'avoir fait le même calcul ?

Les gens de Livourne, très hostiles à Napoléon, prétendaient que l'Autriche ne le laissait à l'île d'Elbe que pour le tenir en réserve, pour l'envoyer en cas de guerre sur la frontière de France.

Le tsar Alexandre, s'emportant contre Metternich et Talleyrand, laissait au mois de novembre échapper ces paroles menaçantes : « L'Autriche se croit assurée de l'Italie, mais il y a là un Napoléon dont on peut se servir ! S'ils m'y forcent, on leur lâchera le monstre ! » Et dans la journée du 9 mars, le bruit courait aux Tuileries que Jomini, passé au service russe, avait été chargé de négocier avec Murat les moyens de transporter en Provence l'exilé de l'île d'Elbe.

Le colérique Niebuhr avouait à Gneisenau que Bonaparte lui répugnait moins que Talleyrand, Münster et Metternich.

Gneisenau, voyant au Congrès de Vienne la Prusse et la Russie mises en échec par les trois autres puissances, conseillait de rappeler Napoléon sur la scène, de le soutenir, de former deux empires, celui des Bourbons et celui des Bonaparte, qui seraient constamment en lutte, et de rendre ainsi la France impuissante au dehors [1].

Tout cela n'était que boutades. Les Anglais, par exemple, pensaient si peu à se servir de Napoléon qu'ils prirent contre lui, dès qu'ils surent son départ, les mesures les plus énergiques. Dès le 12 mars, Wellington écrivait que, si Louis XVIII n'était pas assez fort pour venir à bout de Napoléon, l'Angleterre mettrait en mouvement toutes les forces de l'Europe, et, cinq jours après, Somerset marquait à Jaucourt que le prince-régent allait, sans perdre de temps, engager les autres puissances à combattre Bonaparte. « Il faut, s'écria sir Char-

1. Tels sont les termes exprès de Gneisenau, et il ajoute qu'il faudra en même temps nourrir le feu de la révolte en Italie ; enlever à l'Autriche l'Italie, la Galicie et la Moravie ; écraser la Bavière, non seulement à cause de sa mauvaise foi, mais à cause de ses belles possessions de Franconie ; donner à la Prusse Bamberg, Würzbourg, Ansbach et Baireuth ; partager le reste du butin, à l'exclusion de la vieille Bavière, entre Wurtemberg et Bade !

les Stewart, tirer d'Angleterre ce que nous pourrons; nous allons aiguiser de nouveau les épées, et les mélodies du Congrès doivent céder au son des trompettes! »

VI

En réalité, les Anglais avaient manqué de prévoyance et de vigilance.

Aussi, partout, à Vienne, à Rome, à Turin, à Paris ils disaient qu'ils étaient sincèrement affligés de l'événement et ils cherchaient à s'excuser.

« Qui nous avait chargés, s'écriait lord North, d'arrêter Bonaparte? »

« Sommes-nous, objectait sir Charles Stewart, en guerre avec Napoléon, et quel droit avions-nous de le surveiller? »

Lorsque le marquis d'Osmond blâmait Campbell, lorsqu'il remarquait que le cabinet britannique n'avait pas attaché à la croisière de l'île d'Elbe toute l'importance qu'elle méritait, des Anglais lui répliquaient: « Quelle mission avait donc le colonel? Était-il le gardien de Bonaparte? »

C'est ce que répondirent pareillement les ministres Castlereagh et Liverpool au Parlement, lorsqu'ils essayèrent de se justifier, eux et leur agent. Bonaparte, disaient-ils, n'était

pas prisonnier ; il était souverain de l'île d'Elbe et tant qu'il ne violerait pas les traités, il devait être réputé libre. Le colonel Campbell, ajoutaient-ils, avait une mission très difficile et très délicate; il ne pouvait exercer sur Bonaparte une surveillance quotidienne que Bonaparte n'eût pas d'ailleurs tolérée; qu'aurait-il pu faire s'il avait été là lorsque l'Empereur s'éloigna ?

Ce que Campbell aurait pu faire ! Campbell lui-même a répondu. Il aurait tiré sur l'*Inconstant :* la corvette anglaise aurait à elle seule arrêté la flottille française ; quelle alarme elle donna lorsqu'on la vit le 24 février rentrer à l'improviste dans le port ! Pons ne dit-il pas que l'expédition n'était pas de force à surmonter un pareil obstacle ? Napoléon ne reconnaît-il que l'*Inconstant* était un frêle navire ? Burghersh n'écrit-il pas que ce faible et petit brick n'aurait rien pu contre la *Perdrix*, et que les autres bâtiments, petits et chargés de troupes, n'auraient même pas tenté de forcer le passage ?

Mais Campbell s'ennuyait, se morfondait à l'île d'Elbe. Inquiet, remuant, vaniteux, convaincu qu'il avait du flair et le talent de surprendre les secrets de l'ennemi, il demandait à Castlereagh la permission d'aller à Naples observer le roi Murat. Le ministre refusa, et l'Argus britannique de Porto-Ferrajo, comme

le nommaient les Français, voulut se distraire. Il fit des fugues en Toscane. *Amour, quand tu nous tiens!* Vainement Burghersh blâma plusieurs fois ses absences aussi longues que fréquentes [1]. Vainement Burghersh le pria de rester à son poste au moins jusqu'à la fin du Congrès et de rendre visite à Bonaparte, non pas de temps en temps, mais très souvent. Vainement Burghersh, lorsqu'il vit Campbell à Florence au milieu du mois de février, l'engagea vivement à regagner l'île d'Elbe sans aucun délai. Le colonel n'écouta pas Burghersh. S'il avait quitté Florence dès le lendemain de son arrivée, il serait rentré à Porto-Ferrajo le 24 ou le 25 février, la veille ou l'avant-veille du départ de Napoléon. « Que de tracas, disait-on à Paris, nous cause son amourette! »

Les royalistes firent de semblables reproches au gouvernement des Bourbons.

Le maréchal de camp Bertrand de Civray, qui commandait le département du Var, avait assuré l'année précédente, au commencement du mois de juin, qu'un colonel anglais ne

1. Dans une lettre confidentielle à Castlereagh il reconnaît les mérites de Campbell, mais lui reproche sa manière « impropre » de remplir les devoirs de sa place; plus tard encore, il regrettait l' « impropriety » de la conduite qu'avait tenue Campbell.

quittait pas Napoléon et qu'une frégate anglaise restait toujours mouillée à l'entrée de Porto-Ferrajo soit comme protectrice, soit comme surveillante. Le 3 mars 1815, le préfet du Var, Bouthillier, mandait à Paris que cette frégate britannique aurait dû s'opposer à l'évasion de l'empereur. « Il est affreux de penser, s'écriait-il, que Bonaparte et ses mille hommes soient sortis de l'île d'Elbe sans être vus de la frégate en croisière! »

Mais une frégate suffisait-elle? Pourquoi, disaient les royalistes, le ministre de la marine n'avait-il pas envoyé dans les eaux de Provence deux frégates au moins? N'auraient-elles pas coulé bas la flottille de Bonaparte?

Le ministre de la marine — c'était Beugnot — sut trouver des excuses. Il rappela que Bonaparte était souverain de l'île d'Elbe et avait un pavillon reconnu ainsi qu'un brick donné par la France; qu'un seul agent des puissances, le commissaire anglais Campbell, résidait à Porto-Ferrajo; que le gouvernement des Bourbons ne pouvait, quelles que fussent ses défiances, mettre le pays en état de blocus; qu'il avait, à vrai dire, défendu à ses équipages de mouiller à Porto-Ferrajo; mais que deux frégates, la *Melpomène* et la *Fleur-de-lys*, croisaient l'une au nord, l'autre au sud de Capraja, et devaient s'attacher au navire qui porterait Napoléon et ses troupes. C'est pourquoi la

Fleur-de-lys, commandée par Garat, était, sur l'avis de Campbell, partie à la recherche de l'*Inconstant*. Néanmoins, ajoutait Beugnot, pendant une longue nuit ou à la suite d'un coup de vent, l'Empereur pouvait toujours s'échapper de l'île d'Elbe, quel que fût le nombre des bâtiments de croisière, et pour le surprendre dans la traversée il ne fallait compter que sur le hasard. Encore, si la *Fleur-de-lys* avait accosté l'*Inconstant*, les marins qui la montaient, étant bonapartistes, auraient acclamé et aidé le fugitif.

Bruslart, le gouverneur de la Corse, mis en cause, lui aussi, se justifia de même que Beugnot. A un dîner chez le prince de Condé, sous la seconde Restauration, il disait que lorsqu'il était à Bastia, il voyait l'île d'Elbe de son lit. « Il n'y a pas de quoi se vanter », remarqua quelqu'un. Bruslart entendit ce propos désobligeant. « Vous ignorez, reprit-il, combien la mer est une large route. Vous ignorez que les vents ne permettent aucune communication ni à temps ni à jour fixe, que les brouillards masquent souvent la direction, que Bonaparte avait le droit de faire naviguer un brick de guerre et que par là toute surveillance était plus difficile ».

Garat qui commandait la *Fleur-de-lys*, a pareillement plaidé sa cause avec habileté. Selon lui, ni son vaisseau ni la *Melpomène*, les deux

seules frégates françaises qui fussent chargées de surveiller l'Empereur, ne pouvaient empêcher son évasion. Toutes deux ne devaient relâcher en aucun cas à Porto-Ferrajo, l'unique port de ces parages. Elles n'entretenaient aucune intelligence avec la terre. Elles n'avaient ni petits bateaux ni mouches ni avisos. Et Porto-Ferrajo est situé à deux lieues et demie du continent d'Italie. Porto-Ferrajo est entouré de six îles et de deux écueils dangereux qu'on appelle les Fourmis! N'aurait-il pas fallu, conclut Garat, un extraordinaire coup de fortune pour que l'une ou l'autre frégate réussit à arrêter ou même à voir le brick impérial qui pouvait d'ailleurs se jeter à la côte?

Etait-il donc nécessaire, comme écrivait Wellington, d'abord de connaître l'intention de « Bony », et ensuite, d'avoir le 26 février, à la hauteur de l'île d'Elbe, quelques-uns des six vaisseaux de ligne britanniques de la Méditerranée?

Un prisonnier sait mieux que personne les moyens auxquels ses geôliers doivent recourir pour qu'il ne s'évade pas. Napoléon a dit ce que les Bourbons ou les Anglais auraient dû faire. Rien n'était plus simple. Ils n'avaient qu'à entretenir une croisière de deux frégates: l'une aurait été constamment dans le port; l'autre, constamment aux aguets et sous voiles.

N'avouait-il pas, avant de quitter l'île d'Elbe, que, s'il différait son départ, les Bourbons et l'Angleterre s'entendraient pour le faire garder à vue par leurs vaisseaux?

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

Napoléonisme

CHAPITRE II

À l'Île d'Elbe

CHAPITRE III

Bourbons et Congrès

CHAPITRE IV

L'Italie et Murat

CHAPITRE V

La France

CHAPITRE VI

Paris

CHAPITRE VII

Plan et préparatifs

CHAPITRE VIII

La Décision

CHAPITRE IX

Le Départ

Imprimerie générale de Châtillon-sur-Seine. — Euvrard-Pichat.

Imprimerie Générale de Châtillon-sur-Seine. — EUVRARD-PICHAT.

